



Société anonyme au capital de 4 653 020 308,80 euros
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès-France-75013 Paris
542 044 524 RCS Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2010 sous le numéro D.10-375.
La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 août 2010 sous le numéro D.10-0375-A01

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009

I	PRINCIPAUX COMMUNIQUES DE PRESSE	p.3
1.1	Communiqués de presse	p.3
1.2	Résultats au 30 juin 2010 : communiqué de presse	p.7
1.3	Résultats au 30 juin 2010 : présentation	p.22
II	CHAPITRE 2 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	p.56
III	CHAPITRE 6 : ELEMENTS FINANCIERS.....	p.57
6.1	Rapport de gestion semestriel au 30 juin 2010.....	p.57
6.2	Eléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes).....	p.105
6.3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée	p.156
6.4	Facteurs de risques et d'incertitudes	p.157
6.5	Parties liées	p. 157
IV	CHAPITRE 9 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	p.158
9.1	Responsable de l'actualisation du document de référence	p.158
9.2	Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence	p.158
9.3	Responsables du contrôle des comptes.....	p.158
9.4	Documents accessibles au public	p.159
	TABLE DE CONCORDANCE	p.160

I PRINCIPAUX COMMUNIQUES DE PRESSE

1.1 Communiqués de presse

1.1.1 Communiqué de presse du 6 mai 2010

Natixis communique son exposition globale au risque grec

L'exposition globale de Natixis aux risques grecs au 30/04/10 est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Expositions (€m)	Natixis
Souverain	160
Banques	104
Clientèles	618
Total activités bancaires	882

Natixis précise que son exposition auprès de la clientèle grecque est principalement concentrée sur des financements de projets et des financements d'actifs dans le secteur maritime (€461m).

Par ailleurs, Natixis Assurances a une exposition nette de la participation des assurés de €72m au risque grec.

1.1.2 Communiqué de presse du 28 mai 2010

Constitution d'une filière Actions intégrée au sein de Natixis

Dans le cadre du plan stratégique New Deal, Natixis réunit ses équipes actions au sein d'une filière intégrée placée sous la responsabilité de Jean-Claude Petard. Elle proposera à sa clientèle une offre de service complète et enrichie sur le marché des actions.

Pour permettre la constitution de cette filière Actions intégrée, engagée dès le second semestre 2009, la filiale Natixis Securities apportera à sa maison mère Natixis l'ensemble de ses activités dans le cadre d'une opération de fusion-absorption. Ce rapprochement prendra effet le 1^{er} juin 2010.

La filière actions regroupera plus de 400 collaborateurs de front office, ainsi que des services supports dédiés. Grâce à cette nouvelle organisation, Natixis disposera d'une ligne de métiers actions intégrée, orientée vers le client, capable de traiter tous types de flux sur les produits actions cash et dérivés.

Elle sera en mesure de proposer à sa clientèle une offre globale et enrichie sur le marché des actions, avec des solutions adaptées aux attentes de ses clients sur toute la gamme des produits actions :

- accès au marché primaire actions ;
- intermédiation sur marchés secondaires cash et dérivés ;
- produits structurés.

Cette offre intègre également une recherche actions reconnue, régulièrement primée, proposant une analyse de 340 valeurs suivies dans 21 secteurs. Elle a obtenu en 2009 la

2^{ème} place du classement Thomson Reuters Extel Survey-Europe focus France pour la recherche sur actions françaises.

1.1.3 Communiqué de presse du 15 juin 2010

Natixis adapte sa gouvernance afin d'accompagner son plan stratégique New Deal

Natixis met en place une nouvelle gouvernance représentative de l'ensemble de ses métiers. Douze nouveaux membres rejoindront le comité exécutif à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les expertises métiers fortes des trois domaines d'activité de Natixis seront ainsi représentées : fixed income, corporate solutions, actions, dette et financements pour la banque de financement et d'investissement ; gestion d'actifs, assurance et banque privée pour le pôle épargne ; affacturage, cautions et garanties, crédit bail, crédit à la consommation, ingénierie sociale, paiement et titres pour le pôle services financiers spécialisés ; ainsi que les responsables des filières fonctionnelles : finances et risques, informatique, ressources humaines, communication, juridique, secrétariat général.

Le comité exécutif élargi à 29 membres sera en charge du suivi du plan stratégique New Deal, des chantiers transversaux et du développement des activités de Natixis.

L'adaptation de la gouvernance répond aux besoins de réactivité, de collégialité et de transversalité indissociables des ambitions du New Deal.

Le comité de direction générale continue d'assurer la direction de l'entreprise et le pilotage des enjeux stratégiques.

Composition du Comité de Direction Générale

Laurent Mignon

Directeur Général

Luc-Emmanuel Auberger

Directeur finances et risques

Aline Bec

Directeur Services Informatique et Services Partagés

Jérôme Cazes

Directeur Général de Coface

De Doan Tran

Responsable de la BFI

Jean-Yves Forel

Responsable du pôle Services financiers Spécialisés

André-Jean Olivier

Secrétaire Général

Pierre Servant

Directeur du pôle Epargne

Composition du Comité exécutif à compter du 1^{er} juillet 2010

Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

Stéphane About

BFI - Responsable du Fixed Income

Luc-Emmanuel Auberger

Directeur finances et risques de Natixis

Aline Bec

Directeur Services Informatique et Services Partagés de Natixis

Pierre Besnard

SFS - Directeur général de Natixis Lease

Jacques Beyssade

Directeur des risques de Natixis

Nathalie Broutèle

Epargne - Directeur général de Natixis Assurances

Jérôme Cazes

Directeur Général de Coface

Jean Cheval

BFI - Responsable dette et financements

Norbert Cron

SFS - Directeur d'Eurotitres

Alain Delouis

Directeur des ressources humaines de Natixis

De Doan Tran

BFI - Responsable du pôle

Bertrand Duval

BFI - Responsable Direction Relations Entreprises et Institutionnels

Jean-Yves Forel

SFS - Responsable du pôle

Eric Franc

Epargne - Directeur général de Banque Privée 1818

Elisabeth de Gaulle

Directeur de la communication et du développement durable de Natixis

Luc Giraud

BFI - Responsable de corporate solutions

John Hailer

Epargne - Responsable des activités nord-américaines de Natixis

Global Asset Management

Catherine Halberstadt

SFS - Directeur général de Natixis Factor

Christian Le Hir

Directeur juridique de Natixis

Christian Louis-Victor

SFS - Président Directeur Général de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

Jean-Bernard Mateu

SFS - Directeur général de Natixis Financement

André-Jean Olivier

Secrétaire Général de Natixis

Olivier Perquel

Directeur de la stratégie de Natixis

Jean-Claude Petard

BFI - Responsable actions

Pierre Servant

Epargne - Directeur du pôle

Didier Trupin

SFS - Directeur général de Natixis Interépargne

Jean-Marie Vallée

SFS - Directeur général de Natixis Paiements

Pascal Voisin

Epargne - Directeur général de Natixis Asset Management

1.1.4 Communiqué de presse du 26 juillet 2010**Natixis précise ses expositions souveraines européennes à fin mars 2010**

Les expositions souveraines européennes de Natixis, sur le modèle établi par le CECB (Comité Européen des Contrôleurs Bancaires), sont détaillées ci-dessous :

En millions d'euros	Expositions brutes	dont portefeuille bancaire	dont portefeuille de négociation	Expositions nettes
Autriche	190	0	190	0
Belgique	12	12	0	12
Bulgarie	0	0	0	0
Chypre	0	0	0	0
République Tchèque	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0
Estonie	0	0	0	0
Finlande	9	0	9	0
France	5 309	2 369	2 940	5 275
Allemagne	23	23	0	0
Grèce	376	0	376	27
Hongrie	0	0	0	0
Islande	0	0	0	0
Irlande	105	0	105	58
Italie	4 023	7	4 016	3 306
Lettonie	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0
Luxembourg	15	0	15	15
Malte	0	0	0	0
Pays Bas	180	0	180	99
Norvège	0	0	0	0
Pologne	16	0	16	0
Portugal	235	1	234	0
Roumanie	3	0	3	0
Slovaquie	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0
Espagne	318	11	307	59
Suède	0	0	0	0
Royaume Uni	4	4	0	0

1.2 Résultats au 30 juin 2010 : communiqué de presse

Résultats du 2^e trimestre 2010

Un résultat net part du groupe de 522 MEUR en hausse de 12% vs 1T10, qui reflète un bon trimestre dans un environnement plus difficile qu'au 1^{er} trimestre 2010.

Des résultats reflétant des performances satisfaisantes des métiers malgré un contexte plus volatil qu'au 1T10.

PNB des métiers cœurs¹ : 1 467 MEUR, en hausse de 9% vs 2T09 et de 3% vs 1T10.

Résultat avant impôt des métiers cœurs¹ : 519 MEUR, en hausse de 15% vs 1T10.

Objectif de PNB de Natixis supérieur à 6 Md EUR en 2010 conforté.

Diminution de 21% du coût du risque à 93 MEUR (vs 118 MEUR 1T10).

Des avancées majeures dans la mise en œuvre du plan New Deal

Réduction significative des expositions de la GAPC avec notamment la cession d'un portefeuille de dérivés complexes de crédit.

Dispositif en ordre de marche pour délivrer les synergies avec les réseaux du Groupe BPCE (395 MEUR à horizon 2013).

Finalisation de la réorganisation de la BFI .

Initiatives stratégiques dans le Pôle Epargne.

Une structure financière solide

Ratio Core Tier One : 8,1% (vs 8,5% au 31/03/2010).

Ratio Tier One : 9,2% (vs 9,5% au 31/03/2010).

La cession des dérivés complexes de crédit, qui impacte négativement les ratios de solvabilité d'environ 30 points de base au 2T10, devrait permettre une réduction des risques pondérés supérieure à 10 milliards d'euros au 2S10 (représentant plus de 70 points de base de Core Tier One et de Tier One au 30 juin 2010).

Précisions méthodologiques

Les titres super subordonnés ayant été reclassés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêts sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat à compter du 01/01/2010. Par ailleurs, l'allocation de fonds propres aux métiers se fait désormais sur une base de 7% des encours pondérés contre 6% précédemment. Les résultats 2009 et 1T10 de ce communiqué ont été retraités en conséquence.

Les résultats consolidés de Natixis ont été arrêtés le 5 août 2010 par le conseil d'administration.

1.2.1 Faits marquants

Le deuxième trimestre 2010 est le quatrième trimestre consécutif affichant un résultat net part du groupe positif

Après un résultat net part du groupe positif au troisième trimestre 2009 (362 millions d'euros), au quatrième trimestre 2009 (844 millions d'euros), et au premier trimestre 2010 (464 millions d'euros), Natixis confirme son retour à une situation bénéficiaire avec un résultat net part du groupe de 522 millions d'euros au deuxième trimestre 2010. Le résultat net part du groupe sur un an atteint ainsi plus de 2 milliards d'euros.

¹ Métiers cœurs : Banque de Financement et d'Investissement, Epargne, Services Financiers Spécialisés

Des avancées majeures dans la mise en place du plan New Deal au 1^{er} semestre 2010

L'extériorisation des synergies de revenus avec les réseaux de BPCE atteint 42 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010, dans un environnement économique peu porteur pour les métiers de Natixis en relation avec les réseaux. La contribution du crédit à la consommation est élevée (PNB en croissance de 30% au 1S10 et augmentation des encours supérieure à 20% à fin juin 2010).

Des comités prospectifs associant les réseaux de BPCE et les métiers de Natixis ont été mis en place.

Le contour des pôles métiers est en voie de finalisation, avec la fusion de Natixis Paiements et de GCE Paiements prévue au 1^{er} septembre 2010, et la poursuite des travaux visant au regroupement des principales activités de crédit-bail au sein de Natixis.

La réorganisation de la BFI s'est poursuivie pour renforcer le cross-selling : modification de l'organisation du Coverage permettant d'augmenter la rentabilité des relations avec les grands clients Corporate et Institutions Financières, mise en place d'une structure de suivi des clients et création d'une nouvelle zone Europe (hors France), Moyen-Orient et Afrique.

De nouvelles initiatives stratégiques ont été lancées dans le Pôle Epargne : création de H2O Asset Management, lancement d'un projet ETF, discussions exclusives entre Rothschild & Cie et Banque Privée 1818 dans le cadre d'un projet de rapprochement de leurs plates-formes de distribution auprès des CGPI Sélection R et 1818 Partenaires.

Au deuxième trimestre 2010, Coface a confirmé son redressement. Le loss ratio s'établit à 59% contre 63% au 1T10 et 123% au 2T09.

Natixis et AXA Private Equity ont confirmé début juillet 2010 avoir signé l'accord relatif à la cession de la majeure partie des activités de private equity pour compte propre en France de Natixis, comprenant les activités d'IXEN Partners, de NI Partners et d'Initiative & Finance Gestion, pour 534 millions d'euros. Des négociations sont en cours concernant les activités pour compte propre à l'international.

Les filières supports ont été effectivement mises en place, avec un début de réalisation des synergies de coûts.

Les expositions de la GAPC ont été fortement réduites. La cession de l'essentiel des positions de dérivés complexes de crédit et la fermeture des positions en convertibles ont été réalisées, ainsi qu'une réduction significative (supérieure à 2 milliards de dollars) des expositions aux crédits structurés par cession.

« Ces résultats témoignent de la réussite des actions menées depuis un an dans le cadre de notre plan stratégique. Natixis, ancrée dans le Groupe BPCE et recentrée sur ses métiers cœurs, est sur la bonne trajectoire pour tirer profit du fort potentiel de son modèle économique » déclare Laurent Mignon, Directeur Général de Natixis.

1.2.2 Résultats NATIXIS 2T10

en MEUR ²	2T10	1T10	2T09	2T10 vs 2T09
Produit net bancaire³	1 719	1 629	1 359	+26%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 467	1 428	1 342	+9%
Charges	-1 045	-1 086	-1 047	-0%
Résultat Brut d'Exploitation	674	543	312	X2,2
Coût du risque	-93	-118	-1 020	
CCI et autres mises en équivalence	104	143	157	-34%
Résultat avant impôt	683	554	-555	
Résultat net courant part du groupe	607	492	-126	
GAPC	-59	-10	-650	
Résultat des activités abandonnées	-9		-11	
Coûts de restructuration nets	-17	-17	-31	-44%
Résultat net part du groupe	522	464	-819	
Coefficient d'exploitation	61%	67%	77%	-16 pts

La hausse du **produit net bancaire des métiers** (+22% par rapport au 2T09 à 1 708 millions d'euros) est portée par la BFI et Coface.

La BFI affiche une très bonne performance des Financements structurés (+29% vs 2T09 et +16% vs 1T10) et un rebond des activités Actions (+15% vs 2T09 et +58% vs 1T10).

Les revenus de l'Épargne sont en progression de 3% par rapport au 2T09.

Le produit net bancaire des Services Financiers Spécialisés augmente de 6% par rapport au 2T09, tiré par le Crédit à la consommation et les Cautions et garanties financières.

Au sein des Participations Financières, le produit net bancaire de Coface est multiplié par 4 par rapport au 2T09.

Le **coût du risque** consolidé diminue de 21% par rapport au trimestre précédent, du fait principalement d'un moindre provisionnement sur les activités de la BFI.

² Dans ce tableau, les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte de GAPC, du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

³ dont réévaluation du spread émetteur sur dette senior (2T10 : +49 MEUR, 1T10 : -2 MEUR, 2T09 : -101 MEUR)

Le **résultat avant impôt des métiers** atteint 563 millions d'euros contre -640 millions d'euros au 2T09 et 495 millions d'euros au 1T10, soit +14% par rapport au 1T10.

Grâce à ses bonnes performances opérationnelles, la BFI améliore fortement sa rentabilité : son résultat avant impôt atteint 362 millions d'euros, en hausse de 28% par rapport au 1T10.

Par rapport au 2T09, le résultat avant impôt de l'Epargne baisse de 21%, alors que celui des Services Financiers Spécialisés augmente de 23% grâce à la croissance de l'activité et au maintien des efforts de productivité.

La contribution du pôle Participations Financières, qui était redevenue positive au 1T10, atteint 44 millions d'euros au 2T10, grâce à la poursuite du redressement de Coface liée à une nouvelle amélioration de la sinistralité.

Au total le **résultat avant impôt** s'établit en hausse de 23% par rapport au 1T10, à 683 millions d'euros.

Le **résultat net courant part du groupe** progresse également de 23% par rapport au 1T10, à 607 millions d'euros.

Le **résultat net part du groupe** atteint 522 millions d'euros (+12% vs 1T10).

1.2.3 Résultats des métiers 2T10

BFI

en MEUR	2T10	1T10	2T09
Produit net bancaire	828	793	729
<i>Relations entreprises et institutionnels</i>	137	138	149
<i>Dettes et financements</i>	327	280	254
<i>Marchés de capitaux</i>	341	387	604
<i>CPM et divers</i>	23	-12	-278
<i>dont CPM</i>	46	-16	-297
Charges	-406	-416	-398
Résultat Brut d'Exploitation	421	377	331
Coût du risque	-60	-97	-1000
Résultat avant impôt	362	282	-672
<i>Coefficient d'exploitation</i>	49%	52%	55%

Le PNB de la BFI s'établit à 828 millions d'euros, en hausse de 14% par rapport au 2T09 et de 4% par rapport au 1T10. Hors CPM, le PNB est en baisse limitée de 3% par rapport au 1T10, dans un contexte de marché difficile.

Le PNB des Marchés de capitaux est en recul de 12% par rapport au 1T10.

Les charges sont en baisse de 2% par rapport au 1T10. Le résultat brut d'exploitation ressort ainsi en hausse de 12% par rapport au 1T10 et de 27% par rapport au 2T09. Le coefficient

d'exploitation connaît une nouvelle amélioration à 49% (-3 points versus 1T10 et -6 points versus 2T09).

Le coût du risque est en forte baisse (-38% vs 1T10) à 60 millions d'euros. Le coût du risque individuel financements est en net repli à 38 points de base des encours pondérés de crédit Bâle II des activités de financement. Peu de nouveaux dossiers ont dû être provisionnés. Les couvertures déjà existantes sur certains secteurs bien identifiés ont été renforcées.

A 362 millions d'euros, le résultat avant impôt progresse de 28% par rapport au 1T10.

Malgré de très bonnes performances commerciales et une bonne gestion de la crise de la dette souveraine, le PNB des activités Taux, Change, Matières Premières et Trésorerie est pénalisé par un recul marqué de la contribution de la Trésorerie dans un contexte de marché nettement plus difficile.

Les activités Actions affichent des revenus de 172 millions d'euros. Des éléments comptables non récurrents pour 27 millions d'euros (comptabilisation dès l'initiation de la marge commerciale sur certains produits structurés) expliquent la moitié de cette forte hausse par rapport au 1T10. Les performances sont contrastées dans les différentes lignes de métiers : doublement de la contribution de Corporate Solutions, bonne performance des dérivés, mais recul des activités de cash actions dans un contexte de marché très difficile (baisse généralisée des volumes).

A 327 millions d'euros, les revenus des Financements Structurés augmentent de 16% par rapport au 1T10, portés notamment par les financements de projet (+40%). La production nouvelle de crédits progresse de 14% par rapport au 1T10. La production du 1S10 est comparable à celle de l'ensemble de l'année 2009.

Le PNB des Financements Vanille est quasiment stable par rapport au 1T10. La production nouvelle est en progression sur le trimestre mais reste sur les niveaux faibles de 2009.

Epargne

en MEUR	2T10	1T10	2T09
Produit net bancaire	401	414	389
<i>Gestion d'Actifs</i>	345	324	315
<i>Assurance</i>	30	68	51
<i>Banque Privée</i>	26	22	23
Charges	-302	-300	-276
Résultat Brut d'Exploitation	99	114	112
Coût du risque	-15	1	-5
Résultat avant impôt	86	117	108

Au deuxième trimestre 2010, les revenus du pôle s'établissent à 401 millions d'euros, en hausse de 3% par rapport au 2T09, mais en baisse de 3% par rapport au 1T10 du fait de conditions de marché plus défavorables.

Par rapport au 1T10, les revenus de la Gestion d'Actifs progressent de 7% alors que l'Assurance souffre de la rechute des marchés financiers qui a pénalisé la marge financière (PNB en baisse de 56%).

La Banque Privée bénéficie du retour d'un fort dynamisme commercial qui se traduit par une hausse de 19% de son PNB par rapport au 1T10.

Les métiers de gestion d'actifs et d'assurance reprennent leurs investissements de développement, notamment en matière de recrutements, alors que les premiers fruits de la rationalisation de la banque privée se traduisent par une baisse des charges de 12% par rapport au 2T09.

Les encours de la **Gestion d'Actifs** s'élèvent à 532 milliards d'euros au 30 juin 2010 (+12% vs 30 juin 2009). Au 2T10, la décollecte de 7,3 milliards d'euros dans un contexte de marché défavorable est compensée par l'effet change positif.

Aux Etats-Unis, les encours au 30 juin 2010 s'élèvent à 261 milliards de dollars, en baisse de 5% par rapport au 31 mars 2010. La décollecte est limitée à 2,3 milliards de dollars. La dégradation des marchés actions entraîne un effet marché négatif de -12 milliards de dollars.

En Europe, la baisse des encours est limitée à 2% à 318 milliards d'euros. La décollecte de 5,5 milliards d'euros est concentrée presque intégralement sur les supports monétaires (5 milliards d'euros). Les encours ISR (Investissements Socialement Responsables) franchissent la barre des 10 milliards d'euros.

Le niveau d'activité de l'**Assurance** reste élevé malgré l'environnement volatil sur les marchés. Les encours de l'**Assurance vie** atteignent 35,4 milliards d'euros, en augmentation de 11% par rapport au 30 juin 2009. L'activité commerciale est soutenue au 2T10, notamment par une campagne commerciale dans les Banques Populaires et un fort développement sur le segment de la gestion privée. Le chiffre d'affaires **Vie** progresse de 19% par rapport au 2T09 à 986 millions d'euros. Le **Prévoyance** croît de 51% par rapport au 2T09 avec la poursuite de l'équipement des clients des réseaux. Au total, le chiffre d'affaires **Assurance** progresse de 21% par rapport au 2T09.

Dans la **Banque Privée**, la collecte se maintient à un niveau élevé, 0,2 milliard d'euros au 2T10, avec une bonne progression auprès des réseaux et des CGPI.

Les encours sous gestion augmentent de 6% par rapport au 30 juin 2009, à 14,6 milliards d'euros.

Services Financiers Spécialisés

en MEUR	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	238	220	224
Financements spécialisés	120	121	103
<i>Affacturage</i>	30	28	29
<i>Cautions et garanties financières</i>	20	25	10
<i>Crédit bail</i>	30	30	30
<i>Crédit consommation</i>	35	35	31
<i>Financement du cinéma</i>	4	4	4
Services financiers	119	99	121
<i>Ingénierie sociale</i>	29	23	29
<i>Paievements</i>	41	39	41
<i>Titres</i>	49	36	51
Charges	-156	-154	-154
Résultat Brut d'Exploitation	83	66	70
Coût du risque	-12	-13	-14
Résultat avant impôt	71	54	58

Le pôle SFS, essentiellement tourné vers les réseaux du groupe BPCE, fait preuve d'une bonne dynamique commerciale en ligne avec le plan Groupe.

La hausse du PNB des **Financements spécialisés** (+16% vs 2T09) est tirée par le Crédit à la consommation et les Cautions et garanties financières.

Toutes les lignes de métier affichent des performances positives par rapport au 2T09.

Le PNB de l'**Affacturage** croît de 4%. La hausse des revenus issus de l'activité (chiffre d'affaires affacturé +28%) compense la baisse des produits financiers. Les encours atteignent 3,1 milliards d'euros (+20% sur un an).

Le PNB des **Cautions et garanties financières** augmente de 98%, avec une activité très élevée sur le marché des particuliers. Les encours garantis s'élèvent à 62,3 milliards d'euros (+12% sur un an).

Les revenus du **Crédit bail** ressortent en légère progression de 1%, avec des encours moyens en hausse de 5% (1S10 vs 1S09) à 8,3 milliards d'euros.

Le PNB du **Crédit à la consommation** enregistre une hausse de 16%. Les encours atteignent 9,4 milliards d'euros (+20% par rapport au 30 juin 2009).

Les revenus de **Natixis Coficiné** sont stables par rapport au 1T10.

Les **Services financiers** affichent une bonne résistance dans un environnement défavorable, avec une baisse des revenus limitée à 2% (vs 2T09).

Les revenus de l'**Ingénierie sociale** sont stables par rapport à une base de comparaison élevée. Le nombre d'entreprises clientes et les encours gérés (17,4 milliards d'euros) progressent de 14%.

L'activité **Paiements** connaît une légère progression de ses revenus (+1%). Les indicateurs d'activité (parc de cartes, contrats commerçants, transactions de compensation) sont en hausse par rapport au 2T09. Le regroupement au sein de Natixis des activités paiements de BPCE sera finalisé au troisième trimestre 2010.

Dans le métier **Titres**, le PNB diminue de 5% (vs 2T09), du fait de la baisse du dividende versé par CACEIS. Les encours conservés baissent de 12% par rapport au 30 juin 2009 à 282 milliards d'euros.

Participations financières

en MEUR	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	241	223	58
<i>Coface</i>	196	187	44
<i>Capital investissement¹</i>	32	27	4
<i>Services à l'international</i>	13	10	10
Charges	-190	-180	-190
Résultat Brut d'Exploitation	51	43	-132
Coût du risque	-9	-7	-4
Résultat avant impôt	44	42	-134

¹ L'accord de cession avec Axa PE comprenant des conditions suspensives dont la volonté est indépendante des parties et dont la conclusion n'est pas intervenue à ce jour, les entités cédées figurent donc toujours dans les comptes de Natixis au 30 juin 2010.

Le pôle **Participations financières** est marqué par la confirmation du redressement de Coface.

Le PNB de **Coface** progresse de 5% par rapport au 1T10 et est multiplié par 4,4 par rapport au 2T09.

Le loss ratio de l'assurance crédit connaît une nouvelle amélioration à 59%, contre 63% au 1T10 et 123% au 2T09. Le chiffre d'affaires de Coface est stable par rapport au 2T09. L'assurance crédit bénéficie de la remontée des prix initiée en 2009. L'affacturage international affiche une nouvelle progression (chiffre d'affaires +18% vs 2T09), notamment en Allemagne. Les charges sont stables au 2T10 par rapport au 2T09.

Le PNB du **Capital investissement** augmente de 18% par rapport au 1T10, tiré par les plus-values réalisées et le faible niveau des provisions.

Réseaux

en MEUR	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	3 340	3 297	3 206
<i>dont Banques Populaires</i>	<i>1 497</i>	<i>1 610</i>	<i>1 605</i>
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	<i>1 843</i>	<i>1 687</i>	<i>1 601</i>
Charges	-2 130	-2 088	-2 069
Résultat Brut d'Exploitation	1 210	1 209	1 136
Coût du risque	-238	-274	-250
Résultat avant impôt	773	938	889
Résultat net part du groupe	486	622	640
QP de résultat (20%)	97	124	128
<i>Profit de relation</i>	<i>11</i>	<i>23</i>	<i>33</i>
<i>Ecart de réévaluation</i>	<i>-10</i>	<i>-10</i>	<i>-8</i>
Mise en équivalence	99	138	153
Retraitement analytique	-35	-35	-37
Contribution au résultat avant impôt de Natixis	64	103	117

Le PNB des réseaux progresse de 1% au 2T10 par rapport au 1T10. Les revenus des Caisses d'Épargne sont en hausse de 9%. Les revenus des Banques Populaires sont impactés par l'effet de juste valeur sur produits structurés (+59 millions d'euros au 1T10 et -52 millions d'euros au 2T10).

Les charges progressent de 2% par rapport au 1T10.

Le coût du risque clientèle diminue à 32 points de base des encours de crédit clientèle début de période (contre 39 au 1T10).

La mise en équivalence des résultats des réseaux est en baisse de 28% par rapport au 1T10, du fait de l'impact de l'absorption annoncée des holdings de participations par BPCE (-66 millions d'euros sur le RAI des réseaux), et du recul de 12 millions d'euros du profit de relation.

La mobilisation soutenue des réseaux pour le financement de l'économie s'est poursuivie. Dans le réseau Banque Populaire, les encours d'épargne progressent de 4% par rapport au 30 juin 2009, à 178 milliards d'euros, et les encours de crédit de 4% à 144 milliards d'euros. Dans le réseau Caisse d'Épargne, ces progressions sont respectivement de 2% à 333 milliards d'euros, et de 11% à 144 milliards d'euros.

GAPC

L'essentiel des positions de dérivés complexes de crédit a été cédé.

La position de corrélation du portefeuille a été intégralement retournée auprès d'une contrepartie à la fin du 2T10 (impact de -83 millions d'euros sur le résultat avant impôt).

En méthode standard, le retournement de ces positions de marché se traduit par une hausse des emplois pondérés (environ 4 milliards d'euros).

L'assignation progressive des opérations et la fermeture définitive du portefeuille, prévues au cours du 2S10, se traduiront par une économie d'emplois pondérés supérieure à 10 milliards d'euros (pas d'impact additionnel sur le compte de résultats compte tenu des réfections existantes), soit plus de 70 pb de Core Tier One et de Tier One (sur la base du 30 juin 2010).

La cession de ce portefeuille intervient dans un contexte de renforcement futur des exigences de capital réglementaire alloué à ce type d'actifs (CRD3).

Par ailleurs :

- les positions en convertibles ont été fermées,
- les encours de crédit structurés ont été réduits de plus de 2 milliards de dollars (réduction masquée par l'effet devise).

Impact de la GAPC sur le compte de résultat

en MEUR	2T10	1T10
Impact avant garantie	-54	101
Impact de la garantie	17	-74
Charges d'exploitation	-47	-42
Résultat avant impôt	-84	-15

La perte du 2T10 est contenue malgré les cessions significatives intervenues.

1.2.4 Résultats 1S10

en MEUR ⁴	1S10	1S09	1S10 vs 1S09
Produit net bancaire	3 348	2 632	+27%
<i>BFI</i>	1 621	1 445	
<i>Epargne</i>	815	754	
<i>SFS</i>	459	433	
<i>Participations Financières</i>	464	104	
Charges	-2 131	-2 100	+1%
Résultat Brut d'Exploitation	1 217	531	X2,3
Coût du risque	-211	-1 208	-83%
CCI et autres mises en équivalence	248	271	-9%
Résultat avant impôt	1 237	-375	
<i>BFI</i>	643	-504	
<i>Epargne</i>	203	202	
<i>SFS</i>	124	106	
<i>Participations Financières</i>	85	-260	
Résultat net courant part du groupe	1 099	9	
GAPC	-69	-2 518	
Résultat des activités abandonnées	-9	13	
Coûts de restructuration nets	-35	-99	
Résultat net part du groupe	986	-2 594	
Coefficient d'exploitation	64%	80%	-16 pts

Tous les métiers voient leurs revenus progresser au 1S10 par rapport au 1S09.

Dans la BFI, les Financements structurés affichent une très bonne performance (+13%), alors que les Activités de marchés sont en recul de 35% par rapport à une base très élevée. La croissance des revenus de l'Epargne s'établit à 8%, soutenue par les affiliés US dans la Gestion d'Actifs.

Les revenus de SFS sont en hausse de 6%, tirés par le Crédit à la consommation et les Cautions et garanties financières. Le PNB des Participations Financières est multiplié par 4,5, du fait notamment du redressement de Coface.

Par ailleurs, tous les métiers affichent au 1S10 un retour à la rentabilité par rapport au 1S09. La BFI revient à une contribution normalisée en termes de résultat avant impôt.

⁴ Dans ce tableau, les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte de GAPC, du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

Le résultat avant impôt de l'Épargne est quasi-stable dans un marché difficile et celui du pôle Services Financiers Spécialisés croît de 17%. Le pôle Participations Financières retrouve un résultat avant impôt positif à 85 millions d'euros contre -260 millions d'euros au 1S09, grâce au retour à une situation bénéficiaire de Coface et du Capital Investissement.

1.2.5 Structure financière

Les **capitaux propres part du groupe** s'élèvent à 21,6 milliards d'euros au 30 juin 2010, dont 6,2 milliards d'euros de titres hybrides reclassés en capitaux propres.

Selon les normes Bâle II, les **fonds propres Core Tier One** s'établissent à 11,3 milliards d'euros et les **fonds propres Tier One** à 12,8 milliards d'euros. La progression des fonds propres Tier One s'explique par un effet change de 0,4 milliard d'euros et une génération organique de 0,2 milliard d'euros (résultat trimestriel part du groupe net de dividendes et de rémunération des TSS).

Les **risques pondérés** augmentent de 9,5 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2010, à 139,1 milliards d'euros. Cette augmentation se décompose de la façon suivante :

- +4,2 milliards d'euros d'impact transitoire de l'opération de cession des dérivés complexes de crédit de la GAPC (l'assignation progressive des opérations au cours du 2S10 libèrera plus de 10 milliards d'euros de risques pondérés),
- +3 milliards d'euros de hausse des encours due à l'activité,
- +3,3 milliards d'euros d'effet change,
- -1 milliard d'euros d'autres effets.

Les risques pondérés se répartissent en 113,0 milliards d'euros pour les risques de crédit, 20,9 milliards d'euros pour les risques de marché et 5,2 milliards d'euros pour les risques opérationnels.

Au 30 juin 2010, le **ratio Core Tier One** ressort à 8,1%, le **ratio Tier One** à 9,2% et le ratio de solvabilité à 10,7%.

L'actif net comptable par action s'élève à 5,24 euros pour un nombre d'actions égal à 2 908 137 693.

Annexes

Résultats détaillés trimestriels -Natixis consolidée

en MEUR ⁵	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	97	665	1 475	1 919	1 642	1 642
Charges	-1 095	-1 086	-1 072	-1 158	-1 128	-1 092
Résultat Brut d'Exploitation	-998	-421	403	761	514	550
Coût du risque	-928	-1 286	-77	-110	-104	-53
CCI et autres mises en équivalence	113	157	126	29	143	104
Gains ou pertes sur autres actifs	36	-4	-1	-26	-15	-1
Variation de valeur écarts d'acquisition				-9		
Résultat avant impôt	-1 777	-1 554	449	645	539	600
Impôt	46	798	-56	273	-49	-43
Intérêts minoritaires	-2	-21	-10	-22	-8	-8
Résultat net courant part du groupe	-1 732	-777	384	896	481	548
Résultat des activités abandonnées	25	-11		-20		-9
Coûts de restructuration	-68	-31	-21	-33	-17	-17
Résultat net part du groupe	-1 775	-819	362	844	464	522

Contribution des métiers 2T10

en MEUR	BFI		Epargne		SFS		Part. Fi.		CCI		Hors pôle		GAPC		Groupe	
	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10
PNB	729	828	389	401	224	238	58	241			-41	11	-694	-77	665	1642
Charges	-398	-406	-276	-302	-154	-156	-190	-190			-29	8	-39	-47	-1 086	-1 092
RBE	331	421	112	99	70	83	-132	51			-70	20	-733	-124	-421	550
Coût du risque	-1 000	-60	-5	-15	-14	-12	-4	-9			3	2	-266	40	-1 286	-53
RAI	-672	362	108	86	58	71	-134	44	117	64	-32	58	-998	-84	1 554	600

⁵ Dans ce tableau, les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

Banque de Financement et d'Investissement

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	716	729	649	603	793	828
<i>Relations entreprises et institutionnels</i>	135	149	151	155	138	137
<i>Dettes et financements</i>	282	254	258	265	280	327
<i>Marchés de capitaux</i>	515	604	403	278	387	341
<i>CPM et divers</i>	-215	-278	-163	-94	-12	23
Charges	-394	-398	-391	-418	-416	-406
Résultat Brut d'Exploitation	322	331	258	185	377	421
Coût du risque	-171	-1 000	-174	-39	-97	-60
Résultat avant impôt	168	-672	83	145	282	362

Epargne

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	365	389	387	412	414	401
<i>Gestion d'actifs</i>	300	315	312	341	324	345
<i>Assurance</i>	43	51	54	53	68	30
<i>Banque Privée</i>	23	23	21	18	22	26
Charges	-274	-276	-273	-303	-300	-302
Résultat Brut d'Exploitation	91	112	115	109	114	99
<i>Gestion d'actifs</i>	74	87	88	91	74	93
<i>Assurance</i>	20	28	30	25	42	3
<i>Banque Privée</i>	-3	-3	-4	-7	-2	3
Coût du risque	0	-5	-1	-26	1	-15
Résultat avant impôt	93	108	117	88	117	86

Services Financiers Spécialisés

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	209	224	215	222	220	238
Financements spécialisés	107	103	111	116	121	120
<i>Affacturation</i>	30	29	29	30	28	30
<i>Cautions et garanties financières</i>	24	10	21	19	25	20
<i>Crédit-bail</i>	22	30	25	27	30	30
<i>Crédit consommation</i>	28	31	32	36	35	35
<i>Financement du cinéma</i>	4	4	4	4	4	4
Services financiers	102	121	104	106	99	119
<i>Ingénierie sociale</i>	22	29	21	26	23	29
<i>Paiements</i>	42	41	42	43	39	41
<i>Titres</i>	38	51	41	38	36	49
Charges	-151	-154	-151	-162	-154	-156
Résultat Brut d'Exploitation	58	70	64	60	66	83
Coût du risque	-9	-14	-11	-14	-13	-12
Résultat avant impôt	49	58	54	45	54	71
Financements spécialisés	39	27	39	33	44	42
Services financiers	10	31	14	13	10	29

Participations Financières

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	46	58	115	189	223	241
<i>Coface</i>	85	44	115	154	187	196
<i>Capital investissement</i>	-51	4	-11	23	27	32
<i>Services à l'international</i>	12	10	11	12	10	13
Charges	-186	-190	-183	-188	-180	-190
Résultat Brut d'Exploitation	-140	-132	-68	1	43	51
Coût du risque	-7	-4	0	-8	-7	-9
Résultat avant impôt	-126	-134	-67	-7	42	44

Contribution des CCI

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
QP de résultats (20%)	86	128	111	3	124	97
Profit de relation	25	33	15	15	23	11
Ecart de réévaluation	-2	-8	-7	5	-10	-10
Mise en Equivalence	109	153	120	23	138	99
<i>dont Banques Populaires</i>	41	74	48	50	59	34
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	68	80	72	-27	78	65
Retraitement	-37	-37	-37	-37	-35	-35
Contribution au résultat avant impôt	72	117	83	-14	103	64

Hors Pôles

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	-63	-41	114	399	-22	11
Charges	-48	-29	-43	-31	-35	8
Résultat Brut d'Exploitation	-111	-70	71	368	-57	20
Coût du risque	-1	3	-4	-2	-2	2
Résultat avant impôt	-75	-32	104	371	-43	58

GAPC

en MEUR	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	-1 175	-694	-6	93	13	-77
Charges	-42	-39	-32	-55	-42	-47
Résultat Brut d'Exploitation	-1 217	-733	-38	38	-29	-124
Coût du risque	-740	-266	113	-21	14	40
Résultat avant impôt	-1 957	-998	75	17	-15	-84

Avertissement

Ce communiqué peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs. Natixis ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces objectifs.

Les informations contenues dans ce communiqué, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce communiqué. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce communiqué ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels il pourrait faire référence.

Les informations spécifiques sur les expositions (recommandations du FSF) figurent dans la présentation des résultats du deuxième trimestre 2010 (disponible sur le site Internet www.natixis.com dans la rubrique Actionnaires et investisseurs).

1.3 Résultats au 30 juin 2010 : présentation



Résultats du 2^e trimestre 2010

05/08/2010 

Natixis

Avertissement

Cette présentation peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains, et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont notamment soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs. Natixis ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces objectifs.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

Précisions méthodologiques

Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat à compter du 1^{er} janvier 2010.

Par ailleurs, l'allocation de fonds propres aux métiers se fait désormais sur une base de 7% des encours pondérés contre 6% précédemment.

Les résultats 2009 et le 1T10 de cette présentation ont été retraités en conséquence.

Un bon trimestre dans un environnement plus difficile qu'au 1T10

Des avancées majeures dans la mise en œuvre du plan New Deal

- Dispositif en ordre de marche pour délivrer les synergies avec les réseaux (€395M à horizon 2013)
- Réduction significative des expositions de la GAPC avec notamment la cession d'un portefeuille de dérivés complexes de crédit
- Finalisation de la réorganisation de la BFI
- Initiatives stratégiques dans le pôle Epargne

Les performances des métiers sont satisfaisantes malgré un contexte plus volatil qu'au 1T10

- PNB des métiers cœurs au 2T10 : €1,5Md en hausse de 9% vs. 2T09 et de 3% vs. 1T10
- RAI des métiers cœurs 2T10 : €0,5Md en hausse de 15% vs 1T10
- Contribution des CCI affectée par l'absorption annoncée des holdings de participations par BPCE
- RN part du groupe de €522m, en croissance de 12% vs. 1T10
- L'objectif de PNB consolidé supérieur à €6Md en 2010 est conforté

Structure financière

- Ratio core T1 : 8,1% (vs. 8,5% au 31/03/10). Ratio T1 : 9,2% (vs. 9,5% au 31/03/10)
- La cession des dérivés complexes de crédit, qui impacte négativement les ratios de solvabilité d'environ 30 pb au 2T10, devrait permettre une réduction des encours pondérés supérieure à €10Md au 2S10 (représentant plus de 70 pb de core Tier one et de Tier one au 30/06/10)

3 | 10 août 2010



Sommaire

1. Mise en œuvre du New Deal : point d'étape
2. Résultats 2T10 : performance globale satisfaisante
3. Résultats des métiers 2T10
4. Structure financière
5. Résultats 1S10

4 | 10 août 2010



1 Mise en œuvre du New Deal : point d'étape

5 | 10 août 2010

 NATIXIS

Avancées majeures dans la mise en place de New Deal au 1S10

- Extériorisation des synergies de revenus avec les réseaux du Groupe BPCE sur la trajectoire de l'objectif MT (€395m à 2013)
- Finalisation de la réorganisation de la BFI
- Initiatives stratégiques dans le pôle Epargne : partenariat avec H2O Asset Management sur les produits de performance absolue, discussions exclusives entre Rothschild & Cie et Banque Privée 1818 dans le cadre d'un projet de rapprochement de leurs plates-formes CGPI Sélection R et 1818 Partenaires, lancement d'un projet ETF
- Confirmation du redressement de Coface (loss ratio de 59% au 2T10)
- Mise en place effective des filières supports et début de réalisation des synergies de coûts (€93m au 1S10)

Forte réduction des expositions de la GAPC :

- Cession de l'essentiel des positions de dérivés complexes de crédit
- Fermeture des positions en convertibles
- Réduction significative des expositions aux crédits structurés (>\$2Md)

6 | 10 août 2010



Cession du portefeuille de dérivés complexes de crédit

- La position de corrélation du portefeuille a été intégralement retournée auprès d'une contrepartie à la fin du 2T10 (impact de -€83m sur le résultat avant impôts)
- En méthode standard, le retournement de ces positions de marché se traduit, dans un premier temps, par une hausse des risques pondérés (environ €4Md, -30 points de base d'impact sur le Tier one du 30/06/10)
- L'assignation des opérations et la fermeture définitive du portefeuille, prévues au cours du 2S10, se traduiront par la constatation d'une économie de risques pondérés supérieure à €10Md (pas d'impact additionnel anticipé sur le compte de résultats compte tenu des réfections existantes), soit plus de 70 pb de Tier one (sur la base du 30/06/10)
- La cession de ce portefeuille intervient dans un contexte de renforcement futur des exigences de capital réglementaire alloué à ce type d'actifs (CRD3)



7 | 10 août 2010



Synergies de revenus avec les réseaux BPCE : point d'étape



42 M€ (sur le S1 2010)

Objectif 2013
395 M€

- Finalisation du contour des pôles métiers :
 - fusion de GCE Paiements et Natixis Paiements au 1^{er} septembre 2010 ;
 - poursuite des travaux visant au regroupement des principales activités de crédit-bail au sein de Natixis
- Mise en place des comités prospectifs associant les réseaux du Groupe BPCE et les métiers de Natixis
- 42 M€ de synergies de revenus réalisées avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne à fin juin 2010 dans un environnement économique peu porteur pour les métiers de Natixis en relation avec les réseaux
- Contribution élevée du crédit à la consommation :
 - PNB en croissance de 30% au 1S10
 - croissance des encours supérieure à 20% à fin juin 2010

8 | 5 août 2010



Initiatives stratégiques du pôle Epargne

- Création de H₂O Asset Management

Nouvelle structure de gestion basée à Londres, créée par Bruno Crastes et Vincent Chailley. Renforcement de l'offre performance absolue (Global Macro) à destination d'une clientèle institutionnelle internationale

- Développement d'une activité de produits indicels innovants

Demande des clients institutionnels et individuels en matière de liquidité et de transparence dans un environnement favorisant la recherche de nouveaux bétas

- Renforcement de la distribution

La Banque Privée 1818 est entrée en discussions exclusives avec Rothschild & Cie pour étudier le rapprochement de sa plate-forme de distribution de produits financiers via les Conseillers en gestion de patrimoine indépendants (CGPI) : 1818 Partenaires avec Sélection R, créant ainsi un acteur incontournable sur ce marché en France

9 | 10 août 2010



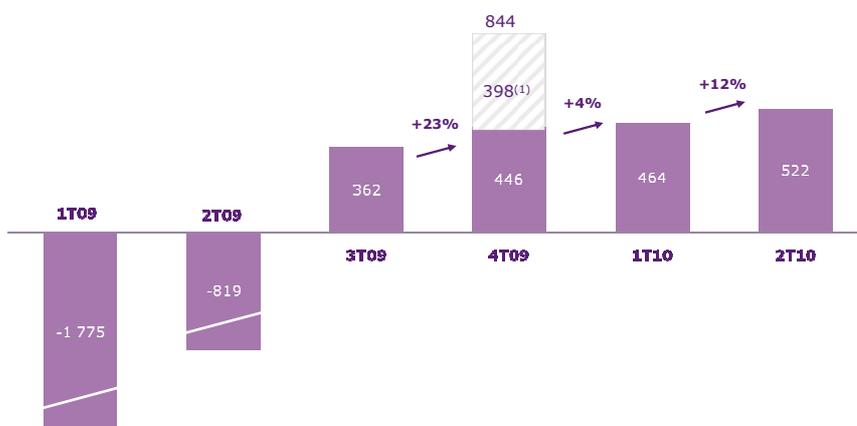
2 Résultats 2T10

10 | 10 août 2010

NATIXIS

Quatrième trimestre consécutif de résultat net pdg positif

Evolution du RNpg trimestriel en MC



11 | 10 août 2010

NATIXIS

⁽¹⁾ Plus-value suite au reclassement des TSS en instruments de capitaux propres

Contribution des métiers cœurs⁽¹⁾ en progression régulière

Evolution du RAI trimestriel en MC



12 | 10 août 2010



(1) Métiers cœurs : Banque de Financement et d'Investissement, Epargne, Services Financiers Spécialisés
(2) Inclut provision de €748m liée au renforcement de la couverture globale des risques

Un bon 2T10 malgré des conditions de marché plus difficiles

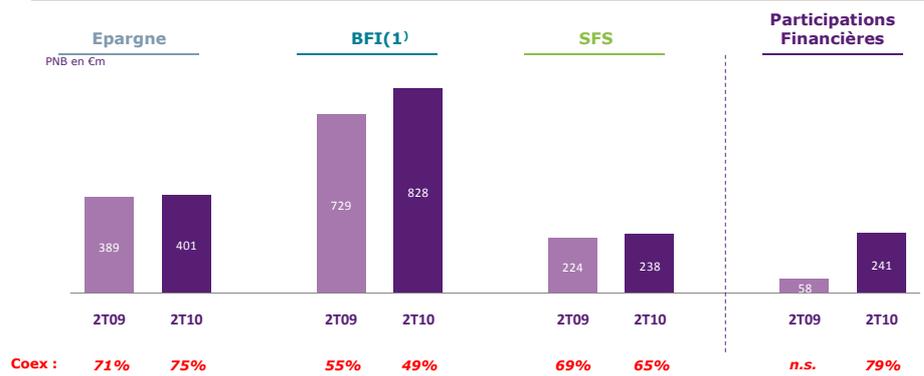
(€m) ⁽¹⁾	2T10	1T10	2T09	2T10 vs. 2T09
Produit Net Bancaire⁽²⁾	1 719	1 629	1 359	26%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 467	1 428	1 342	9%
Charges	-1 045	-1 086	-1 047	0%
Résultat Brut d'Exploitation	674	543	312	x2,2
Coût du risque	-93	-118	-1 020	-91%
CCI et autres mises en équivalence	104	143	157	-34%
Résultat avant impôt	683	554	-555	ns
Résultat net courant part du groupe	607	492	-126	ns
GAPC	-59	-10	-650	-91%
Résultat des activités abandonnées	-9	0	-11	-18%
Coûts de restructuration	-17	-17	-31	-44%
Résultat net part du groupe	522	464	-819	ns
Coefficient d'exploitation	61%	67%	77%	-16 pts

13 | 10 août 2010



(1) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte de la GAPC, du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.
(2) dont réévaluation du spread émetteur sur dette senior (2T10 : €+49m / 1T10: €-2m / 2T09 : €-101m)

Des revenus en hausse, +26% vs. 2T09, portés par la BFI et Coface



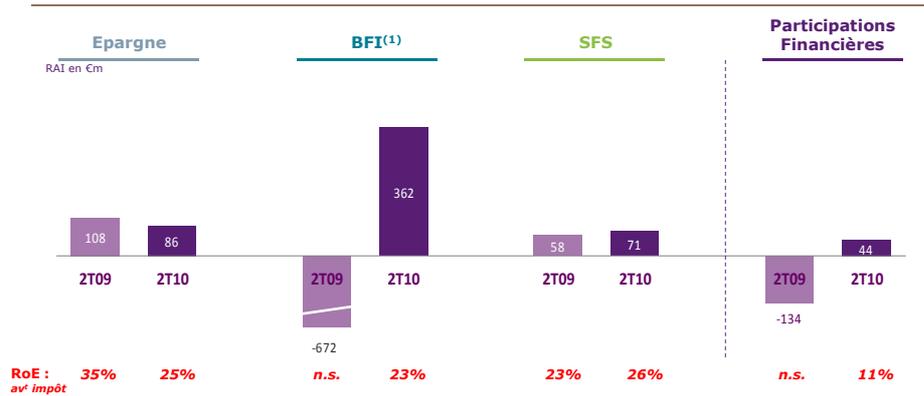
- BFI : très bonne performance des Financement structurés (+29% vs. 2T09 et +16% vs. 1T10) et rebond des Actions (+15% vs. 2T09 et +58% vs. 1T10)
- Epargne : croissance de 3% des revenus vs. 2T09 dans un contexte de marché plus difficile
- SFS : revenus en hausse de 6% vs. 2T09 tirés par le crédit à la consommation et les cautions/garanties
- Participations financières : PNB de Coface multiplié par 4,4 vs. 2T09 grâce à une amélioration de la sinistralité (loss ratio de 59%)

14 | 10 août 2010



(1) dont CPM (2T10 : C+46m / 2T09 : C-297m)

Hausse de la rentabilité dans un environnement moins favorable



- BFI : rentabilité en hausse de 28% vs. 1T10 liée à de bonnes performances opérationnelles
- Epargne : recul du RAI lié notamment à l'impact de la baisse des marchés actions sur l'assurance-vie
- SFS : RAI en hausse de 23% vs. 2T09. Croissance de l'activité et maintien des efforts de productivité
- Participations financières : poursuite du redressement de Coface

15 | 10 août 2010



(1) Inclus C748m de provisions collectives au 2T09

3 Résultats des métiers 2T10

16 | 10 août 2010



Bonne tenue du PNB hors CPM vs. 1T10 (-3%)

BFI

Revenus : +4% vs. 1T10 et +14% vs. 2T09

- Marchés de capitaux : PNB en recul de 12% vs. 1T10
- Financements Structurés : Revenus en hausse de 16% vs 1T10 et +29% vs 2T09
- CPM : un impact positif MtM des CDS à €46m

RBE : +12% vs. 1T10 et +27% vs. 2T09

- Des charges en baisse de 2% vs. 1T10
- Coefficient d'exploitation inférieur à 50%

Coût du risque : €60m

- Un coût du risque en forte baisse avec peu de nouveaux dossiers

Résultat avant impôt

- Croissance du RAI de 28% vs 1T 10

(€m)	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	828	793	729
<i>Relations entreprises et institutionnels</i>	137	138	149
<i>Dettes et financements</i>	327	280	254
<i>Marchés de capitaux</i>	341	387	604
<i>CPM et divers⁽¹⁾</i>	23	-12	-278
Charges	-406	-416	-398
Résultat Brut d'Exploitation	421	377	331
Coût du risque	-60	-97	-1000
Résultat avant Impôt	362	282	-672
Coefficient d'exploitation	49%	52%	55%

17 | 10 août 2010



⁽¹⁾ dont CPM (2T10 : €+46m / 1T10 : €-16m / 2T09 : €-297m)

Marchés de capitaux : rebond des métiers Actions et Corporate Solutions

BFI

Taux, Change, Matières Premières et Trésorerie (PNB en €m)



- Bonne résistance des activités sur dettes souveraines
- Activité satisfaisante de FICC malgré un contexte de marché nettement plus difficile (PNB de €160m, -21% vs. 1T10). Recul marqué de la contribution de la Trésorerie
- Augmentation des revenus clients grâce aux bonnes performances commerciales des activités de crédit :
 - Classements DCM au 1S10: #1 sur les Corporate Français / #1 sur les émissions Françaises AAA / #5 sur les covered bonds au niveau mondial (Dealogic)
 - Niveau très élevé de l'activité clients (notamment sur l'obligataire et les commodities)
- Quelques deals très importants concrétisant la stratégie de renforcement du cross-selling

Métiers Actions et Corporate Solutions (PNB en €m)



- Bonne performance des dérivés et activité commerciale à un niveau élevé
- Le cash actions continue de souffrir de conditions de marché très difficiles, notamment en termes de volumes et par la fermeture du marché primaire
- Corporate Solutions :
 - Doublement de la contribution vs. 1T10
 - Confirmation de l'intérêt des clients Asie et émergents
- Des éléments comptables non récurrents pour €27m (comptabilisation dès l'initiation de la marge commerciale sur certains produits structurés)

18 | 10 août 2010

NATIXIS

Financements : niveau d'activité très satisfaisant dans les Structurés/Coût du risque en forte baisse

BFI

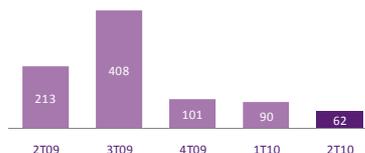
Métiers de financement (PNB en €m)



Financements Structurés :

- PNB en augmentation de 16% vs. 1T10 porté notamment par les financements de projets (+40%)
- Nouvelle progression de la production de crédits de 14% vs. 1T10. Production du 1S10 (env. €4,8 Md) comparable à celle de l'ensemble de l'année 2009
- Progressions dans les classements au 1S10:
 - #2 Mandated Lead Arranger de crédits syndiqués en France (Dealogic)
 - #4 Bookrunner en financements de projets sur la zone EMEA (Bloomberg)
 - #10 Bookrunner de crédits syndiqués sur la zone EMEA (Dealogic)

Coût du risque individuel Financements (en €m)



Financements Vanille :

- PNB quasiment stable vs. 1T10
- Encours de crédits stables vs. 1T10 et production nouvelle en progression mais restant sur les niveaux faibles de 2009
- Un coût du risque individuel en net repli vs. 1T10 (38pb des encours pondérés de crédit vs. 55pb). Peu de nouveaux dossiers à provisionner et renforcement de couvertures déjà existantes sur certains secteurs bien identifiés

19 | 10 août 2010

NATIXIS

DCM :

 EUR 1.500.000.000 4,625% Due April 2030 Joint bookrunner April 2010	 EUR 500.000.000 3,125% Due October 2014 Joint bookrunner (top) April 2010	 EUR 750.000.000 3,875% Due June 2022 Joint bookrunner June 2010	 EUR 750.000.000 2,625% Due March 2018 Joint bookrunner June 2010	 EUR 1.000.000.000 ERM++ Due April 2012 Joint bookrunner April 2010	 EUR 600.000.000 2,875% Due July 2012 Joint bookrunner April 2010	 EUR 500.000.000 4,125% Due June 2022 Joint bookrunner June 2010
---	---	---	--	--	--	---

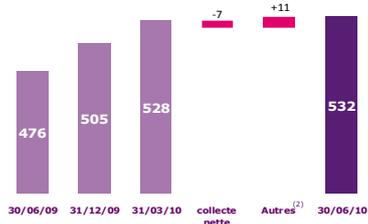
ECM et Financements structurés :

Avril 2010 Aug. de Cap. avec DPS 345ME NATIXIS Chef de File associé	France Partenariat industriel de long terme – sécurisation d'achats d'électricité € 1.590.000.000 Financements de projets Financial Advisor - Initial Mandated Lead Arranger Avril 2010	France Facilité d'émissions de garanties et de cautions € 8.000.000.000 Crédits syndiqués Mandated Lead Arranger Bookrunner Avril 2010	Royaume-Uni Birmingham Highways PPP – remise en état et maintenance des voiries £ 318.000.000 Financements de projets Mandated Lead Arranger Technical Bank Mai 2010	Turquie JOLCO Financement d'un A321 > \$ 30.000.000 Financements aéronautiques Sole Mandated Lead Arranger Mai 2010	France – Royaume-Uni Reserve Based Lending sur actifs pétroliers \$ 2.800.000.000 Global Energy & Commodities Mandated Lead Arranger Technical Bank Mai 2010
Etats-Unis Acquisition par le fonds d'investissement Welsh, Carson, Anderson & Stowe \$ 100.000.000 Fin. Stratégiques et d'acquisitions Mandated Lead Arranger Bookrunner Mai 2010	France Société foncière Club deal à 5 ans € 500.000.000 Financements immobiliers Mandated Lead Arranger Mai 2010				

Augmentation des encours dans tous les métiers d'épargne vs. 30/06/09

Gestion d'actifs : encours de €532Md, +12% vs. 30/06/09

- Trimestre marqué par la conclusion de plusieurs opérations renforçant la gamme d'expertise (performance absolue et ETF en Europe, Core Fixed Income et Core Equity aux US)
- Activité US : encours à \$261Md en baisse de 5% vs. 1T10
 - Décollecte à \$2,3Md malgré un rythme soutenu de ventes brutes tant sur le marché domestique qu'à l'international (forte rotation des actifs)
 - Effet marché négatif de -\$12Md lié à la dégradation des marchés actions
- Activité Europe : baisse des encours de 2% à €318Md
 - Décollecte concentrée sur les supports monétaires (€-5Md)
 - Les encours ISR⁽¹⁾ franchissent la barre des €10Md
- Encours sous gestion (en CMd):



(1) ISR: Investissements Socialement Responsables
 (2) dont effet change : +€21Md

Banque Privée : collecte significative

- Entrée en discussions exclusives avec Rothschild & Cie en vue du rapprochement des plates-formes de distribution auprès des CGPI, Sélection R et 1818 Partenaires
- Maintien d'un niveau élevé de collecte sur le 2T10 (€+0.2Md). Forte progression de l'activité auprès des réseaux et des CGPI
- Encours sous gestion (en CMd):



Assurance : CA en hausse de 21% vs. 2T09

- Chiffre d'affaires Vie : €1Md +19% vs. 2T09, soutenu par une campagne commerciale auprès des Banques Populaires et un fort développement sur le segment gestion privée (Luxembourg notamment)
- Chiffre d'affaires prévoyance : +51% vs. 2T09 avec la poursuite de l'équipement des clients des réseaux en assurance emprunteur et prévoyance
- Encours sous gestion (en CMd): +11% (collecte et revalorisation)



Rentabilité affectée par les marchés défavorables au 2T10

Epargne

Revenus

Poursuite de la croissance des revenus (+3% vs. 2T09) malgré des conditions de marché plus défavorables qu'au 1T10 :

- Croissance des revenus de la Gestion d'actifs vs. 2T09 (+10%) tirée par les affiliés US (+25%)
- L'Assurance subit l'impact du recul des indices boursiers (baisse du PNB de 41% vs. 2T09)
- La Banque Privée bénéficie de la reprise de son dynamisme commercial

(Cm)	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	401	414	389
Gestion d'Actifs	345	324	315
Assurance	30	68	51
Banque Privée	26	22	23
Charges	-302	-300	-276
Résultat Brut d'Exploitation	99	114	112
Coût du risque	-15	1	-5
Résultat avant Impôt	86	117	108

Reprise des investissements

- Reprise des investissements à l'international en gestion d'actifs (renforcement de la distribution US, en Europe du Nord et en Asie)
- Assurance: Déploiement dans les Banques Populaires de la nouvelle plate-forme informatique de services aux assurés - Programme Solvabilité 2 - création d'une structure dédiée aux partenariats.
- Premiers fruits de la rationalisation de la plate-forme en Banque Privée (charges: -12% au 2T10 vs 2T09)

⇒ Coefficient d'exploitation du pôle : 75% au 2T10



CERULLI ASSOCIATES
GLOBAL MARKETS 2010

Natixis Global Asset Management
14^e place des gestionnaires d'actifs dans le monde⁽¹⁾

22 | 10 août 2010



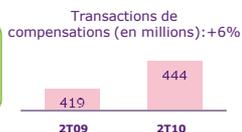
⁽¹⁾ avec 505 milliards d'euros d'actifs sous gestion, à fin décembre 2009, après avoir été classé 19e l'an dernier.

Bonne dynamique commerciale

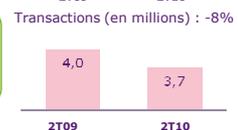
SFS

Services financiers

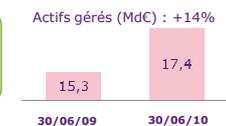
Paiements
Parc de cartes : 6,2 millions (+4%)
Nombre de contrats commerçants : 293 000 (+3%)



Titres
Encours conservés : €282Md (-12%)
Nombre de comptes titres : 3,3 millions (-6%)

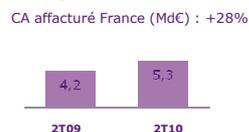


Ingénierie Sociale
Nombre d'entreprises clientes : 44 323 (+14%)
Nombre de comptes salariés : 3 millions (stable)



Financements spécialisés

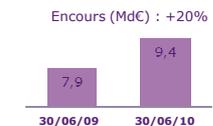
Affacturage
Pdm : 13,9% (+0,5 pt)
Encours : €3,1 Md (+20%)



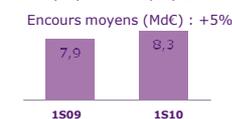
Cautions et Garanties
Primes émises : €54,3m (+81%)
Engagements : €5,8Md (+81%)



Crédit à la consommation
Financements prêt personnel : €1,3 Md (+6%)
Financements crédit renouvelable: €251m (+10%)



Crédit bail
Production CBM : €303m (+16%)
Production CBI : €195m (+34%)

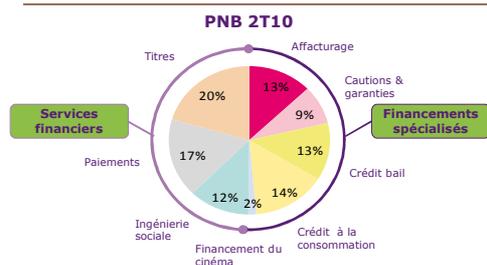


23 | 10 août 2010



PNB en hausse de 6% vs 2T09 / Maîtrise des charges

SFS



(Cm)	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	238	220	224
Financements spécialisés	120	121	103
Services financiers	119	99	121
Charges	-156	-154	-154
Résultat Brut d'Exploitation	83	66	70
Coût du risque	-12	-13	-14
Résultat avant impôt	71	54	58

Services financiers

- Bonne résistance dans un environnement défavorable (revenus: -2% au 2T10 vs. 2T09)

- Paiements : légère progression du PNB vs. 2T09 (+1%)
- Titres : recul du PNB de 5% lié à la baisse du dividende versé par CACEIS
- Ingénierie sociale : stabilité des revenus par rapport à une base de comparaison élevée et dans un environnement de taux bas

Financements spécialisés

- Des revenus en hausse de 16% vs. 2T09, tirés par le crédit conso. et les cautions/garanties

- Crédit à la consommation : revenus +16% vs. 2T09, poursuite de la montée en puissance du crédit renouvelable dans le réseau des BP
- Affacturation : PNB en croissance de 4%. La hausse de l'activité (CA affacturé +28%) permettant de compenser la baisse des produits financiers
- Crédit bail : revenus +1% vs. 2T09
- Cautions & garanties : revenus +98% vs. 2T09, niveau d'activité très élevé

24 | 10 août 2010

NATIXIS

Confirmation du redressement de Coface

Participations Financières

Coface

- PNB du 2T10 à €196m contre €44m au 2T09

- Nette amélioration de la sinistralité
- Stabilité du CA grâce notamment à la remontée des prix en assurance crédit
- Nouvelle progression de l'affacturation à l'international (CA: +18% vs. 2T09), notamment en Allemagne. Le CA affacturé du 2T10 progresse de 33% vs. 2T09

- Charges stables au 2T10 vs 2T09

- Normalisation du loss ratio :

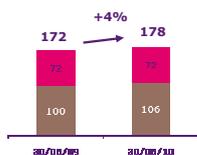


(Cm)	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	241	223	58
Coface	196	187	44
Capital Investissement	32	27	4
Services à l'international	13	10	10
Charges	-190	-180	-190
Résultat Brut d'Exploitation	51	43	-132
Coût du risque	-9	-7	-4
Résultat avant impôt	44	42	-134

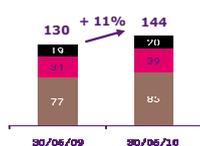
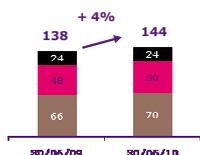
25 | 10 août 2010

NATIXIS

Encours d'épargne



Encours de crédits



■ Epargne financière
■ Epargne bilatérale (y.c. Livret A)
■ Autres
■ Crédits à l'équipement
■ Crédits immobiliers

26 | 10 août 2010



Banques Populaires

- **Progression globale de l'épargne bilatérale**
Particuliers : encours +6%
 - Epargne bilatérale : +4% orientée vers des supports liquides
 - Epargne financière : +9% portée sur l'assurance vie
Professionnels et entreprises : stabilité des encours
 - Arbitrage de l'épargne financière (-9%) vers l'épargne bilatérale (+10%)
- **Progression dynamique de l'activité de crédit**
Particuliers : encours +6%
 - Crédits à l'habitat : hausse de la production de 62% vs. 1S09
Professionnels et entreprises : encours +3%
 - Performance notable sur le crédit à l'équipement : production +9% vs. 1S09

Caisses d'Epargne

- **Résistance des encours d'épargne**
Particuliers : encours +2%
 - Orientation de l'épargne en faveur des supports long terme : assurance vie (+9%) et épargne logement (+6%)
Entreprises et institutionnels : encours +8%
 - Forte hausse des encours DAV (+34%) et des comptes à terme (+2%)
- **Hausse significative des encours de crédit**
Particuliers : encours +10%
 - Encours de crédit à l'habitat (+10%) et performance continue sur le crédit à la consommation (+14%)
Entreprises et institutionnels : encours +11%
 - Financement soutenu : crédits MLT (+13%) et crédits CT (+17%)

Un RAI impacté par des dépréciations comptables

Revenus

- **PNB +1% au 2T10 vs. 1T10 :**
 - Forte progression des revenus des Caisses d'Epargne (+9%)
 - Les revenus des Banques Populaires sont impactés par l'effet de la volatilité de la juste valeur sur produits structurés (+€59m au 1T10 et -€52m au 2T10).

Charges

- **Progression des charges de 2% vs. 1T10**

Coût du risque

- **Coût du risque clientèle en réduction par rapport au 1T10 (32 pb des encours de crédits clientèle vs 39 pb)**

Mise en équivalence des résultats des réseaux en baisse de 28%

- **Impacts de l'absorption annoncée des holdings de participations par BPCE (-€66m sur le RAI des réseaux)**
- **Recul du profit de relation (€-12m vs. 1T10)**

(€m)	2T10	1T10	2T09
Produit Net Bancaire	3 340	3 297	3 206
<i>dont Banques Populaires</i>	<i>1 497</i>	<i>1 610</i>	<i>1 605</i>
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	<i>1 843</i>	<i>1 687</i>	<i>1 601</i>
Charges	-2130	- 2 088	- 2 069
Résultat Brut d'Exploitation	1 210	1 209	1 136
Coût du risque	- 238	- 274	- 250
Résultat avant impôt	773	938	889
Résultat net part du groupe	486	622	640

QP de résultats (20%)	97	124	128
<i>Profit de relation</i>	<i>11</i>	<i>23</i>	<i>33</i>
<i>Ecart de réévaluation</i>	<i>- 10</i>	<i>- 10</i>	<i>- 8</i>
Mise en Equivalence	99	138	153
Retraitement analytique	- 35	- 35	- 37
Contribution au Résultat avant impôt de Natixis	64	103	117

27 | 10 août 2010



(1) Exprimé en points de base annualisés par rapport aux encours de crédits à la clientèle début de période.

Evolution des portefeuilles

- Réduction des encours de crédits structurés (supérieure à \$2Md), compensée par l'effet devise
- Cession du risque de corrélation du portefeuille de dérivés complexes de crédit
- Fermeture des positions en convertibles
- Cession de l'essentiel des risques sur les dérivés actions

Impact P&L de la GAPC

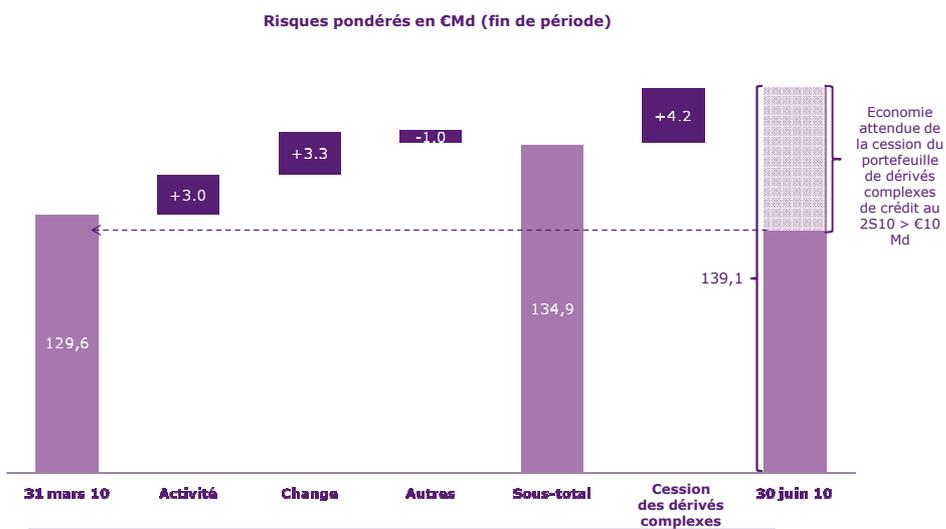
(Cm)	2T10	1T10
Impact avant garantie ⁽¹⁾	-54	101
Impact de la garantie	17	-74
Charges d'exploitation	-47	-42
Résultat avant impôt	-84	-15

Impacts résultat

- Perte contenue malgré les cessions significatives du 2T10
- Baisse des risques CDPC et Monolines suite à une opération de ré-intermédiation

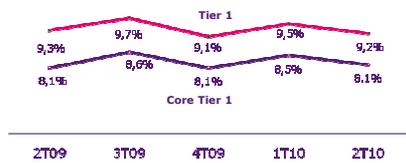
4 Structure financière

Evolution des risques pondérés au 2T10



Une structure financière solide

Ratios de solvabilité⁽¹⁾



Progression des fonds propres Tier 1 à €12,8Md

- +€0,4Md : effet devise
- +€0,2Md : bénéfice trimestriel part du groupe net de rémunération des TSS et de dividendes
- Impact négatif de la cession des dérivés complexes de crédit de 26 pb sur le core Tier one au 2T10 et de 29 pb sur le Tier one

Risques pondérés par type de risque⁽²⁾
CmD



Augmentation de €9,5Md des risques pondérés

- Impact transitoire de €4,2 Md de l'opération de cession des dérivés complexes de crédit de la GAPC
- L'assignation progressive des opérations au cours du 2S10 libèrera plus de €10Md d'encours pondérés (risques de marché), soit plus de 70 pb sur les ratios core Tier one et Tier one (sur la base du 2T10)

5 Résultats 1S10

32 | 10 août 2010



Un résultat net courant (pdg) au 1S10 en ligne avec l'objectif fixé dans le plan New Deal

(€m) ⁽¹⁾	1S10	1S09	Δ
Produit Net Bancaire	3 348	2 632	27%
dont métiers cœurs	2 895	2 632	10%
Charges	-2 131	-2 100	1%
Résultat Brut d'Exploitation	1 217	531	x2,3
Coût du risque	-211	-1 208	-83%
CCI et autres mises en équivalence	248	271	-9%
Résultat avant impôt	1 237	-375	-
Résultat net courant part du groupe	1 099	9	-
GAPC	-69	-2 518	-
Résultat des activités abandonnées	-9	13	-
Coûts de restructuration	-35	-99	-
Résultat net part du groupe	986	-2 594	-
Coefficient d'exploitation	64%	80%	-16 pts

33 | 10 août 2010



⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte de la GAPC, du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

Progression des revenus dans tous les métiers au 1S10



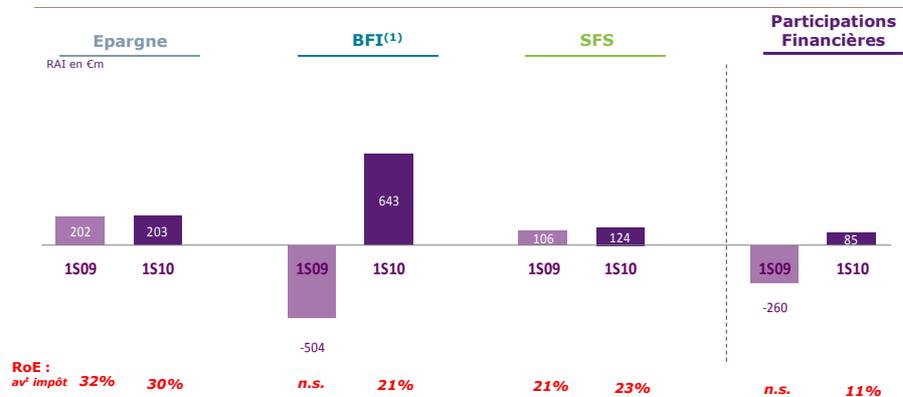
- BFI : très bonne performance des Financement structurés (13% vs. 1S09) et recul des Activités de marchés par rapport à une base très élevée (-35% vs. 1S09)
- Epargne : croissance de 8% des revenus soutenue par les affiliés US dans la gestion d'actifs
- SFS : revenus en hausse de 6% vs. 1S09 tirés par Cautions et garanties
- Participations financières : poursuite du redressement de Coface

34 | 10 août 2010



(1) dont CPM (1S10 : €30m / 09 : -€453m)

Retour à la rentabilité sur tous les métiers au 1S10



- BFI : retour à une contribution en RAI normalisée vs. 1S09
- Epargne : RAI quasi-stable dans un marché difficile
- SFS : croissance de 17% du RAI vs. 1S09
- Participations financières : retour à une situation bénéficiaire de Coface et des activités de Capital investissement

35 | 10 août 2010



(1) Inclus C748m de provisions collectives au 2T09

A Annexe – Résultats détaillés (trimestriels)

36 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Natixis consolidée

(Cm) ⁽¹⁾	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	97	665	1 475	1 919	1 642	1 642
Charges	-1 095	-1 086	-1 072	-1 158	-1 128	-1 092
Résultat Brut d'Exploitation	-998	-421	403	761	514	550
Coût du risque	-928	-1 286	-77	-110	-104	-53
CCI et autres mises en équivalence	113	157	126	29	143	104
Gains ou pertes sur autres actifs	36	-4	-1	-26	-15	-1
Variation de valeur écarts d'acquisition	0	0	0	-9	0	0
Résultat avant impôt	-1 777	-1 554	449	645	539	600
Impôt	46	798	-56	273	-49	-43
Intérêts minoritaires	-2	-21	-10	-22	-8	-8
Résultat net courant part du groupe	-1 732	-777	384	896	481	548
Résultat des activités abandonnées	25	-11	0	-20	0	-9
Coût de restructuration	-68	-31	-21	-33	-17	-17
Résultat net part du groupe	-1 775	-819	362	844	464	522

37 | 10 août 2010



⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

Résultats détaillés – Natixis consolidée

Contribution des pôles au résultat avant impôt du 2T10

€(m)	BFI		Epargne		SFS		Part. Fi.		CCI		Hors pôle		GAPC		Groupe	
	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10	2T09	2T10
Produit Net Bancaire	729	828	389	401	224	238	58	241			-41	11	-694	-77	665	1 642
Charges	-398	-406	-276	-302	-154	-156	-190	-190			-29	8	-39	-47	-1 086	-1 092
Résultat Brut d'Exploitation	331	421	112	99	70	83	-132	51			-70	20	-733	-124	-421	550
Coût du risque	-1 000	-60	-5	-15	-14	-12	-4	-9			3	2	-266	40	-1 286	-53
Résultat avant impôt	-672	362	108	86	58	71	-134	44	117	64	-32	58	-998	-84	-1 554	600

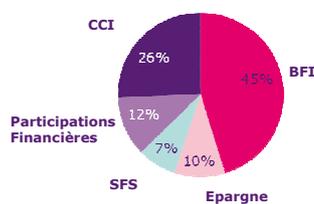
38 | 10 août 2010



Résultats détaillés

Allocation des fonds propres normatifs

Répartition des Fonds propres normatifs 2T10



ROE (avant impôt) des métiers⁽¹⁾

	2T10	1T10
Banque de Financement et d'Investissement	23,5%	18,1%
Epargne	24,8%	34,5%
Services Financiers Spécialisés	26,4%	20,4%
Participations financières	10,8%	10,4%

Actif net par action

(€)	30/06/10
Actif net par action	5,24

ROE (après impôt) groupe⁽²⁾

	2T10
Natixis	10,4%

39 | 10 août 2010



⁽¹⁾ (Résultat avant Impôt trimestriel * 4) / fonds propres normatifs / ⁽²⁾ après prise en compte de la charge d'intérêts nette d'impôt liée aux TSS

Résultats détaillés Banque de Financement et d'Investissement

(€m)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	716	729	649	603	793	828
<i>Relations entreprises et institutionnels</i>	135	149	151	155	138	137
<i>Dettes et financements</i>	282	254	258	265	280	327
<i>Marchés de capitaux</i>	515	604	403	278	387	341
<i>CPM et divers</i>	-215	-278	-163	-94	-12	23
Charges	-394	-398	-391	-418	-416	-406
Résultat Brut d'Exploitation	322	331	258	185	377	421
Coût du risque	-171	-1 000	-174	-39	-97	-60
Résultat avant impôt	168	-672	83	145	282	362

40 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Epargne

(€m)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	365	389	387	412	414	401
<i>Gestion d'actifs</i>	300	315	312	341	324	345
<i>Assurance</i>	43	51	54	53	68	30
<i>Banque Privée</i>	23	23	21	18	22	26
Charges	-274	-276	-273	-303	-300	-302
Résultat Brut d'Exploitation	91	112	115	109	114	99
<i>Gestion d'actifs</i>	74	87	88	91	74	93
<i>Assurance</i>	20	28	30	25	42	3
<i>Banque Privée</i>	-3	-3	-4	-7	-2	3
Coût du risque	0	-5	-1	-26	1	-15
Résultat avant impôt	93	108	117	88	117	86

41 | 10 août 2010



Résultats détaillés - Services Financiers Spécialisées

(€m)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	209	224	215	222	220	238
Financements spécialisés	107	103	111	116	121	120
Affacturage	30	29	29	30	28	30
Cautions et garanties financières	24	10	21	19	25	20
Crédit-bail	22	30	25	27	30	30
Crédit consommation	28	31	32	36	35	35
Financement du cinéma	4	4	4	4	4	4
Services financiers	102	121	104	106	99	119
Ingénierie sociale	22	29	21	26	23	29
Paievements	42	41	42	43	39	41
Titres	38	51	41	38	36	49
Charges	-151	-154	-151	-162	-154	-156
Résultat Brut d'Exploitation	58	70	64	60	66	83
Coût du risque	-9	-14	-11	-14	-13	-12
Résultat avant impôt	49	58	54	45	54	71
Financements spécialisés	39	27	39	33	44	42
Services financiers	10	31	14	13	10	29

42 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Participations Financières

(€m)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	46	58	115	189	223	241
Coface	85	44	115	154	187	196
Capital-investissement	-51	4	-11	23	27	32
Services à l'international	12	10	11	12	10	13
Charges	-186	-190	-183	-188	-180	-190
Résultat Brut d'Exploitation	-140	-132	-68	1	43	51
Coût du risque	-7	-4	0	-8	-7	-9
Résultat avant impôt	-126	-134	-67	-7	42	44

43 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Contribution des CCI

(€m)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
QP de résultats (20%)	86	128	111	3	124	97
<i>Profit de relation</i>	25	33	15	15	23	11
<i>Ecart de réévaluation</i>	-2	-8	-7	5	-10	-10
Mise en Equivalence	109	153	120	23	138	99
<i>dont Banques Populaires</i>	41	74	48	50	59	34
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	68	80	72	-27	78	65
Retraitement analytique	-37	-37	-37	-37	-35	-35
Contribution au Résultat avant impôt	72	117	83	-14	103	64

44 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Hors Pôles

(€m)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	-63	-41	114	399	-22	11
Charges	-48	-29	-43	-31	-35	8
Résultat Brut d'Exploitation	-111	-70	71	368	-57	20
Coût du risque	-1	3	-4	-2	-2	2
Résultat avant impôt	-75	-32	104	371	-43	58

45 | 10 août 2010



Résultats détaillés – GAPC

(Cm)	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Produit Net Bancaire	-1175	-694	-6	93	13	-77
Charges	-42	-39	-32	-55	-42	-47
Résultat Brut d'Exploitation	-1217	-733	-38	38	-29	-124
Coût du risque	-740	-266	113	-21	14	40
Résultat avant impôt	-1957	-998	75	17	-15	-84

46 | 10 août 2010



Résultats détaillés – GAPC

Portefeuilles couverts par la Garantie financière et le TRS

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	Notionnel (MdC)	Valeur nette (MdC)	Tx de décote	av ^t garantie	RWA (CMd)
CDO d'ABS	1,9	0,7	63%	14,8	
Autres CDO	7,7	6,1	21%		
RMBS	7,6	6,4	16%		
Covered bonds	0,2	0,2	-%		
CMBS	0,7	0,5	29%		
Autres ABS	0,8	0,7	13%		
Actifs couverts	15,6	13,9	11%		
Portefeuille de crédit corporate	6,0	6,0	-%		
Total	40,5	34,5			
Dont RMBS US agencies	3,1	3,0			
Total garantie (à 85%)	37,4	31,5			

Portefeuilles non couverts par la Garantie financière et le TRS

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	RWA (CMd) 30/06/10	VaR 2T10 en Cm
Dérivés complexes (crédit)	12,3	9
Dérivés complexes (taux)	1,2	6
Dérivés complexes (actions)	0,5	1
Structurés de fonds	0,6	1

47 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Encours douteux

(CMd)	3T09	4T09	1T10	2T10
Encours douteux ⁽¹⁾	4,0	3,8	4,0	4,4
Sûretés relatives aux encours dépréciés	-0,4	-0,5	-0,5	-0,6
Engagements provisionnables ⁽¹⁾	3,6	3,3	3,5	3,7
Provisions individuelles ⁽¹⁾	-1,8	-1,9	-2,0	-2,0
Provisions collectives	-0,9	-0,8	-0,8	-0,8
<i>Engagements provisionnables / Créances brutes</i>	3,4%	2,9%	2,9%	2,9%
<i>Provisions individuelles/Engagements provisionnables⁽¹⁾</i>	51%	57%	58%	56%
Provisions totales/Engagements provisionnables⁽¹⁾	75%	81%	82%	78%

⁽¹⁾ Hors actifs GAPC

48 | 10 août 2010



Résultats détaillés – Structure financière

(CMd)	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10
Ratio tier one	9,0%	11,2%	9,7%	9,5%	9,2%
Ratio de solvabilité	10,7%	13,3%	11,6%	11,4%	10,7%
Fonds propres tier one	13,4	14,5	12,7	12,4	12,8
Capitaux propres part du groupe	14,4	14,9	20,9	20,8	21,6
Risques pondérés fin de période	149,8	129,1	130,9	129,6	139,1
Total actif	498	478	450	502	542

Fonds propres tier one

(CMd)	31/03/10	30/06/10
Capitaux propres comptables (pdg)	20,8	21,6
Capitaux propres ROE	15,9	16,4
OCI	-1,3	-1,3
Intérêts minoritaires	0,4	0,4
Goodwill et incorporelles	-3,6	-3,7
Déductions réglementaires et divers	-0,5	-0,6
Fonds Propres Core tier 1	11,0	11,3
TSS	6,2	6,4
Déduction des CCI	-4,8	-4,9
Fonds propres tier 1	12,4	12,8

Risques pondérés par pôle

(CMd)	1T10	2T10
BFI	88,1	92,8
Epargne	5,5	5,9
SFS	10,1	10,2
GAPC	15,3	20,2
Autres	10,6	10,0
Total	129,6	139,1

49 | 10 août 2010



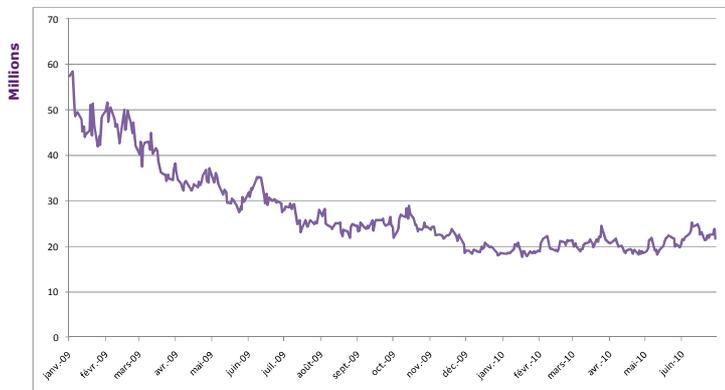
Résultats détaillés – Bilan consolidé

Actif (CMd)	30/06/10	31/12/09	Passif (CMd)	30/06/10	31/12/09
Caisse, banques centrales, CCP	11,2	3,5	Banques centrales, CCP	0,9	0,2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	224,0	181,2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	219,2	181,5
Actifs financiers disponibles à la vente	33,5	31,5	Dettes envers les EC et la clientèle	187,6	138,0
Prêts et créances	208,9	174,6	Dettes représentées par un titre	34,5	41,3
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	5,2	5,5	Comptes de régularisation et passifs divers	29,5	20,7
Comptes de régularisation et actifs divers	43,6	38,2	Provisions techniques des contrats d'assurance	38,6	36,6
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10,2	9,9	Provisions pour risques et charges	1,4	1,4
Valeurs immobilisées	2,2	2,2	Dettes subordonnées	7,8	8,1
Ecart d'acquisition	2,8	2,6	Capitaux propres	21,6	20,9
Total	541,7	449,2	Intérêts minoritaires	0,5	0,5
			Total	541,7	449,2

50 | 10 août 2010



Résultats détaillés – VaR



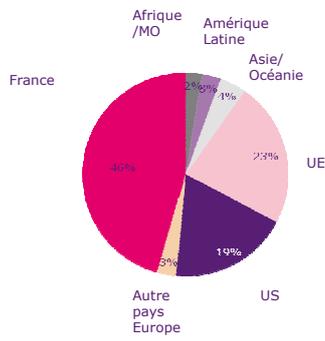
- VaR Groupe au 30 juin 2010 : €22m
- VaR : +16% vs. 31/12/09

51 | 10 août 2010

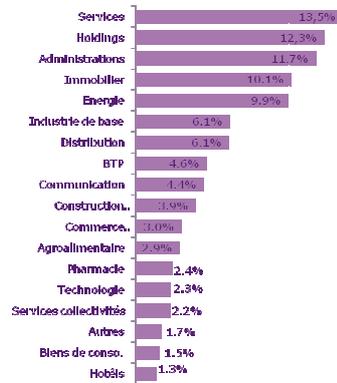


EAD (Exposure at Default) au 30 juin 2010

Répartition géographique⁽¹⁾



Répartition sectorielle⁽²⁾



B Annexe – Informations spécifiques sur les expositions (Recommandation FSF)

53 | 10 août 2010



CDO d'ABS non couverts exposés au marché résidentiel US

	#1	#2	#7	#9	#10	#11	#12	#13	#14	#15	#16	#18	#4	#17
Variation de valeur ZT10	-1	-2	11	2	0	2	5	2	2	6	-5	-2	-19	-4
Exposition nette 30-06-10	0	5	39	14	12	38	37	7	35	31	67	39	217	186
% de décote	100%	96%	76%	49%	94%	30%	29%	96%	34%	66%	70%	79%	41%	45%
Exposition nominale	94	116	161	27	190	54	51	171	52	90	220	181	366	338
Variation de valeur (cumul)	-94	-112	-123	-14	-178	-16	-15	-164	-18	-59	-153	-142	-149	-153
Tranche	S. Senior	Mezz.	S. Senior	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Senior	S. Senior	Senior					
Sous-jacents	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	Mezz.	H. Grade	Mezz.
Point d'attachement	0%	0%	24%	57%	0%	32%	34%	0% / 99%	15%	9,9% / 70,0%	0% / 99%	0%	0%	0%
Prime	3,8%	17,0%	9,3%	5,4%	9,3%	36,3%	10,1%	5,1%	3,6%	14,7%	20,3%	24,8%	4,2%	27,9%
Alt-A	1,3%	9,4%	0,9%	2,8%	1,1%	16,3%	0,8%	0,0%	5,0%	40,4%	28,1%	9,3%	0,8%	14,6%
Subprime (2005 et antérieur)	27,5%	20,7%	53,8%	62,4%	48,9%	27,3%	43,9%	83,8%	37,8%	34,4%	0,1%	0,1%	17,3%	0,2%
Subprime (2006 & 2007)	58,3%	26%	6,9%	0,0%	20,1%	0,0%	5,1%	1,6%	4,6%	6,5%	17,4%	22,3%	3,0%	0,0%



54 | 10 août 2010

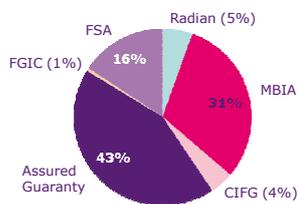


Protections

Protections acquises auprès de monoline

(Cm)	Notionnel couverts	Expo. av ^t aju. 2T10	Expo. av ^t aju. 1T10
Protections sur CDO	490	147	94
Protections sur CLO	5 877	279	253
Protections sur RMBS	662	126	128
Protections sur CMBS	780	31	42
Autres risques	9 602	2 963	2 662
TOTAL	17 412	3 546	3 178
Ajustements de valeur		-1 922	-1 791
Exposition résiduelle au risque de contrepartie		1 624	1 387
Taux de décote		54%	56%

Exposition résiduelle au risque de contrepartie monoline



Protections acquises auprès de CDPC

- Exposition avant ajustements de valeur : €970M au 30/06/2010 (Montant notionnel brut de €9,0Md)
- Ajustements de valeur de : €440m

55 | 10 août 2010

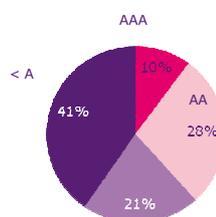


Autres CDO non couverts

CDO non exposés au résidentiel US

- Ajustements de valeur 2T10 : €5m
- Exposition résiduelle : €3 568m

Exposition résiduelle par notation



Dont CRE CDO

(Cm)	Exposition nette 31/03/10	Pertes de valeur 2T10	Autres vari. 2T10	Exposition nette 30/06/10	Exposition brute 30/06/10
JV par résultat	101	13	-19	95	181
JV par capitaux propres	4	8	0	12	39
Prêts et créances	53	-18	6	40	61
TOTAL	157	3	-13	148	281

56 | 10 août 2010

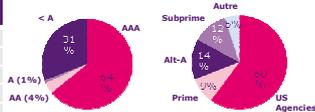


Mortgage Backed Securities non couverts

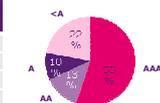
CMBS (Cm)	Exposition nette 31/03/10	Pertes de valeur 2T10	Autres vari. 2T10	Exposition nette 30/06/10	Exposition brute 30/06/10
JV par résultat	128	-26	25	128	186
JV par capitaux propres	157	6	4	167	261
Prêts et créances	160	2	12	173	184
TOTAL	445	-19	41	467	631



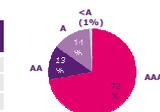
RMBS US (Cm)	Exposition nette 31/03/10	Pertes de valeur 2T10	Autres vari. 2T10	Exposition nette 30/06/10	Exposition brute 30/06/10
JV par résultat	20	-1	11	31	111
Agencies	3 026	-2	-20	3 004	3 070
RMBS Wrapped	426	12	25	463	491
Prêts et créances	1 410	2	110	1 523	1 773
TOTAL	4 881	12	127	5 020	5 445



RMBS UK (Cm)	Exposition nette 31/03/10	Pertes de valeur 2T10	Autres vari. 2T10	Exposition nette 30/06/10	Exposition brute 30/06/10
JV par résultat	122	0	-2	120	235
JV par capitaux propres	115	6	-5	116	170
Prêts et créances	421	0	-9	412	425
TOTAL	658	6	-16	648	830



RMBS Espagne (Cm)	Exposition nette 31/03/10	Pertes de valeur 2T10	Autres vari. 2T10	Exposition nette 30/06/10	Exposition brute 30/06/10
JV par résultat	81	-6	-10	64	98
JV par capitaux propres	17	0	0	17	34
Prêts et créances	505	0	-14	491	491
TOTAL	603	-6	-25	572	622



57 | 10 août 2010

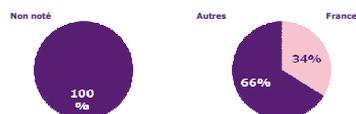
NATIXIS

Conduits sponsorisés

MAGENTA* – conduit sponsorisé par Natixis (Cm)

Pays d'émission	France	Prêts automobiles	
Montant des actifs financés	736	Créances commerciales	100%
Lignes de liquidité accordées	990	Prêts équipement	
Maturité des actifs :		Crédit conso	
0 – 6 mois		RMBS non US	
6 – 12 mois		CDO	
> à 12 mois	100%	Autre	

*Elixir: les actifs ont été transférés dans le conduit Magenta. La structure est en cours de liquidation et ne fait donc plus l'objet d'une communication spécifique.



VERSAILLES – conduit sponsorisé par Natixis (Cm)

Pays d'émission	US	Prêts automobiles	29%
Montant des actifs financés	2 501	Créances commerciales	1%
Lignes de liquidité accordées	3 084	Prêts équipement	4%
Maturité des actifs :		Crédit conso	16%
0 – 6 mois	1%	RMBS non US	
6 – 12 mois	4%	CDO / CLO / CBO	12%
> à 12 mois	95%	Autre	38%



58 | 10 août 2010

NATIXIS

Conduits sponsorisés

DIRECT FUNDING – conduit sponsorisé par Natixis (Cm)

Pays d'émission	France	Prêts automobiles	
Montant des actifs financés*	175	Créances commerciales	15%
Lignes de liquidité accordées		- Prêts équipement	
Maturité des actifs :		Crédit conso	
0 – 6 mois		RMBS non US	85%
6 – 12 mois		CDO	
> à 12 mois	100%	Autre	



59 | 10 août 2010

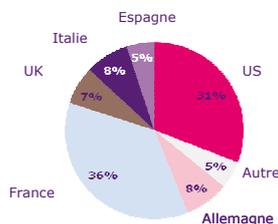


Financements LBO

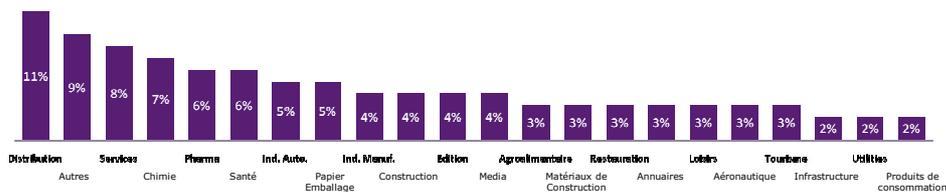
Engagements

(Cm)	2T10	1T10
Parts finales (bookés)	5 499	5 143
Nombre de dossiers	364	374
Parts à vendre (bookés)	67	79
Nombre de dossiers	1	2
TOTAL	5 566	5 222

Répartition géographique



Répartition sectorielle



60 | 10 août 2010



CDO d'ABS non couverts & monoline : hypothèses de valorisation

CDO d'ABS non couverts

Méthodologie

- Définition conservatrice de la catégorie « subprime » (borne FICO à 660)
- Le taux de perte des actifs subprime ressort à :

	< 2005	2005	2006	2007
31/12/2009	4,8%	14,8%	27,5%	42,6%
30/06/2010	6,2%	15,5%	27,4%	49,2%

- Valorisation des RMBS US sous-jacents des CDO d'ABS par modèle en cash flow
- Affectation aux opérations intégrées dans le collatéral notées CCC+ ou moins, d'une perte de 97% sauf pour les actifs sous-jacents initialement notés AAA pour lesquels la décote a été ramenée à 70% (uniquement pour les titrisations simples)
- Valorisation des actifs sous-jacents non subprime à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et vintages des opérations

Monoline

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur

- L'exposition économique des CDO d'ABS contenant du subprime a été déterminée en utilisant la méthode détaillée précédemment
- L'exposition économique des autres types d'actifs a été déterminée en utilisant soit le Mark-to-Market soit le Mark-to-Model

Ajustements de valeur

- Quatre groupes de monoline sont différenciés selon leur qualité de crédit. Ils se voient attribuer en conséquence des probabilités de défaut (PD) distinctes

	PD	Monoline
Groupe 1	15%	Assured guaranty, FSA
Groupe 2	50%	Radian*
Groupe 3	75%	MBIA
Groupe 4	100%	Ambac, CIFG, FGIC

- Quel que soit le groupe, le Recovery en cas de défaut (R) est fixé à 10%
- La provision spécifique est définie comme le montant en Mark-to-Market (ou Mark-to-Model) multiplié par la perte attendue (Expected loss = PD x (1-R)) sur chaque monoline

II CHAPITRE 2 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La composition du Conseil d'Administration de la société a été modifiée comme suit:

- Fin du mandat de MM. DE LA PORTE DU THEIL et LEMAIRE le 27 mai 2010
- Cooptation de M. QUEUILLE le 27 mai 2010
- Cooptation de M. MATEU le 5 août 2010

S'agissant de la composition du Comité d'audit les modifications sont les suivantes :

- Fin du mandat de MM. DE LA PORTE DU THEIL et LEMAIRE le 27 mai 2010
- Nomination de M. OPPETIT le 27 mai 2010

Au 31 août 2010, la composition du Conseil d'Administration de la société est la suivante :

M François PEROL, Président
M. Vincent BOLLORE
BPCE, représenté par M. Nicolas DUHAMEL
M. Jean CRITON
Mme Laurence DEBROUX
M. Stève GENTILI
M. Bernard JEANNIN
M. Olivier KLEIN
M. Jean-Bernard MATEU
M. Jean-Charles NAOURI
M. Bernard OPPETIT
M. Didier PATAULT
M. Henri PROGLIO
M. Philippe QUEUILLE
M. Philippe SUEUR

La composition du Comité d'Audit est la suivante :

M. Jean-Charles NAOURI, Président
M. Jean CRITON
Mme Laurence DEBROUX
M. Nicolas DUHAMEL
M. Olivier KLEIN
M. Bernard OPPETIT

Les modifications de la composition du Comité Exécutif ont fait l'objet d'un communiqué de presse le 15 juin 2010 (cf. 1.1.3 de la présente actualisation).

III CHAPITRE 6 : ÉLÉMENTS FINANCIERS

6.1 Rapport de gestion semestriel au 30 juin 2010

6.1.1. Précisions méthodologiques

L'ensemble des données du rapport de gestion a été retraité pour prendre en compte les éléments suivants :

- Au 31 décembre 2009, les opérations de TSS ont été reclassées en capitaux propres. Les intérêts sur ces instruments ne figurent plus à compter du 01/01/2010 dans le compte de résultat. Les résultats publiés en 2009 ont été retraités en conséquence.
- Les fonds propres normatifs nécessaires à l'activité des métiers de Natixis sont alloués comme suit :
 - Banque de détail : 75 % des montants déduits des fonds propres Tier One au titre de la détention des CCI ;
 - Assurances (pôle Epargne) : 75 % de l'exigence de marge de solvabilité ;
 - Assurance-crédit (Coface) : 100 % des primes acquises nettes ;
 - Services, Procédures publiques (Coface) : 25 % des charges annuelles ;
 - Autres métiers : 7 % des encours pondérés Bâle II moyens (au lieu de 6 % retenus en 2009) et 75 % des montants déduits des fonds propres Tier one au titre des parts de titrisation dont la note est strictement inférieure à BB-.

Le changement du taux d'affectation des fonds propres normatifs aux métiers, sur la base d'un taux de 7 % en 2010 au lieu de 6 % en 2009, n'a pas d'impact sur le PNB global de Natixis, mais il modifie la rémunération des fonds propres allouée aux métiers. L'année 2009 est présentée pro forma de ce retraitement analytique.

- Jusqu'à la date de mise en place de la garantie accordée par BPCE, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 2009, les résultats de la réévaluation de la dette senior et de la GAPC étaient regroupés. Depuis lors, la GAPC est présentée comme un métier à part entière, et la valorisation du spread émetteur senior est enregistrée dans le hors pôles métiers.
- Les autres conventions appliquées pour la détermination des résultats issus des entités composant les différents pôles métiers sont rappelées ci-après :
 - les pôles Métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leur sont alloués ;
 - la rémunération des capitaux propres sociaux des entités qui constituent les pôles est neutralisée ;
 - le coût de portage des survaleurs est intégralement supporté par le hors pôles métiers ;
 - les pôles sont facturés d'un montant représentant la majeure partie des charges de structure du Groupe, la part non facturée de celles-ci représentant moins de 3 % du total des charges du Groupe.

6.1.2. Faits marquants de la période

Natixis confirme son **retour à une situation bénéficiaire** avec un résultat net courant part du groupe⁶ de 1 029,8 millions d'euros au premier semestre 2010. Le résultat net part du groupe sur un an glissant atteint ainsi plus de 2 milliards d'euros, avec quatre trimestres consécutifs affichant chacun un résultat net part du groupe positif.

⁶ Hors activités abandonnées et hors produits et charges de restructuration nets

Des **avancées majeures** ont été réalisées dans la mise en place du **plan New Deal** au cours des six premiers mois de 2010.

Le pôle **BFI** s'est attaché à renforcer les actions de cross-selling, avec notamment la modification de l'organisation du Coverage permettant d'accroître la rentabilité des relations avec les grands clients Corporate et Institutions financières, la mise en place d'une structure de suivi des clients et la création d'une nouvelle zone Europe (hors France), Moyen Orient et Afrique.

De nouvelles initiatives stratégiques ont été lancées au sein du pôle **Epargne** qui se sont concrétisées en juillet 2010 : création de H2O Asset Management et lancement d'un projet ETF au sein du métier **Gestion d'actifs**, discussions exclusives entre Rothschild & Cie et Banque Privée 1818 dans le cadre d'un projet de rapprochement de leurs plates-formes de distribution auprès des CGPI Sélection R et 1818 Partenaires, au sein du métier **Banque privée**.

Le contour du pôle **Services financiers spécialisés** est en voie de finalisation avec la fusion de Natixis Paiements et de GCE Paiements qui sera effective au 1^{er} septembre 2010, et la poursuite des travaux visant au regroupement des principales activités de crédit-bail au sein de Natixis.

Le pôle **Participations financières** est marqué par le retour ce semestre à une situation bénéficiaire de Coface et du Capital investissement. Pour mémoire, les activités de service aux entreprises à l'international (Pramex) ont été cédées à BPCE fin 2009.

Au cours des six premiers mois de 2010, **Coface** a confirmé son redressement, déjà amorcé à la fin du premier trimestre dernier. Le ratio sinistres/primes de l'assurance crédit s'améliore à nouveau à 59 % au cours du second trimestre 2010 contre 63 % au premier trimestre 2010 et 123 % au deuxième trimestre 2009.

En ce qui concerne le métier **Capital investissement**, Natixis et AXA Private Equity ont confirmé début juillet 2010 avoir signé l'accord relatif à la cession de la majeure partie des activités de capital investissement pour compte propre en France de Natixis, comprenant les activités d'IXEN Partners, de NI Partners et d'Initiative & Finance Gestion, pour 534 millions d'euros. L'accord de cession comprenant des conditions suspensives (principalement l'obtention d'autorisations réglementaires) qui n'ont pas encore été intégralement satisfaites, les entités cédées figurent donc toujours dans les comptes de Natixis au 30 juin 2010.

Des négociations sont en cours en vue de la cession des activités pour compte propre à l'international.

La réduction des expositions de la **GAPC** s'est poursuivie. La cession de l'essentiel des positions de dérivés complexes de crédit et la fermeture des positions en convertibles ont été réalisées, ainsi qu'une réduction significative (supérieure à 2 milliards de dollars) des expositions de crédits structurés.

Au cours du semestre, le solde de l'avance d'actionnaires a été remboursé à hauteur de 500 millions d'euros.

6.1.3. Résultats consolidés

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	3 283,8	762,1	2 521,7	
<i>dont Métiers</i>	3 358,8	2 735,9	622,8	23%
Charges d'exploitation	-2 219,6	-2 180,9	-38,8	2%
Résultat brut d'exploitation (*)	1 064,2	-1 418,8	2 482,9	
Coût du risque	-157,1	-2 213,9	2 056,8	-93%
Résultat d'exploitation (*)	907,1	-3 632,6	4 539,7	
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	247,7	270,7	-23,0	-9%
Gains ou pertes sur autres actifs	-15,9	31,6	-47,4	
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-0,3	0,0	-0,3	
Résultat avant impôt (*)	1 138,5	-3 330,4	4 468,9	
Impôt sur les bénéficiaires	-92,1	844,5	-936,6	
Intérêts minoritaires	-16,6	-22,9	6,3	-27%
Résultat net part du groupe courant (*)	1 029,8	-2 508,8	3 538,6	
<i>Résultat des activités abandonnées</i>	-9,4	13,3	-22,7	
<i>Produits de restructuration nets</i>	0,0	69,7	-69,7	
<i>Coûts de restructuration nets</i>	-34,5	-168,5	134,0	-80%
Résultat net part du groupe	985,9	-2 594,2	3 580,1	

(*) hors activités abandonnées et hors produits et coûts de restructuration nets

Analyse de l'évolution des principales composantes du compte de résultat consolidé

Produit net bancaire

Le **produit net bancaire (PNB)** de Natixis s'élève à 3 283,8 millions d'euros au 30 juin 2010, en forte augmentation par rapport au 30 juin 2009 (+ 331 %). Cette variation tient compte des pertes du premier semestre 2009 de la GAPC.

Le **PNB des métiers**⁷ est en hausse de 23 % à 3 358,8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2009. Après retraitement des résultats du CPM (Credit Portfolio management), + 30 millions d'euros au premier semestre 2010 contre - 453 millions d'euros au premier semestre 2009, la progression ressort à plus de 4 %.

Au cours du premier semestre 2010, et particulièrement au deuxième trimestre, l'environnement économique et financier a été marqué par de fortes tensions sur la dette souveraine des pays européens les plus endettés. Ces tensions se sont répercutées sur le marché de la dette d'Etat, les marchés de crédit, les marchés action et les marchés de change. Les spreads de crédit se sont de nouveau écartés, les marchés action ont terminé le premier semestre 2010 en baisse, alors que le dollar s'est fortement apprécié face à l'euro. Dans ce contexte, le prix du CDS de Natixis (comme celui de l'ensemble des banques) s'est renchéri.

⁷ A l'exclusion de la GAPC et du hors pôles

Les **actifs pondérés** évalués en fin de période et après prise en compte des impacts de la garantie s'élèvent à 139,1 milliards d'euros au 30 juin 2010, en hausse de 6% par rapport au 31 décembre 2009. Cette variation s'explique principalement par la hausse des encours, par l'appréciation du dollar, mais aussi par l'impact transitoire de la cession d'un portefeuille de dérivés complexes de crédit de la GAPC.

Charges et effectifs

Les **charges consolidées courantes** sont en hausse de 2 % à 2 219,6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2009.

Les charges de personnel sont en hausse de 96,4 millions d'euros sur un an. La provision pour rémunérations variables des professionnels de marché a été déterminée en application du nouveau cadre réglementaire. Les charges relatives à l'intéressement et à la participation sont en hausse du fait du retour à la profitabilité de Natixis.

Les autres charges d'exploitation diminuent de 57,6 millions d'euros dans la poursuite des actions engagées dans le plan « New Deal ». Les efforts de réduction des coûts ont porté notamment sur les intérimaires, les market data, la communication, les locaux et moyens logistiques avec la poursuite de la libération des immeubles (Cap de Seine, Fabert, Louisiane, Athos).

Les effectifs s'élèvent à 19 235 etp CDI/CDD au 30 juin 2010, en baisse de 569 etp par rapport au 30 juin 2009. Les départs concernent principalement le pôle BFI (- 333 etp), la Banque Privée (-67 etp) et le métier « titres » (-110 etp), ainsi qu'un effet de périmètre lié à la cession de Pramex (- 101 etp).

Résultat brut d'exploitation

Le **résultat brut d'exploitation** (RBE) est de 1 064,2 millions d'euros au premier semestre 2010 alors qu'il ressortait à -1 418,8 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le RBE des métiers est de 1 254,3 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 712,0 millions d'euros au premier semestre 2009, soit en hausse de 76 %. Si l'on retire le résultat des activités de CPM, la croissance du RBE des métiers est de 5 % sur la période.

Résultat avant impôt

Le **coût du risque** ressort à -157,1 millions d'euros au premier semestre 2010 incluant une reprise de 54 millions d'euros au titre de la GAPC.

La **quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence**, constituée pour l'essentiel par la consolidation de 20 % des résultats des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, par le biais des CCI, ressort en baisse de 9 % à 247,7 millions d'euros au 30 juin 2010, en raison d'une baisse de la distribution des réseaux qui impacte le profit de relation.

Les **gains ou pertes sur autres actifs** enregistrent une perte de 15,9 millions d'euros constituée essentiellement de frais de cession et d'un ajustement de prix liés à la restructuration des activités de capital investissement.

Le **résultat courant avant impôt** s'établit ainsi à 1 138,5 millions d'euros au titre du premier semestre 2010. Le résultat courant avant impôt des métiers est de 1 222,1 millions d'euros.

Résultat net courant part du groupe

La charge d'impôt courante au 30 juin 2010 est de 92,1 millions d'euros.

Après prise en compte des **intérêts minoritaires** à hauteur de 16,6 millions d'euros, le **résultat net courant part du groupe** s'élève à 1 029,8 millions d'euros.

Résultat net part du groupe

Les **coûts de restructuration nets** d'impôt diminuent de 80 % au premier semestre 2010 à - 34,5 millions d'euros. Cette baisse s'explique par la fin des principaux chantiers de réorganisation engagés.

Le **résultat net part du groupe** s'établit à 985,9 millions d'euros au 30 juin 2010, contre - 2 594,2 millions d'euros au 30 juin 2009.

6.1.4. Analyse des Métiers de Natixis

6.1.4.1. Pôle Banque de Financement et d'Investissement

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	1 621,2	1 445,2	176,0	12%
<i>Relations entreprises et institutionnels.</i>	274,8	283,9	-9,1	-3%
<i>Dettes et financements</i>	607,1	536,4	70,7	13%
<i>Marchés et gestion</i>	728,5	1 118,6	-390,1	-35%
<i>CPM et divers</i>	10,8	-493,6	504,4	
Charges d'exploitation	-822,4	-791,8	-30,6	4%
Résultat brut d'exploitation	798,8	653,4	145,4	22%
Coût du risque	-156,4	-1 170,3	1 013,9	-87%
Résultat avant impôt	643,2	-504,4	1 147,7	

A fin juin 2010, le **PNB** de la **BFI** s'élève à 1 621,2 millions d'euros en progression de 12 % par rapport au 30 juin 2009. Le premier semestre 2009 avait été marqué par un resserrement important des spreads de crédit, qui avait à la fois permis de réaliser des performances exceptionnelles sur les activités de marchés, mais également impacté fortement les activités de CPM qui avaient enregistrées de lourdes pertes.

Le **PNB** du métier Relations entreprises et institutionnels est en léger retrait par rapport au 30 juin 2009. La raison provient du renchérissement du coût de liquidité des crédits revolving, suite à la décision prise fin 2009 d'allonger la durée de leur adossement.

Le métier Dettes et financements affiche un PNB en progression de 13 % par rapport au premier semestre 2009. La plupart des activités sont très bien orientées du fait d'actions commerciales dynamiques.

Les activités Marchés de capitaux connaissent une nette baisse de leurs revenus par rapport au 30 juin 2009, à l'exception des activités Actions qui renouent avec la croissance.

Les activités Taux, crédit, change et matières premières et Trésorerie et arbitrage chutent fortement du fait des revenus de négociation non reproductibles sur les activités de taux et de la perception de revenus de transformation non reconduits sur la Trésorerie.

Le poste CPM et divers affiche à fin juin 2010 un PNB positif ce qui génère une variation supérieure à 500 millions d'euros par rapport au premier semestre 2009. Les spreads de crédit se sont légèrement tendus au cours du premier semestre 2010, à l'opposé du premier semestre 2009. En parallèle, des actions ont été prises pour réduire la sensibilité des résultats.

A fin juin 2010, **les charges** s'élèvent à 822 millions d'euros en progression de 4 % par rapport au premier semestre 2009. La provision pour rémunération variable des professionnels de marché a été estimée selon le cadre réglementaire applicable en la matière.

A fin juin 2010, le niveau des **effectifs** est stabilisé à 4 407 ETP versus 4 454 ETP à fin décembre 2009 et 4 741 ETP à fin juin 2009, soit une baisse de 7 % sur un an. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 51 % fin juin 2010, traduisant une amélioration par rapport au premier semestre 2009 (55 %).

Le **coût du risque** s'établit à - 156 millions d'euros à fin juin contre - 1 170 millions d'euros à fin juin 2009. Sur les financements, les dotations portent pour l'essentiel sur des dossiers déjà provisionnés au cours des trimestres précédents.

Le **résultat avant impôt** s'élève à fin juin 2010 à + 643 millions d'euros contre une perte de - 504 millions d'euros à la fin du premier semestre 2009.

Analyse de l'activité des Métiers du pôle BFI

6.1.4.1.1 Relations entreprises et institutionnels

A fin juin 2010, le **PNB** de Relations entreprises et institutionnels ressort à 274,8 millions d'euros en retrait de 9,1 millions d'euros comparé au premier semestre 2009, affecté par une hausse du coût de liquidité sur crédits revolving (Corporate France).

Corporate France

Au 30 Juin le **PNB** est en baisse par rapport à fin juin 2009 suite à l'impact de la liquidité.

Globalement, à fin juin 2010, l'évolution des marges est positive.

La production nouvelle au 30 juin (1,7 milliard d'euros) est inférieure au niveau atteint en juin 2009 (2,2 milliards d'euros) pénalisée par un premier trimestre 2010 faible (0,3 milliard d'euros).

Institutionnels et Secteur Public

Le **PNB** est en hausse de 20 % à fin juin 2010 par rapport au premier semestre 2009. Il est tiré par New-York (+ 60 %) et Londres, le premier semestre 2009 avait été marqué par des provisions constituées sur les banques islandaises.

La production nouvelle à fin juin se concentre sur 2 pays avec 0,5 milliard d'euros à New-York et 0,2 milliard d'euros à Milan.

Corporate International

Le **PNB** du premier semestre 2010 est supérieur à celui de juin 2009 en raison d'une croissance des marges provenant des activités de Madrid et de l'Asie.

Flux

La mise en place d'une couverture moyen terme des dépôts à vue non rémunérés de la clientèle avec la Trésorerie long terme génère un revenu supplémentaire sur le premier semestre 2010.

Fusions et acquisitions

Au premier semestre 2010, le **PNB** est en augmentation de 73 % sur un an. Natixis Finance a enregistré des commissions sur de nombreuses missions de conseil et d'assistance.

6.1.4.1.2 Dettes et financements

Au premier semestre 2010, le **PNB** à 607,1 millions d'euros est en augmentation de 13 % par rapport à la même période de 2009.

Ce sont principalement les activités global energy & commodities, commerce international & financement d'actifs, real estate et debt solutions qui tirent le résultat tandis que les Financements d'acquisitions et l'activité de titrisation s'affichent en retrait.

Sur un an, les **encours moyens** sont quasi stables.

La production nouvelle poursuit la tendance haussière observée depuis le premier trimestre 2010 (production trimestrielle supérieure à 2 milliards d'euros) portée par le dynamisme des activités global energy & commodities et financements de projets.

6.1.4.1.3 Taux, crédit, change et matières premières

Les revenus de ce périmètre au premier semestre 2010 s'inscrivent en baisse de 42 % par rapport à l'an dernier, pénalisés par la non reconduction des niveaux de marges et des revenus de négociation exceptionnels enregistrés au premier semestre 2009.

Sur le semestre, les activités de crédit diminuent de 36 % par rapport à 2009. Cependant, la performance commerciale s'inscrit en hausse.

Sur le semestre, les dérivés de taux connaissent une diminution de leur PNB de 54 % par rapport à fin juin 2009. Le premier semestre 2009 avait bénéficié du resserrement des spreads de crédit. A l'inverse, la crise sur la dette souveraine de certains pays européens du premier semestre 2010 et la mise en place de stratégie de protection du PNB conduisant à

diminuer les positions de market making notamment sur les activités de dette souveraine et l'inflation ont limité les revenus.

Concernant les activités de change, dans un contexte de retour à la hausse de la volatilité les besoins de couverture plus importants ont favorisé les résultats sur les options. La concurrence accrue liée au recentrage des principaux acteurs sur des produits de flux entraîne cependant une baisse des marges pénalisant les résultats des opérations vanille.

Sur le semestre, l'activité commodities affiche un PNB en baisse de 8%. La contribution des activités de brokerage de « Natixis Commodities Market » est en forte diminution, tandis que celle du gré à gré s'améliore.

6.1.4.1.4 Trésorerie et arbitrage

Sur le semestre, le **PNB** diminue fortement par rapport au premier semestre 2009, lié à la perception d'importants revenus non récurrents sur la trésorerie court terme en 2009. La très forte position de transformation début 2009, suite aux difficultés d'accès à la liquidité avait bénéficié des multiples baisses des taux directeurs ainsi que du resserrement du spread Euribor/Eonia. Au contraire, la contribution de la trésorerie long terme est redevenue positive sur le premier semestre 2010, suite à la facturation aux métiers de financement d'un coût de liquidité sur les crédits revolving, ainsi que la mise en place d'une facturation à la GAPC d'un funding long terme.

Sur le semestre, les revenus des activités d'arbitrage en baisse de 76 % par rapport au premier semestre 2009 sont pénalisés par la non reconduction des opportunités de marchés exceptionnelles de début 2009.

6.1.4.1.5 Le pôle action

La réorganisation des équipes du pôle action hors Bleichroeder Inc. est effective depuis le 1^{er} juin 2010 (fusion de Natixis Securities avec Natixis SA), les filières supports de Natixis Securities ont rejoint les directions fonctionnelles.

Sur le semestre, les revenus des activités de dérivés actions et arbitrage (EDA) s'inscrivent en progression de 89 %. Les bons résultats des dérivés actions du premier semestre 2010 contrastent avec ceux de l'an dernier.

Les activités d'arbitrage s'inscrivent en diminution de 50 % suite à la baisse de l'activité du deuxième trimestre 2010. L'equity finance a bénéficié des nombreuses opportunités offertes par le meilleur ranking de Natixis auprès de ses clients.

Sur le semestre, le PNB des activités d'equity Cash affiche un recul de 44 %, notamment lié à la dégradation du marché primaire en 2010 et à l'arrêt progressif des activités de Bleichroeder Inc.

6.1.4.1.6 Corporate Solutions

Sur le semestre, les activités de Corporate Solutions affichent un PNB en progression de 34 % sur un an.

Les Strategics Derivatives sont en légère diminution, les revenus sur les nouvelles opérations du premier semestre 2010 ne compensant qu'en partie les restructurations très margées d'opérations du premier semestre 2009.

Les activités de Global Risk améliorent significativement leur contribution sur le premier semestre 2010, bénéficiant de résultats exceptionnels liés au déblocement d'opérations.

6.1.4.1.7 Analyse de la performance commerciale sur les activités de marchés

La performance commerciale mesurée par la client contribution, s'améliore au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009. Cette dynamique commerciale est portée par les activités de crédit et de dérivés actions.

La quote part de la contribution client sur le PNB à 68% sur le premier semestre 2010 est en ligne avec les orientations stratégiques, alors que le premier semestre 2009 présentait un ratio de seulement 41 % (impacté par les revenus de trading exceptionnels de 2009).

6.1.4.1.8 Gestion

L'activité Gestion réalise un PNB semestriel en nette amélioration par rapport au premier semestre 2009. Ces résultats sont en grande partie tirés par les bons résultats de Natixis Environnement et Infrastructure.

En termes d'activité, le premier semestre est caractérisé par une levée exceptionnelle sur le fonds Cube Infrastructure portant ainsi ses encours sous gestion à 1,1 milliard d'euro au 30 juin 2010.

6.1.4.1.9 CPM et divers

A fin juin 2010, le Credit Portfolio Management affiche un PNB positif de 30 millions d'euros soit une amélioration de 483 millions d'euros par rapport au premier semestre 2009.

6.1.4.2. Pôle Épargne

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	815,0	753,5	61,4	8%
<i>Gestion d'actifs</i>	669,6	614,6	55,0	9%
<i>Assurances</i>	98,3	93,4	4,8	5%
<i>Banque privée</i>	47,1	45,5	1,6	4%
Charges d'exploitation	-602,2	-550,7	-51,5	9%
Résultat brut d'exploitation	212,8	202,8	10,0	5%
<i>Gestion d'actifs</i>	167,3	160,8	6,5	4%
<i>Assurances</i>	44,6	47,9	-3,3	-7%
<i>Banque privée</i>	0,9	-5,9	6,8	
Coût du risque	-14,5	-4,7	-9,9	
Résultat avant impôt	202,7	201,6	1,1	1%

Activité

- Les encours sous gestion de la **Gestion d'actifs** à 532 milliards d'euros baissent de 1,1 % à change constant par rapport à décembre 2009, impactés par l'évolution des marchés financiers au deuxième trimestre.
- L'**Assurance** génère un chiffre d'affaires en assurance vie en forte progression par rapport au premier semestre 2009 (+ 49 %). Les encours d'assurance vie s'élèvent à 35,4 milliards d'euros.

- La **Banque privée** confirme le retour d'une collecte à bon niveau. Les encours atteignent 14,6 milliards d'euros.

Le **PNB** du semestre progresse de 8 % par rapport au premier semestre 2009 à niveau de change comparable.

- Le PNB de la **Gestion d'actifs** augmente de 9 % à change constant par rapport au S1 2009. Les encours moyens et leurs rémunérations moyennes progressent.
- Le PNB de l'**Assurance** croît de 5 % par rapport au premier semestre 2009 grâce au niveau d'activité. Néanmoins, la rechute des marchés financiers sur le deuxième trimestre a pénalisé la marge financière.
- Le PNB de la **Banque Privée** progresse de 4 % grâce à une reprise de l'activité qui compense la moindre contribution de la marge d'intérêts.

Les **charges** du semestre augmentent de 9 % par rapport à 2009 essentiellement sous l'effet de la variation des rémunérations variables du métier **Gestion d'actifs** aux Etats-Unis corrélée à l'amélioration de l'activité.

En conséquence, le **RBE** du semestre à 213 millions d'euros progresse de + 4,8 % à change constant par rapport au premier semestre 2009.

Le **coût du risque** à fin juin 2010, à 14,5 millions d'euros subit une forte augmentation suite à des dépréciations durables de titres de dettes.

Le **résultat avant impôt** ressort à 202,7 millions d'euros, en légère augmentation de 1 % par rapport au premier semestre 2009.

6.1.4.2.1 Gestion d'actifs

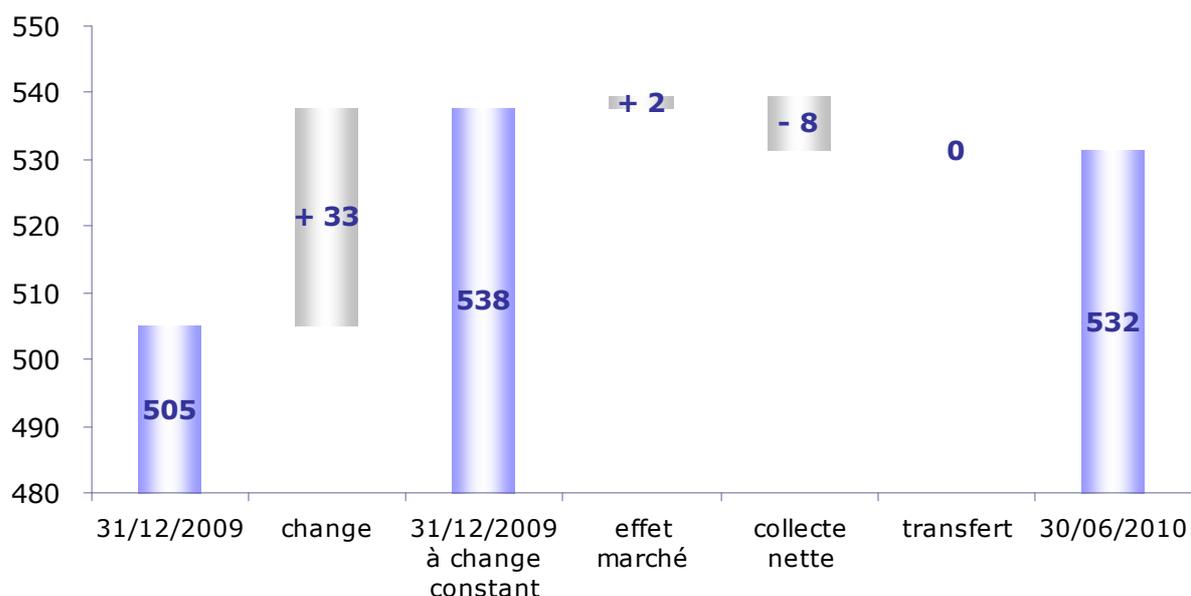
Distinctions

Natixis Global Asset Management se hisse à la 14^e place du classement CERULLI (classement annuel des principaux asset managers mondiaux au 31 décembre 2009) alors qu'elle occupait la 19^e place un an auparavant. Pierre SERVANT a été nommé « CEO of the year » par le magazine Global Investor.

Activité

Les **encours sous gestion** s'inscrivent en recul de 6,2 milliards d'euros à change constant sur le premier semestre 2010 essentiellement sous l'effet de la forte décollecte constatée sur les produits monétaires de la zone Europe (- 8,7 milliards d'euros). Hors produits monétaires, la collecte nette s'élève à 1,3 milliard d'euros.

Évolution des encours (en Md€)

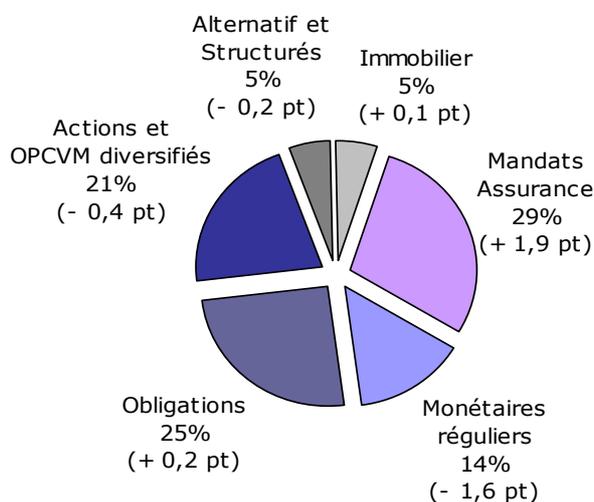


Le mix produits au 30 juin 2010 confirme la prépondérance :

- des produits assurance (28,6 % des encours) qui progressent de 1,9 pt par rapport au 31 décembre 2009,
- ainsi que des produits obligataires (25,3 % des encours sous gestion).

Répartition des encours par type de support

(change constant, évolution versus le 31/12/2009)



La zone Europe

Les encours sous gestion, à 318,1 milliards d'euros à fin juin 2010, sont en retrait de 0,8 % sur le semestre.

- La décollecte nette (- 7,2 milliards d'euros) constatée au 30 juin porte essentiellement pour NAM sur les supports monétaires et dans une moindre proportion sur les produits structurés. Elle est partiellement compensée par la collecte sur les supports d'assurance vie.

- L'effet marché (+ 4,8 milliards d'euros) bénéficie essentiellement aux supports assurance vie et, dans une moindre proportion, aux produits obligataires, aux OPCVM diversifiés et aux produits monétaires.
- Le poids des produits d'assurance vie (47,8 %) et monétaires (20,8 %) est toujours prépondérant dans la structure des encours en Europe.

La zone Amérique du Nord

Les encours fin de période ressortent à 260,5 milliards de dollars, en retrait de 1,7 % sur le semestre sous l'effet combiné de la baisse des marchés (- 3,5 milliards de dollars) et d'une décollecte nette (- 0,9 milliard de dollars).

- L'effet marché est essentiellement attribuable à la valorisation des produits actions chez Harris Associates et Hansberger partiellement compensée par un impact favorable chez Loomis.
- La structure des encours de la zone montre un poids important des produits obligations (50,4 %) et actions (24,5 %) à fin juin 2010.

PNB

Le **PNB** s'élève à 669,6 millions d'euros au 30 juin 2010, en progression de 9 % par rapport au premier semestre 2009 à change constant. Les encours moyens progressent de 13,3 % par rapport à juin 2009 à change constant. Le taux de rémunération moyen des encours sous gestion s'accroît de 0,4 pb sur un an.

6.1.4.2.2 Assurances

L'encours d'assurance vie à fin juin 2010 (+ 11 % sur un an) s'élève à 35,4 milliards d'euros en raison d'une collecte additionnelle de 1,5 milliard d'euros et d'un effet valorisation de + 0,6 milliard d'euros par rapport à fin 2009.

Au 30 juin 2010, le chiffre d'affaires Vie progresse de 49 % expliqué par :

- d'importantes souscriptions auprès de Natixis Life sur des contrats de capitalisation ;
- et la mise en place d'un certain nombre d'actions commerciales :
 - la campagne à frais d'entrée réduits lancée auprès des Banques Populaires sur les produits Sélection-Vie, Fructi-Pulse, et Fructi-Revenus ;
 - le lancement du fonds à formule et à capital garanti à l'échéance « Fructi-Sécurité » ;
 - et des actions plus spécifiques à l'attention de la clientèle patrimoniale.

L'activité prévoyance affiche une progression du chiffre d'affaires de 18 %.

6.1.4.2.3 Banque privée

Au premier semestre 2010, la collecte nette totale atteint 617 millions d'euros, dont 523 millions d'euros en France, contre seulement 12,4 millions d'euros au premier semestre 2009. L'ensemble des segments de clientèle, en particulier les réseaux, contribue à cette performance.

Les encours gérés fin de période augmentent de 6 % par rapport au premier semestre 2009 soutenus par le marché et le niveau d'activité.

Les restructurations engagées en 2009 permettent à la Banque Privée d'afficher un résultat brut d'exploitation à fin juin 2010 positif.

6.1.4.3 Pôle Services Financiers Spécialisés

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	458,5	433,2	25,4	6%
Financements spécialisés	241,0	210,1	30,8	15%
<i>Affacturage</i>	57,8	59,0	-1,2	-2%
<i>Cautions et garanties financières</i>	45,0	33,8	11,2	33%
<i>Crédit-bail</i>	60,0	51,1	8,8	17%
<i>Crédit consommation</i>	70,8	58,5	12,3	21%
<i>Financement du cinéma</i>	7,4	7,7	-0,3	-4%
Services financiers	217,6	223,0	-5,5	-2%
<i>Ingénierie sociale</i>	52,1	51,3	0,9	2%
<i>Paiements</i>	80,6	82,5	-1,9	-2%
<i>Titres</i>	84,9	89,3	-4,4	-5%
Charges d'exploitation	-310,0	-305,2	-4,8	2%
Résultat brut d'exploitation	148,5	127,9	20,6	16%
Coût du risque	-24,3	-23,5	-0,8	3%
Résultat avant impôt	124,5	106,3	18,2	17%
Financements spécialisés	85,5	65,5	20,0	31%
Services financiers	38,8	40,5	-1,7	-4%

Activité

L'activité commerciale des **financements spécialisés** est soutenue.

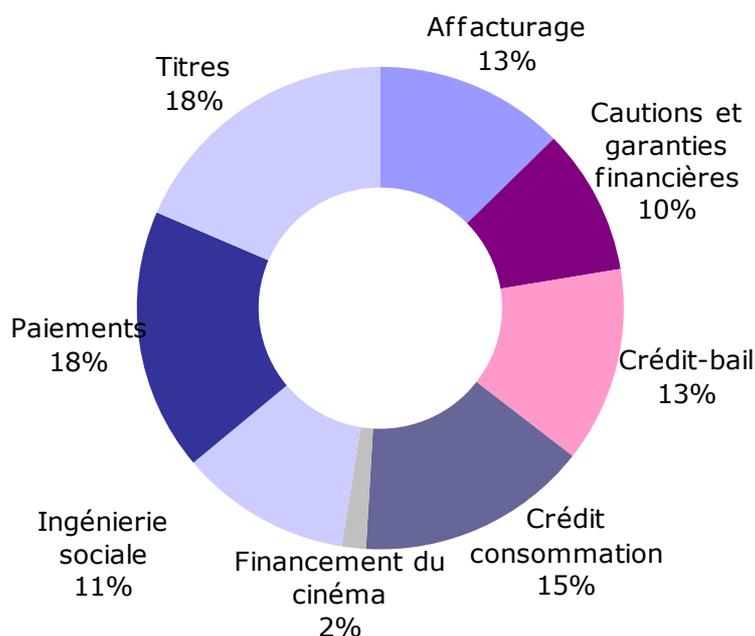
- Le Crédit consommation poursuit son développement. L'activité de crédit renouvelable (1,3 milliard d'euros d'encours, + 12 % par rapport à juin 2009) est soutenue par le développement avec les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne. Les encours de prêts personnel à 8,1 milliards d'euros progressent de 22 % par rapport à juin 2009.
- Le Crédit bail maintient un niveau de production nouvelle soutenu sur un an.
- L'activité commerciale de l'Affacturage reprend. Le chiffre d'affaires affacturé est nettement supérieur à celui constaté en 2009.
- Cautions et garanties (CEGC) a une activité dynamique sur le marché des particuliers.

- Le Financement du cinéma présente une légère progression de sa production sur un an.

La performance des **services financiers** est plus contrastée :

- L'Ingénierie sociale : les encours s'établissent à 17,4 milliards d'euros, + 14 % par rapport à juin 2009. L'activité sur les titres de services reste soutenue par rapport à 2009 (hors opération CESU social de juin 2009).
- Les volumes traités par l'activité Paiements restent au global relativement stables.
- L'activité Titres est en repli par rapport à 2009.

Répartition du PNB S1 2010 des métiers de SFS



Le **PNB** cumulé du pôle **SFS**, à 458,5 millions d'euros, progresse de 6 % par rapport au premier semestre 2009.

- Les **financements spécialisés** portent cette croissance (PNB : + 15 %).
- Le PNB des **services financiers** s'inscrit en diminution de 2 %.

Sur le semestre, les **charges** du pôle atteignent 310,0 millions d'euros en augmentation de 2 % par rapport au premier semestre 2009.

- Les charges d'exploitation augmentent sensiblement sur les métiers Affacturage et Paiements en raison de projets informatiques.
- L'activité Titres poursuit son projet convergence et enregistre une baisse de 6 millions d'euros de ses charges.
- Le développement commercial du Crédit consommation engendre une progression des charges de 4 millions d'euros sur un an.

Les charges de restructuration du pôle (18,6 millions d'euros sur le premier semestre 2010) sont essentiellement portées par le projet convergence (17,5 millions d'euros) mené par l'activité Titres.

En conséquence, le **RBE** du semestre progresse (+ 16 % par rapport au premier semestre 2009) atteignant 148,5 millions d'euros.

Le **coût du risque** sur le semestre augmente légèrement par rapport au premier semestre 2009. Néanmoins, la charge de sinistre totale diminue de 1 %.

Le **résultat avant impôt** croît de 17% par rapport au premier semestre 2009 pour s'élever à 124,5 millions d'euros.

6.1.4.4 Pôle Participations financières

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	464,1	104,0	360,1	
<i>Coface</i>	383,3	129,0	254,2	
<i>Capital Investissement</i>	58,2	-47,0	105,2	
<i>Services à l'international</i>	22,6	21,9	0,6	3%
Charges d'exploitation	-369,9	-376,2	6,3	-2%
Résultat brut d'exploitation	94,2	-272,2	366,3	
Coût du risque	-15,6	-11,0	-4,6	42%
Résultat avant impôt	85,5	-260,1	345,6	

6.1.4.4.1 Coface

Coface devient le premier assureur crédit international à obtenir sa licence en Russie. L'autorité russe de surveillance du secteur de l'assurance (FSSN) a en effet délivré une licence à la filiale de Coface « ZAO Coface Rus Insurance Company » basée à Moscou. Le marché russe de l'assurance crédit est actuellement estimé à 40 millions d'euros et Coface est déjà l'un des quatre acteurs principaux grâce à un accord technique avec son partenaire local Kapital.

Activité

Le périmètre 2010 tient compte des modifications intervenues en début d'année: intégration de SBCE au Brésil (société d'assurance crédit export et de procédures publiques), consolidée pour la première fois depuis début 2010 du fait de franchissement des seuils de consolidation, et création d'IJCOF (joint venture avec Intrum Justitia) dont le chiffre d'affaires apporté par Coface Services n'est plus consolidé.

Au 30 juin 2010, l'encours brut total de Coface s'élève à 377 milliards d'euros.

Sur le semestre, le **chiffre d'affaires** réalisé par Coface atteint 798,4 millions d'euros, inférieur à celui du second semestre 2009 de 1,5 % en courant et de 2,8 % à taux de change et périmètre comparables. La forte progression de l'affacturage (14 %) comble en grande partie le recul constaté sur les autres métiers : assurance à - 2,8 % et métiers de service à - 8,7 % en constant.

Sur le semestre, **le PNB** atteint 383,3 millions d'euros contre 129 millions d'euros au premier semestre 2009 grâce à l'amélioration de la sinistralité de l'assurance crédit avec un ratio de sinistres à primes de 61 % ce semestre contre 116 % au premier semestre 2009.

- Sur le semestre, le PNB de l'assurance crédit ressort à 214,4 millions d'euros contre - 46,7 millions d'euros au premier semestre 2009 malgré un chiffre d'affaires qui se réduit de 1,1 % en courant.
Le combined ratio de l'assurance crédit qui, outre les sinistres, intègre les charges d'exploitation et les coûts externes d'acquisition, ressort à 97 % contre 144 % au premier semestre de l'an dernier.
- Sur le semestre, le PNB de l'affacturage international est en hausse de 13 % par rapport au premier semestre 2009.
- Sur le semestre, le PNB des métiers de service est en retrait de 10 %.

Les **charges** du semestre s'affichent en légère baisse de 0,2 % par rapport au premier semestre 2009. Hors effets périmètre et change, le recul ressort à 0,5 %.

Les **effectifs** en activité diminuent de 50 ETP sur le semestre et de 90 ETP à périmètre constant pour s'établir à 5 140 ETP.

6.1.4.4.2 Capital investissement

Sur le semestre, **le PNB** atteint 58,2 millions d'euros contre un PNB négatif de 47 millions d'euros au premier semestre 2009 tirés par les plus-values de cessions réalisées et le faible niveau des provisions (11,2 millions d'euros sur le semestre, contre 66,6 millions d'euros l'an dernier).

Les **charges** semestrielles augmentent de 7 % par rapport au premier semestre 2009, du fait d'honoraires d'investissement en hausse.

Le **RBE** ressort bénéficiaire à 26,9 millions d'euros contre une perte de 76,1 millions d'euros au premier semestre de l'an dernier.

Le **coût du risque** s'établit à 5,5 millions d'euros, lié essentiellement à la constitution d'une provision sur un dossier faisant partie du périmètre cédé.

Le **résultat avant impôt** redevient positif à 21 millions d'euros au titre des six premiers mois 2010 après avoir été négatif en 2009 de 75 millions d'euros.

6.1.4.5 Pôles GAPC

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	-63,9	-1 869,7	1 805,8	-97%
Charges d'exploitation	-88,7	-80,4	-8,2	10%
Résultat brut d'exploitation	-152,6	-1 950,2	1 797,6	-92%
Coût du risque	54,1	-1 005,5	1 059,7	
Résultat avant impôt	-98,5	-2 955,7	2 857,2	-97%

Le **résultat avant impôt** du premier semestre 2010 s'établit à - 98,5 millions d'euros après prise en compte d'une charge de 57 millions d'euros au titre de la garantie. Plusieurs opérations ont été menées au cours du semestre dans le but de réduire la taille des books ou les risques afférents. Citons notamment :

- une opération de cession de l'essentiel des positions de dérivés complexes de crédit ;
- une opération visant à réduire significativement les risques de contrepartie sur les CDPC et monolines ;
- une réduction de l'exposition à l'immobilier commercial américain ;
- la cession d'une partie significative du portefeuille de dérivés action ;
- la fermeture des positions en convertibles.

6.1.4.6. Hors Pôles Métiers

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	-11,0	-104,1	93,1	-89%
Charges d'exploitation	-26,5	-76,5	50,0	-65%
Résultat brut d'exploitation	-37,5	-180,6	143,1	-79%
Coût du risque	-0,4	1,2	-1,6	
Résultat avant impôt	14,9	-106,8	121,7	

Le **résultat avant impôt** s'améliore de 121.7 millions d'euros au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009.

L'amélioration des résultats provient principalement de la baisse des fonds propres alloués aux métiers sur la période, de l'augmentation du prorata de TVA récupérable et de la contribution positive de la valorisation de la dette senior.

6.1.4.7. Contribution de la Banque de détail

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Quote-part de résultat mis en équivalence	221,6	214,1	7,5	4%
Profit de relation	34,2	57,5	-23,4	-41%
Écarts de réévaluation	-19,2	-9,9	-9,3	94%
Contribution à la ligne mise en équivalence	236,6	261,7	-25,1	-10%
<i>dont Banques Populaires</i>	<i>93,2</i>	<i>114,3</i>	<i>-21,1</i>	<i>-18%</i>
<i>dont Caisses d'Épargne</i>	<i>143,5</i>	<i>147,5</i>	<i>-4,0</i>	<i>-3%</i>
Impôt sur les CCI	-27,1	-36,7	9,6	-26%
Retraitement analytique	-46,2	-47,9	1,7	-4%
Contribution au résultat net de Natixis	163,3	177,2	-13,9	-8%

- Le résultat net cumulé des deux réseaux (100 %) ressort à 1 108 millions d'euros en juin 2010, en progression de 4 %. Le PNB progresse sensiblement (+ 9 % sur un an), le premier semestre 2009 ayant été impacté par des dépréciations sur les participations nationales du groupe.
- Sur le premier semestre 2010, la contribution à la ligne mise en équivalence est de 236,6 millions d'euros en baisse de 10 % par rapport à juin 2009.
- Cette évolution est pénalisée par une révision à la baisse des distributions aux CCI (qui impacte aussi le profit de relation) ainsi que par la variation des écarts de réévaluation.

Les Banques Populaires

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	3 107,5	3 026,1	81,4	3%
Charges d'exploitation	-1 978,5	-1 952,9	-25,6	1%
Résultat brut d'exploitation	1 129,0	1 073,2	55,8	5%
Coût du risque	-341,8	-342,4	0,6	0%
Résultat avant impôt	785,3	743,5	41,8	6%
Résultat net part du groupe	517,9	533,4	-15,5	-3%
Mise en équivalence des CCI				
QP mise en équivalence	103,6	106,7	-3,1	-3%
Profit de relation	7,6	16,3	-8,8	-54%
Écart de réévaluation	-18,0	-8,7	-9,3	
Impôt sur les CCI	-5,4	-11,0	5,6	-51%
Retraitements analytiques	-20,7	-20,9	0,2	-1%
Contribution au Résultat net de Natixis	67,1	82,4	-15,3	-19%

Les performances affichées par les Banques Populaires au cours du premier semestre 2010, confirment le dynamisme de l'activité déjà observé au cours du premier trimestre 2010, dans un contexte de reprise progressive et modérée de l'activité économique.

Ces résultats se caractérisent par une amélioration de la plupart des soldes intermédiaires de gestion.

Sur un an, la clientèle des Banques Populaires s'est renforcée. Le sociétariat a augmenté de 5,1 % sur un an totalisant environ 3,7 millions de clients sociétaires.

Les **encours** collectés ont progressé de 2,6 milliards d'euros au cours du 1er semestre, l'augmentation sur un an s'établit à + 3,5 % ; cette « collecte » supplémentaire s'impute essentiellement sur l'épargne bilancielle progressant de 5,8 % sur un an.

Les crédits progressent également sur l'ensemble des marchés (+ 4,2 % sur un an).

Le **PNB** est en progression de 3 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 avec 3 108 millions d'euros.

- Hors impact des dividendes, la marge d'intérêt progresse sous les effets combinés de l'amélioration des conditions de refinancement et de la hausse des encours clientèle.
- Les commissions progressent globalement de + 3,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 tirées en grande partie par les commissions de services et plus particulièrement les commissions sur opérations bancaires.

La hausse des **frais de gestion** est restée limitée à + 1,3 %.

Le **coût du risque** est stable par rapport à juin 2009.

Le **résultat net** affiche une baisse de - 3 % à 518 millions d'euros, liée à la hausse du taux d'IS (absence de dividendes par rapport au premier semestre 2009 imposés au régime mère-fille).

Les Caisses d'Épargne

en millions d'euros	Réalisé	Réalisé	Variation 2010/2009	
	S1 2010	S1 2009	Montant	%
Produit net bancaire	3 530,0	3 082,0	448,0	15%
Charges d'exploitation	-2 240,0	-2 211,0	-29,0	1%
Résultat brut d'exploitation	1 290,0	871,0	419,0	48%
Coût du risque	-170,0	-159,0	-11,0	7%
Résultat avant impôt	926,0	708,0	218,0	31%
Résultat net part du groupe	590,0	537,0	53,0	10%
Mise en équivalence des CCI				
QP mise en équivalence	118,0	107,4	10,6	10%
Profit de relation	26,6	41,2	-14,6	-35%
Écart de réévaluation	-1,2	-1,2	0,0	0%
Impôt sur les CCI	-21,8	-25,7	3,9	-15%
Retraitements analytiques	-25,5	-27,0	1,5	-5%
Contribution au Résultat net de Natixis	96,2	94,8	1,4	1%

Au premier semestre 2010, les Caisses d'Épargne ont su profiter de l'amélioration très progressive de l'environnement économique et s'adapter à la banalisation du Livret A.

Les Caisses d'Épargne ont poursuivi leurs efforts de conquête de clients actifs et enregistré l'entrée de nouveaux sociétaires portant leur nombre total à plus de 4,2 millions.

Les **encours** de collecte progressent de 2,3% en un an à 333 milliards d'euros malgré la poursuite des effets conjugués de la banalisation du Livret A et de la baisse de son taux de rémunération à son plus bas historique, qui ont généré une contraction des encours.

Les encours de crédit croissent sur l'ensemble des marchés à 144 milliards d'euros (+ 10,8 % sur une année glissante). Ce dynamisme est présent tant sur le marché des particuliers (crédits immobiliers et crédits à la consommation) que sur les autres marchés. Le réseau des Caisses d'Épargne accompagne la reprise d'activité de l'économie française.

Le **PNB** est en hausse de 15 % par rapport au premier semestre 2009 à 3 530 millions d'euros.

- Cette évolution s'explique principalement par le regain de dynamisme de l'activité crédit et par l'amélioration de la marge d'intermédiation, elle-même favorisée par des taux de refinancement très bas.
- Les commissions sont en hausse de 4,4 % sur une année glissante malgré la décollecte sur le Livret A.

La hausse des **frais de gestion** reste limitée à 1,3%.

Il en résulte un **RBE** en hausse de 48 % à 1 290 millions d'euros.

Le **coût du risque** reste contenu malgré une petite progression de 2 pb (+ 7 % par rapport à juin 2009) traduisant un environnement économique qui reste difficile malgré l'amélioration observée.

Après impôt sur les sociétés, le **résultat net** s'élève à 590 millions d'euros affichant une progression de 10 %.

6.1.4.8. Coût du risque

Le **coût du risque courant** s'élève à - 157 millions d'euros au 30 juin 2010, dont - 200 millions d'euros au titre des risques individuels et + 43 millions d'euros au titre de la provision collective. Au 30 juin 2009, le coût du risque s'élevait à - 2 214 millions d'euros. La reprise collective concerne quasi exclusivement les CDPC et par conséquent le pôle "Gestion Active des portefeuilles cantonnés".

Coût du risque global par pôle

en millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Banque de Financement et d'Investissement	-156	-1 170
Epargne	-14	-6
Services Financiers Spécialisés	-24	-23
Participations Financières	-15	-11
Gestion Active des Portefeuilles cantonnés	+54	-1 006
Autres	-2	2
Coût du risque global	-157	-2 214

Coût du risque global : détail du pôle BFI

en millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Relations entreprises et institutionnels	-20	-144
Dettes et financements	-120	-834
Marchés de capitaux	-6	-130
Divers	-10	-62
Coût du risque global du pôle BFI	-156	-1 170

Coût du risque individualisé : détail par pôle

en millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Banque de Financement et d'Investissement	-157	-453
Epargne	-14	-6
Services Financiers Spécialisés	-24	-20
Participations Financières	-15	-11
Gestion Active des Portefeuilles cantonnés	+11	-540
Autres	-1	2
Coût du risque individualisé total	-200	-1 028

Coût du risque individualisé : détail du pôle BFI

en millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Relations entreprises et institutionnels	-48	-142
Dettes et financements	-104	-219
Marchés de capitaux	-5	-29
Divers	0	-63
Coût du risque individualisé du pôle BFI	-157	-453

Coût du risque individualisé : détail par zone géographique

en millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Afrique et Moyen-Orient	-33	-1
Amérique centrale et latine	-18	-131
Amérique du Nord	-33	-402
Asie et Océanie	-12	-3
Europe de l'Est	+2	0
Europe de l'Ouest	-106	-491
Coût du risque individualisé total	-200	-1 028

6.1.5 Gestion des risques

6.1.5.1 Risques de crédit

6.1.5.1.1 Mesure des risques et notation interne

Suite aux tensions observées sur les marchés lors de la première décade du mois de mai, Natixis a procédé à des ajustements portant sur la surveillance et le suivi des risques souverains des pays de la zone euro. D'une part, une revue des notes a été effectuée dès le début de la crise, d'autre part, des limites de trading plus contraignantes ont été mises en œuvre sur certains pays de la zone euro, renforçant ainsi la contrainte sur les engagements qui avait été mise en place dès 2009 sur les contreparties bancaires les plus sensibles de cette zone.

6.1.5.1.2 Exposition aux risques de crédit

Exposition aux risques de crédit et répartition au titre des encours de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation, et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

Exposition brute aux risques de crédit

(en millions d'euros)	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets 30/06/2010	Encours nets 2009
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables)	198 656			198 656	157 139
Instruments dérivés de couverture	2 789			2 789	2 341
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	27 300		(160)	27 140	25 049
Prêts et créances sur EC	85 729	351	(318) *	85 762	68 677
Prêts et créances sur la clientèle	120 446	6 175	(3 488) *	123 133	105 903
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 221		(3)	5 218	5 485
Engagements de financement donnés	74 346	240	(31)	74 555	64 525
Engagements de garantie financière donnés	113 767	153	(65)	113 855	105 267
TOTAL DE L'EXPOSITION BRUTE	628 254	6 919	(4 065)	631 108	534 386

* incluant les provisions collectives

Le passage des encours comptables (périmètre consolidé) aux expositions brutes et expositions en risque du périmètre prudentiel risque de crédit intègre les principales opérations suivantes :

- exclusion des sociétés d'assurance mises en équivalence dans le périmètre prudentiel,
- exclusion des expositions classées en trading,
- prise en compte des accords de compensation sur les opérations de marché,
- retraitement des positions d'affacturage pour prendre en compte une exposition sur le risque de défaut et une position sur le risque de dilution,
- application d'un facteur de conversion équivalent crédit sur les engagements de financement et les engagements de garanties.

Valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition et valeurs moyennes exposées au risque sur la période

Valeurs exposées au risque de crédit par classe d'actif, hors titrisations déduites des fonds propres.

<i>(En millions d'euros)</i>		Valeurs exposées au risque		
Catégorie d'exposition	Exposition brute – Juin 2010	30/06/2010	31/12/2009	
Entreprise	175 821	129 858	122 182	
Autres expositions traités dans la catégorie entreprise	145 651	102 177	97 513	
Financements spécialisés	25 263	23 090	20 512	
PME traitées dans la catégorie entreprise	4 908	4 591	4 157	
Banque	96 363	91 027	78 851	
Établissements de crédit et entreprises d'investissement	95 538	90 219	77 789	
Autres établissements	825	808	1 062	
Autres Actifs	32 359	32 359	32 190	
Titrisation	27 197	24 639	24 894	
Clientèle de détail	10 041	3 966	4 006	
PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	2 073	2 016	2 160	
Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	7 968	1 950	1 846	
Souverain	24 353	24 100	6 996	
Administrations centrales et banques centrales	24 353	24 100	6 996	
Actions	4 460	4 460	4 341	
TOTAL	370 595	310 409	273 461	

L'augmentation de l'exposition brute constatée sur le premier semestre 2010 est cohérente avec l'évolution des encours comptables de Natixis et résulte en partie de l'évolution significative du dollar. Elle porte principalement sur les catégories d'exposition Entreprise, Banque et Souverain.

Répartition des valeurs exposées au risque par zone géographique
(déduction faite des autres actifs et des contreparties génériques)

(Répartition en %)	Valeur exposée au risque	
	30/06/2010	31/12/2009
Zone géographique		
FRANCE	45,6 %	45,6%
UNION EUROPEENNE	25,7 %	29,3%
AMERIQUE DU NORD	18,6 %	14,9%
AUTRE	10,1 %	10,2%
TOTAL	100%	100%

Natixis est exposée à 71% sur des contreparties françaises et de l'Union Européenne. On note une légère augmentation de l'exposition en risque de 3,7% sur l'Amérique du Nord.

Répartition des valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition pour les principales zones géographiques
(déduction faite des autres actifs et des contreparties génériques)

(Répartition en %)		FRANCE	UNION EUROPEENNE	AMERIQUE DU NORD	AUTRE	30/06/2010	31/12/2009
Catégorie d'exposition	CLASSE BALOISE						
Entreprise	Autres expositions traitées dans la catégorie entreprise	18,0 %	8,5 %	5,5 %	4,4%	36,4%	40,4%
	Financements spécialisés	1,7 %	3,5 %	1,5 %	2,6%	9,3%	9,7%
	PME traitées dans la catégorie entreprise	1,4 %	0,2 %	0,0 %	0,2%	1,8%	2,0%
Total Entreprise		21,0 %	12,2 %	7,1 %	7,2%	47,5%	52,1%
Banque	Autres établissements	0,2 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,3%	0,5%
	Établissements de crédit et entreprises d'investissement	18,8 %	10,7 %	4,7 %	1,2 %	35,4 %	35,8%
Total Banque		19,0 %	10,7 %	4,8 %	1,2 %	35,7%	36,3%
Souverain	Administrations centrales et banques centrales	4,2 %	0,2 %	4,6 %	0,7 %	9,7%	3,3%
Clientèle de détail	Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1%	0,1%
	PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	0,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,7%	0,8%
Total Clientèle de détail		0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,7 %	1,0%
Titrisation		0,5 %	2,2 %	2,0 %	0,9 %	5,7 %	6,5%
Action		0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,7 %	0,7%
Total 30/06/2010		45,6 %	25,6 %	18,6 %	10,1 %	100,0 %	
Total 31/12/2009		45,6 %	29,3 %	14,9 %	10,2 %		100,0%

Répartition des valeurs exposées au risque par secteur d'activité
(Dédution faite des autres actifs et des contreparties génériques)

<i>(Répartition en %)</i>		
Secteur activité	30/06/2010	31/12/2009
FINANCE/ASSURANCE	53,9 %	49,9 %
SERVICES	6,3 %	7,0 %
HOLDINGS/ GROUPES DIVERS	5,7 %	10,0 %
ADMINISTRATIONS	5,4 %	1,9 %
IMMOBILIER	4,7 %	5,2 %
ENERGIE	4,6 %	4,5 %
INDUSTRIES DE BASE	2,8 %	3,1 %
DISTRIBUTION /COMMERCE	2,8 %	3,2 %
BTP	2,1 %	2,2 %
COMMUNICATION	2,0 %	2,4 %
CONSTR MECANIQUE ELECTR.	1,8 %	2,2 %
COMMERCE INT MAT.PREMIER	1,4 %	1,6 %
AGROALIMENTAIRE	1,3 %	1,5 %
PHARMACIE /SANTE	1,1 %	1,2 %
TECHNOLOGIE	1,1 %	0,9 %
SERVICES COLLECTIVITES	1,0 %	1,1 %
DIVERS	0,8 %	0,0 %
BIENS DE CONSOMMATION	0,7 %	1,5 %
HOTEL /TOURISME /LOISIRS	0,6 %	0,5 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %

- *Dont part relative des expositions sur le Groupe BPCE : 14,8% sur Juin 2010 contre 10,0% fin 2009.*

Ventilation des provisions individuelles et collectives par zone géographique au 30 juin 2010

en millions d'euros	Risques	Risques	Total	Dépréciation	Dépréciation	Total
Zone géographique	individualisés	collectifs	Risques	risques individualisés	risques collectifs	Dépréciation
France	2 582	5 931	8 513	1 005	242	1 247
Autres pays d'Europe de l'Ouest	1 809	7 621	9 430	774	293	1 067
Europe de l'Est	51	806	857	12	18	30
Amérique du nord	1 334	3 905	5 239	478	526	1 004
Amérique centrale et latine	175	666	841	119	35	154
Afrique et Moyen-Orient	239	848	1 087	56	76	132
Asie et océanie	337	1 938	2 275	112	49	161
TOTAL	6 527	21 714	28 241	2 556	1 239	3 795

Répartition des provisions collectives par secteur d'activité au 30 juin 2010

Répartition en % Secteur d'activité	Provisions collectives
Finance/assurance	40,0%
Immobilier	12,5%
Services	11,1%
Holdings/ groupes divers	8,6%
Communication	4,3%
Administrations	4,1%
Industries de base	3,7%
Energie	3,0%
Pharmacie /sante	1,8%
Hotel /tourisme /loisirs	1,7%
Technologie	1,6%
Distribution /commerce	1,6%
Construction mecanique electrique	1,5%
Biens de consommation	1,3%
Agroalimentaire	1,2%
BTP	0,9%
Commerce international matieres premieres	0,6%
Services collectivites	0,2%
Autres	0,2%
TOTAL	100,0%

83% des provisions collectives sur le secteur Finance / Assurance sont constitués de provisions sur les CDPC (Credit Derivative Product Companies).

Evolution des provisions collectives

en millions d'euros	Stock de provision au 31/12/09	Dotation(+) Reprise(-)	Ecart de conversion	Stock de provision au 30/06/10
Sectoriel	1 087,2	-23,3	72,8	1 136,6
Geographique	110,6	-19,8	12,1	102,8
TOTAL	1 197,8	-43,2	84,9	1 239,5

La reprise sectorielle comprend une reprise de - 44.1 millions d'euros au titre des CDPC et une dotation de + 20.8 millions d'euros au titre du sectoriel pur.

Valeurs exposées au risque par note (équivalent S&P) pour les classes d'actif Souverain, Banque, Entreprise (hors financements spécialisés) traitées en IRB

Répartition des expositions en risque par note interne (équivalent S&P) pour les classes d'actifs traitées en méthode IRB (Souverain, Banque, Entreprise) après exclusion :

- des financements spécialisés (traités en approche Slotting Criteria, soit avec pondération en fonction de la note interne du montage et non de la contrepartie) ;
- des expositions sur actions (traitées en approche pondération simple) ;
- des encours traités en pools (créances achetées) ;
- des ajustements comptables.

Grade	Note interne	Répartition en %	
		30/06/2010	31/12/2009
Investment Grade	AAA	3,1%	5,1%
	AA+	0,3%	0,7%
	AA	2,7%	3,5%
	AA-	23,6%	13,8%
	A+	15,2%	16,2%
	A	8,8%	9,0%
	A-	4,4%	5,4%
	BBB+	7,1%	7,7%
	BBB	6,2%	7,2%
	BBB-	7,2%	7,6%
Investment Grade		78,7%	76,3%
Non Investment Grade	BB+	4,8%	5,3%
	BB	3,2%	3,5%
	BB-	3,2%	3,4%
	B+	2,2%	3,2%
	B	1,0%	0,8%
	B-	0,7%	0,6%
	CCC+	0,3%	0,4%
	CCC	0,0%	0,1%
	CC	0,0%	0,0%
	C	0,1%	0,1%
Non Investment Grade		15,4 %	17,3%
Non noté	Non noté	3,6%	3,6%
Défaut	D	2,3%	2,8%
TOTAL		100%	100%

La répartition des expositions confirme la qualité d'ensemble du portefeuille de crédit avec une part supérieure à 78.7% en investment grade, en progression par rapport au 31/12/2009. La part des encours non noté est stable à 3,6%.

6.1.5.2. Risques opérationnels

Sans changement.

6.1.5.3. Risques de marché

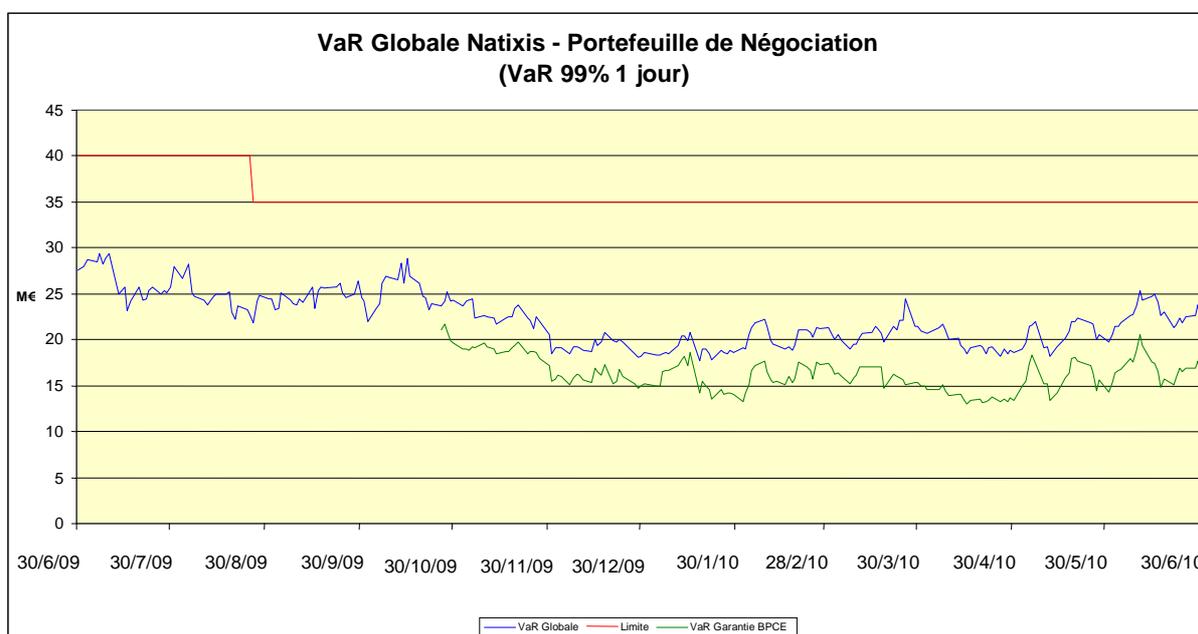
6.1.5.3.1. Données quantitatives de mesure des risques de marché de Natixis

Evolution de la VaR sur le périmètre de Natixis

Le niveau de VaR 99 % 1 jour des portefeuilles de négociation de Natixis s'est établi en moyenne à 22.2 millions d'euros sur un an, avec un maximum constaté de 29.4 millions d'euros le 10 juillet 2009 et une valeur de 21.6 millions d'euros au 30 juin 2010.

Le niveau de la VaR – comme en témoigne le graphe ci-dessous – a été affecté au cours du 2^{ème} trimestre par une hausse de la volatilité liée à la situation des marchés (crise sur les souverains européens) qui a été compensée, en partie, par une réduction des positions.

Les positions logées dans la GAPC, en grande partie illiquides, en ont donc subi l'effet plus sensiblement que celles de la banque pérenne, qui ont pu être réduites.



Ventilation de la VaR globale négociation par classe de risque

	VaR Monte-Carlo 99% 1 jour			
	30/06/10	31/12/09	Différence	Moyenne
Périmètre NATIXIS Négociation				
NATIXIS				
Risque de Taux	10,8	10,7	0,1	13,0
Risque Action	3,9	4,6	-0,7	6,3
Risque spécifique Action	0,8	0,9	-0,1	1,1
Risque spécifique de Taux	18,0	15,8	2,2	16,7
Risque de Change	1,6	2,5	-0,9	3,1
Total des classes de risques	35,0	34,4		
Effets des compensations	-13,4	-15,8		
VAR consolidée	21,6	18,6		22,2

A périmètre équivalent et sans tenir compte de la garantie BPCE, les principales VaR de marché des portefeuilles de négociation de Natixis s'établissent au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2010 comme suit (VaR Monte Carlo 99 %, 1 jour) :

VaR Monte-Carlo 99% 1 jour					
	Niveau 30/06/10	Niveau 31/12/09	Différence	Limite	Moyenne (an)
Périmètre NATIXIS Négociation					
NATIXIS Négociation	21,6	18,6	3	35	22,2
Pérenne Négociation	10,1	10,3	-0,2	32	12,1
Debt & Financing Négociation	0,5	0,6	-0,1	1,2	0,7
Marchés de capitaux Négociation	10	10,2	-0,2		12
CORP Négociation	2,8	3,3	-0,5	11,8	3,9
EC Equity Cash Négociation	0,2	0,5	-0,3		0,5
EDA Négociation	5,4	5,2	0,2	12,5	5,2
FI Fixed Income - Négociation	8,8	6,8	2	20	8,7
STR Structuration Négociation	0	0	0		0
Tréso et Arbitrage Négociation	4,4	5,5	-1,2		5,7
Supervision et gestion active des risques Négociation	0,2	0,4	-0,2		1,1
Cantonné Négociation	21,7	17,1	4,7	25	20,4
GAPC0 Management Négociation	0,1	0,1	0		0,1
GAPC1 Structured Credit Europe Négociation	13,9	9,2	4,6	15	11,5
GAPC2 Négociation	8,6	7,8	0,8	11,4	7,5
GAPC3 Vanilla Credit Négociation	1,6	6,1	-4,5	5	5,6
GAPC4 Credit Correlation Négociation	12,2	10,5	1,7	15	12,4
GAPC5 Interest Rate Derivatives Négociation	5,7	6,9	-1,2	15	7,8
GAPC7 Equity Derivatives Négociation	1,1	1,5	-0,4	2	1,5
GAPC8 Alternative Assets Négociation	1,2	1,3	0	5	1,6

VaR garantie BPCE

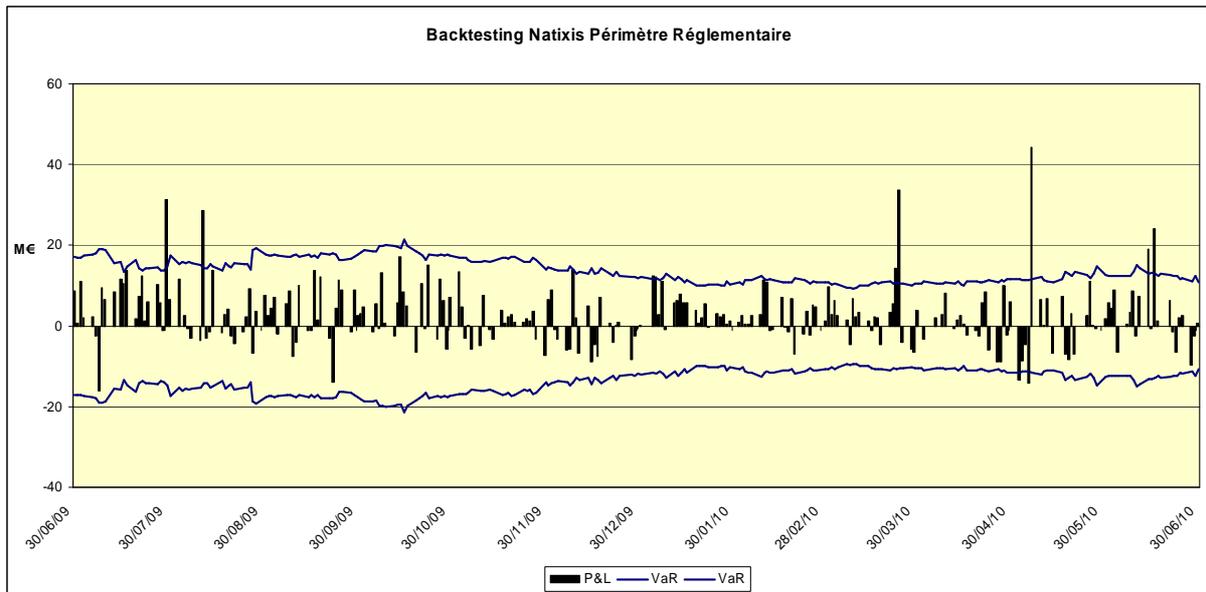
Le tableau suivant présente les chiffres de VaR avant et après prise en compte de la garantie BPCE, et l'impact de cette dernière.

	Limite	VaR avant prise en compte de la garantie BCPE 30/06/10	VaR après prise en compte de la garantie BCPE 30/06/10	Ecart
Périmètre NATIXIS Négociation				
NATIXIS Négociation	35	21,6	16	5,6
Pérenne	32	10,1	10,1	0
Debt & Financing	1,2	0,5	0,5	0
Marchés de capitaux		10	10	0
CORP	11,8	2,8	2,8	0
EC Equity Cash		0,2	0,2	0
EDA	12,5	5,4	5,4	0
FI Fixed Income	20	8,8	8,8	0
Tréso et Arbitrage		4,4	4,4	0
Supervision et gestion active des risques		0,2	0,2	0
CPM Couverture	5	0,2	0,2	0
Cantonné	25	21,7	14,2	7,5
GAPC1 Structured Credit Europe	15	13,9	2	11,9
GAPC2	11,4	8,6	2,8	5,9
GAPC3 Vanilla Credit	5	1,6	0,7	0,9
GAPC4 Credit Correlation	15	12,2	12,2	0
GAPC5 Interest Rate Derivatives	15	5,7	5,7	0
GAPC7 Equity Derivatives	2	1,1	1,1	0
GAPC8 Alternative Assets	5	1,2	1,2	0

Backtesting de Natixis sur le périmètre réglementaire

La robustesse de l'indicateur de VaR est régulièrement mesurée par comparaison avec les variations des résultats quotidiens de trading : cet exercice permet de confronter à posteriori le potentiel de perte, tel que prévu ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées.

Le graphique présenté ci-dessous rend compte de cet exercice réalisé sur le périmètre réglementaire.

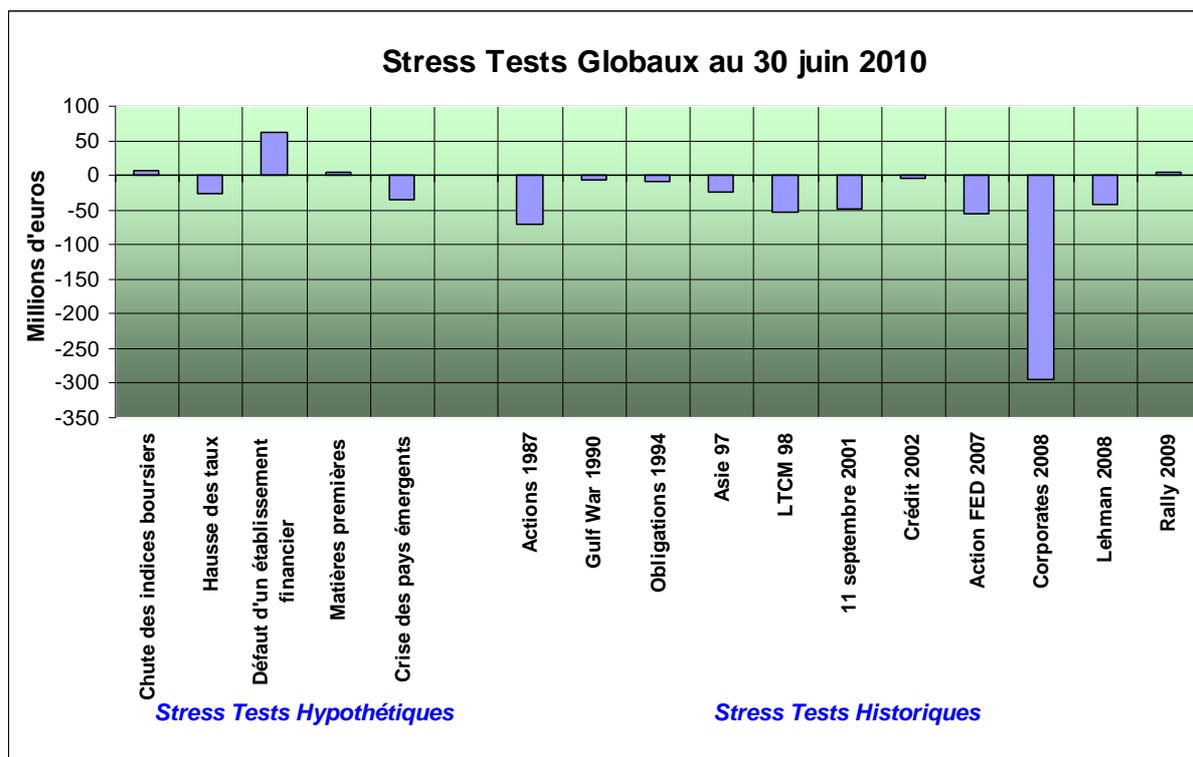


Sur une période d'1 an glissant, deux exceptions de backtesting se sont produites les 3 et 5 mai 2010 : elles résultent des fortes tensions de marché (écartement des spreads souverains et chute des indices boursiers notamment) observées sur la période de crise sur les Souverains.

Résultats des stress tests

Natixis a poursuivi ses travaux de recalibrage et de redéfinition des stress tests globaux (hypothétiques et historiques). Deux nouveaux stress tests historiques (venant compléter les neuf déjà existants) ont été mis en œuvre.

- un scénario de type « crise systémique », fondé sur les données historiques du 14 au 24 octobre 2008, période pendant laquelle les marchés ont été extrêmement volatils ;
- un scénario de type rally boursier haussier, fondé sur l'envol des marchés actions en mars 2010 qui s'est accompagné d'une détente des spreads de crédit et d'une hausse des marchés commodities.



N.B. chiffres avant effet de la garantie reçue de BPCE sur certains actifs de la GAPC.

6.1.5.4 Risque de liquidité

6.1.5.4.1 La gestion de la liquidité au premier semestre 2010

Le premier semestre a été marqué à partir d'avril par la crise sur certaines dettes souveraines de la zone euro entraînant une aversion des investisseurs américains - traditionnellement pourvoyeurs de liquidité dans la zone euro - pour les signatures bancaires européennes avec pour corollaire, une raréfaction et un raccourcissement de la liquidité des termes et une hausse des spreads de liquidité et des CDS des signatures bancaires. Cette situation n'a pas affecté le marché du jour le jour où la circulation de la liquidité est demeurée excellente (Natixis ayant du reste conservé des positions globalement prêteuses au jour le jour sur le semestre). Dans ce contexte, Natixis n'a pas rencontré de difficultés pour couvrir ses besoins de refinancement et piloter son impasse de liquidité à court terme.

Concernant le programme de refinancement moyen terme, l'avance prise au premier trimestre et la réapparition d'intérêts pour des émissions structurées a permis d'atteindre un taux de réalisation de plus de 60% à fin juin 2010.

6.1.5.5 Risques juridiques

6.1.5.5.1 Risques juridiques mentionnés dans le document de référence 2009

Deux litiges figurant dans le document de référence 2009 ont connu une évolution sensible depuis sa publication.

Jerry Jones et autres. c/Harris Associates L.P.

Par décision en date du 30 mars 2010, la Cour Suprême des Etats-Unis a renvoyé le cas devant la Cour d'Appel (Court of Appeals for the Seventh Circuit) afin que la Cour détermine si la décision du District Court en faveur d'Harris Associates L.P. doit être infirmée ou confirmée.

Recours collectifs aux États-Unis relatifs aux opérations Municipal Guaranteed Investment Contracts

Par décision en date du 26 avril 2010, la Cour a rejeté la demande d'irrecevabilité à l'encontre des actions individuelles déposée par la plupart des défendeurs, dont Natixis Funding et Natixis. La procédure va donc se poursuivre. Les défendeurs ont répondu à la plupart des plaintes déposés par les plaignants. Les parties sont entrées dans la phase du litige relatif à la communication préalable des pièces (discovery) dont l'étendue est actuellement négociée.

6.1.5.5.2 Risque juridique postérieur à la clôture du 30 juin 2010

Le 2 août 2010, Goldman Sachs International (GSI) a initié une procédure à l'encontre de Natixis devant la Haute Cour de Justice anglaise ('High Court of Justice'). Cette procédure se rapporte à trois transactions sur des dérivés de crédit ('credit default swaps') entre GSI et Natixis, transactions liées à certaines tranches d'un véhicule structuré par Goldman Sachs appelé "Altius IV Funding". Selon les termes de ces contrats de swap, Natixis disposait de certains droits, parmi lesquels le droit d'invoquer dans certaines circonstances un "événement supplémentaire de fin de contrat" ("Additional Termination Event" ou ATE) dans le cadre de chacun de ces contrats de swap. Aux termes des éléments déposés auprès de la Haute Cour de Justice, GSI conteste qu'un ATE se soit produit car, selon GSI, GSI n'a pas contrevenu à ses obligations envers Natixis. Natixis exprime sa surprise quant au déclenchement d'une procédure contentieuse à son encontre par GSI, et, bien que n'ayant pas encore remis à la justice son dossier de défense, Natixis conteste les termes de la plainte déposée par GSI.

6.1.5.6 Risques assurance : évolution des risques de Coface

Plus de 98% des risques sont notés par un rating sophistiqué ou par un score.

Ce dispositif a permis à Coface de préparer « l'après crise » en mettant en place une gestion du risque segmentée reposant sur 3 plages de risques délimités respectivement par les notes AAA à BBB-, les notes BB+ à BB- et les notes B+ et moins.

Les encours correspondant à ces segments sont valorisés en leur appliquant un coefficient de pondération déduit des analyses de taux de défaut (les coefficients étant x1, x3, x9).

On peut ainsi créer au niveau global du portefeuille, mais aussi de celui de chaque entité de souscription, un indicateur intégrant la qualité du risque nommé le RWE (Risk Weighted Exposure).

L'évolution de ce RWE est surveillée mensuellement. Il est intéressant de noter que de Mars 2009 à Juin 2010 l'encours global de Coface a été réduit de 10% alors que l'encours

pondéré (RWE) a dans le même temps été réduit de 25%, ce qui montre une amélioration significative de la composition du portefeuille des risques.

La politique de souscription des risques est naturellement adaptée à cette segmentation, priorité étant donnée à un assouplissement des règles de souscription sur les meilleures catégories, dont les effets sont contrôlés par la mesure mensuelle, pour chaque entité de souscription, du taux d'acceptation sur chaque segment.

Enfin il est rappelé que tous les risques importants font l'objet d'un suivi centralisé tant en stock qu'en flux mensuel.

✓ **Diversification du portefeuille de risques de crédit de Coface**

Compte tenu de la répartition des expositions par tranches d'encours (cf. tableau ci-après), Coface a adapté ses outils de mesure individuelle de la qualité du risque en privilégiant l'utilisation d'outils de notations performants mais lourds pour les tranches d'expositions supérieures à 1 million d'euros, qui sont celles où on note les plus fortes concentrations d'encours.

Expositions au risque sur les débiteurs à fin Juin 2010**Polices signées hors opérations pour le compte de l'Etat/Tous produits garantis**

Tranche Encours Total Débiteur	Encours en millions d'euros	Nombre de limites	Nombre d'acheteurs	% d'encours
refus	-	863 207	629 128	0,0%
1 - 10 K€	4 103	569 175	523 409	1,1%
11 - 20 K€	6 390	483 867	380 014	1,7%
21 - 30 K€	4 148	268 050	157 355	1,1%
31 - 40 K€	3 776	207 816	102 657	1,0%
41 - 50 K€	4 855	185 199	101 360	1,3%
51 - 60 K€	3 059	131 609	53 933	0,8%
61 - 70 K€	2 758	109 165	41 285	0,7%
71 - 80 K€	3 039	99 954	39 525	0,8%
81 - 90 K€	2 069	75 060	23 952	0,5%
91 - 100 K€	4 640	100 431	47 088	1,2%
101 - 150 K€	11 214	292 392	89 637	3,0%
151 - 200 K€	9 716	201 921	54 830	2,6%
201 - 300 K€	15 142	272 258	61 051	4,0%
301 - 400 K€	12 324	185 695	35 204	3,3%
401 - 500 K€	10 423	138 516	23 094	2,8%
501 - 800 K€	24 020	271 509	37 904	6,4%
801 K€- 1 M€	12 346	118 409	13 752	3,3%
1 M€ - 2 M€	40 396	307 560	28 943	10,7%
2 M€- 5 M€	56 228	272 735	18 413	14,9%
5 M€ - 10 M€	40 364	124 914	5 843	10,7%
10 M€ - 50 M€	68 893	126 524	3 681	18,3%
50 M€ - 100 M€	17 294	14 349	259	4,6%
100 M€ - 200 M€	9 969	6 279	76	2,6%
200 M€ et +	9 560	4 317	27	2,5%
Total	376 726	5 430 911	2 472 420	100,0%

6.1.5.7 Expositions sensibles selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière (données revues par les commissaires aux comptes dans le cadre de la revue limitée des comptes semestriels consolidés)

Natixis est exposée aux risques suivants au 30 juin 2010.

Expositions des CDO d'ABS à composante subprime

Les CDO d'ABS à composante subprime présentent une exposition brute de 2 114 millions d'euros au 30 juin 2010. Des pertes de valeur ont été constatées pour 38 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) au premier semestre 2010 portant l'encours de dépréciations cumulées à 1 388 millions d'euros.

En millions d'euros	Total des expositions
Exposition nette au 31 décembre 2009 (après pertes de valeur)	883
Variation sur les expositions (Remboursement et effet change)	-119
Perte de valeur sur le premier semestre 2010 en M€	-38
Exposition nette au 30 juin 2010 (après pertes de valeur)	726

Expositions sur les réhausseurs de crédit

en millions d'euros	Données au 30 juin 2010			Données au 31 décembre 2009		
	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur
Protections sur CDO subprime	490	147	(100)	567	79	(53)
Protections sur CDO non subprime	-	-	-	-	-	-
Protections sur CLO	5 877	279	(159)	5 430	249	(135)
Protections sur RMBS	662	126	(46)	643	178	(74)
Protections sur CMBS	780	31	(28)	876	44	(40)
Autres risques	9 602	2 963	(1 589)	8 566	2 571	(1 439)
Total	17 412	3 546	(1 922)	16 082	3 121	(1 741)

Données en millions d'euros	30-juin-10	31-déc-09
Exposition avant ajustements de valeur	3 546	3 121
Ajustements de valeur	(1 922)	(1 741)
Provisions collectives	-	-
Exposition résiduelle	1 624	1 380
% de décote	54%	56%

Le stock de réfections progresse sur le premier semestre 2010 pour 181 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) sous l'effet principal de l'évolution de parité euro / dollar, la majorité des opérations à laquelle il est afférent étant conclue en dollars portant le stock total de réfections à 1 922 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 1 741 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Portefeuilles de RMBS US dont RMBS « Subprime »

Les expositions dans les comptes du 30 juin sont les suivantes :

RMBS US (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/09	Variations de valeur 2010	Autres variations	Exposition nette au 30/06/10
Portefeuille de transaction	21	-1	11	31
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	0	0	0
Portefeuille de prêts et créances	1 383	-18	158	1 523
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0	0	0	0
Non wrapped	1 403	-19	168	1 553
Portefeuille de transaction	5	0	9	14
Portefeuille de prêts et créances	413	19	17	449
Wrapped	418	19	26	463
Portefeuille de transaction	66	-1	-3	63
Portefeuille de prêts et créances	3 103	0	-163	2 941
US Agencies	3 170	-1	-165	3 004
TOTAL	4 990	0	30	5 020

% exposition nette garantie BPCE 32%

Les ventilations par notation et par nature de sous-jacent des RMBS US se présentent comme suit au 30 juin 2010.

Ventilation par notation	en %	Ventilation par sous-jacent	en %
AAA	65%	US Agencies	59%
AA	4%	Prime	9%
A	1%	Alt-A	14%
BBB	1%	Subprime	12%
BB	2%	Autres	6%
B	6%		
CCC	11%	TOTAL	100%
CC	6%		
C	3%		
D	1%		
TOTAL	100%		

RMBS européens

Expositions nettes RMBS UK

RMBS UK (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/09	Pertes de valeur 2010	Autres variations	Exposition nette au 30/06/10	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	123	2	-5	120	29	20	17	22				31
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	13	0	-13	0								
Portefeuille de prêts et créances	435	-3	-21	412	324	58	26	4				
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	121	-2	-3	116	3	8	25	31	41	8	0	
TOTAL	693	-3	-43	648	356	86	68	57	41	8	0	31

% exposition nette garantie BPCE

Expositions nettes RMBS ES

RMBS ES (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/09	Pertes de valeur 2010	Autres variations	Exposition nette au 30/06/10	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	71	-3	-4	64	40	6	13			5		
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	8	0	-8	0		0						
Portefeuille de prêts et créances	522	0	-31	491	361	65	64		1			
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	19	0	-2	17	8	1	3	3	1	1	0	
TOTAL	619	-3	-45	572	408	72	80	3	2	6	0	0

% exposition nette garantie BPCE

CMBS

CMBS (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/09	Variations de valeur 2010	Autres variations	Exposition nette au 30/06/10
Portefeuille de transaction	146	-44	25	128
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	0	0	0
Portefeuille de prêts et créances	154	2	17	173
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	163	3	0	167
TOTAL	464	-39	42	467

% exposition nette garantie BPCE

Ventilation par notation	en %
AAA	43%
AA	20%
A	18%
BBB	9%
BB	8%
B	1%
CCC	1%
TOTAL	100%

Ventilation par pays	en %
Royaume Uni	12%
Etats-Unis	34%
Europe	54%
TOTAL	100%

Expositions sur les financements LBO

Les portefeuilles LBO se présentent, comme suit, par portefeuille comptable.

en millions d'euros	30-juin-10		31-déc-09	
Parts finales				
Nombre de dossiers		364		384
Engagements	5 499		5 167	
Parts à vendre				
Nombre de dossiers		1		2
Engagements	67		79	
Total Prêts et créances	5 566		5 246	
Parts à vendre				
Nombre de dossiers	0	0	0	0
Engagements	0	0	0	0
Total Prêts à la juste valeur	0	0	0	0

6.1.6 Structure financière et ratios réglementaires

- Analyse du bilan consolidé

ACTIF

<i>(En milliards d'euros)</i>	<i>30/06/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
<i>Actif à la juste valeur par le résultat et instruments dérivés de couverture</i>	<i>214,8</i>	<i>172,6</i>
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>33,5</i>	<i>31,5</i>
<i>Prêts et créances sur établissements de crédit</i>	<i>54,6</i>	<i>36,7</i>
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	<i>94,8</i>	<i>92,5</i>
<i>Titres reçus en pensions</i>	<i>82,7</i>	<i>59,8</i>
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	<i>5,3</i>	<i>5,5</i>
<i>Comptes de régularisation et actifs divers</i>	<i>56,1</i>	<i>50,6</i>
TOTAL ACTIF	541,7	449,2

PASSIF

<i>(En milliards d'euros)</i>	<i>30/06/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat et instruments dérivés</i>	213,0	175,9
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	93,0	70,3
<i>Dettes envers la clientèle</i>	28,7	20,0
<i>Titres donnés en pension</i>	74,0	54,3
<i>Dettes représentées par un titre</i>	34,5	41,3
<i>Autres passifs et provisions</i>	30,0	21,4
<i>Provisions techniques des contrats d'assurance</i>	38,6	36,6
<i>Dettes subordonnées</i>	7,8	8,1
<i>Capitaux propres</i>	22,1	21,4
TOTAL PASSIF	541,7	449,2

Le total du bilan consolidé s'établit à 541,7 milliards d'euros au 30 juin 2010 contre 449,2 milliards d'euros au 31 décembre 2009, soit une augmentation de 92,5 milliards d'euros ou + 21%. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des encours d'opérations évaluées à la juste valeur au bilan, des titres reçus ou donnés en pension et des prêts et créances et des dettes envers les établissements de crédit.

Emplois

Les actifs à la juste valeur par résultat et instruments dérivés de couverture s'élèvent à 214,8 milliards d'euros contre 172,6 milliards d'euros au 31 décembre 2009, soit une augmentation de 42,2 milliards d'euros provenant principalement de la hausse des valorisations des instruments dérivés fermes de taux. Ces actifs à la juste valeur se répartissent entre les instruments de trading pour 197,1 milliards d'euros, les instruments à la juste valeur sur option pour 14,9 milliards d'euros et les instruments dérivés de couverture pour 2,8 milliards d'euros.

Les actifs financiers disponibles à la vente de 33,5 milliards d'euros sont constitués pour 23,9 milliards d'euros de portefeuilles de placement de l'activité d'assurance vie, essentiellement en titres obligataires, et pour 9,6 milliards d'euros par le portefeuille de placement bancaire.

L'encours des prêts et créances sur établissements de crédit et banques centrales s'élève à 54,6 milliards d'euros, en augmentation de 17,9 milliards d'euros. Cette augmentation provient d'opérations de dépôts auprès des banques centrales dans le cadre de la gestion de la liquidité.

L'encours des crédits à la clientèle – y compris les opérations de crédit-bail et d'affacturage – s'élève à 94,8 milliards d'euros, en hausse de 2,3 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2009.

Les titres reçus en pension s'établissent à 82,7 milliards d'euros au 30 juin 2010, la hausse de 22,9 milliards d'euros provenant essentiellement des opérations traitées avec la clientèle. Ces emplois sont financés au passif principalement par les titres donnés en pension.

Ressources

Le refinancement des activités hors les pensions de titres et les instruments évalués à la juste valeur par le résultat est essentiellement opéré par les dettes envers les établissements de crédit et les dettes représentées par un titre.

Fonds propres et ratios réglementaires

Capital social

Le capital d'un montant de 4 653 020 308,80€ composé de 2 908 137 693 actions de 1,60 euro de nominal est resté inchangé entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010.

Fonds propres et ratio de solvabilité

Les fonds propres et les risques pondérés sont calculés en application de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par les arrêtés du 19 octobre 2007, du 11 septembre 2008 et du 29 octobre 2009, relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit mettant en œuvre la réforme « Bâle II ».

Le périmètre de consolidation prudentiel est établi sur base du périmètre de consolidation statutaire avec mise en équivalence des sociétés d'assurance Coface, Natixis Assurances et la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

L'entité EDF Investment Group est intégrée proportionnellement à hauteur d'un pourcentage de détention de 7%.

Les participations principales suivantes font l'objet d'une déduction des fonds propres :

<i>(En milliards d'euros)</i>	
Entité	Montant
Banque Populaire	4,7
Caisse d'Epargne	5,1
CACEIS	0,3
TOTAL	10,1

CFDI est la seule filiale de Natixis assujettie à titre individuel. La maison mère et les autres filiales françaises ayant le statut d'établissements de crédit ne sont pas assujetties sur base individuelle par autorisation de la Commission bancaire. Les fonds propres prudentiels s'établissent comme suit pour les arrêts considérés (toutes données après impact de la garantie) :

<i>(En milliards d'euros)</i>	<i>30/06/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>Variation</i>
Capitaux propres comptables	21,6	20,9	0,7
Retraitements, dont :			
Prévision de distribution de dividendes	- 0,3	-	- 0,3
Reclassements des hybrides et filtrage de la juste valeur	- 6,6	- 6,6	- 0,0
Hybrides	6,4	6,3	0,1
Ecarts d'acquisition	- 3,2	- 3,0	- 0,2
Autres retraitements prudentiels	0,4	0,3	0,1
Fonds propres de base	18,3	17,9	0,4
Déduction des fonds propres de base	- 5,5	- 5,2	- 0,2
Fonds propres Tier one Bâle II	12,8	12,7	0,2
Fonds propres complémentaires	7,6	7,8	- 0,2
Fonds propres sur-complémentaires	0,0	0,0	0,0
Déduction des fonds propres complémentaires	- 5,5	- 5,3	- 0,2
FONDS PROPRES TOTAUX	15,0	15,2	-0,2

Les **fonds propres « tier one »** s'établissent à 12,8 milliards d'euros au 30 juin 2010, en hausse de 0,2 milliard d'euros sur le semestre.

La hausse des capitaux propres comptables, à 21,6 milliards d'euros, provient principalement du résultat comptable du trimestre pour 1,0 milliard d'euros, et de l'augmentation de l'écart

de conversion (+ 0,6 milliard d'euros) induit par la hausse du dollar, en partie compensés par le remboursement en mars 2010 du solde de l'avance d'actionnaire (- 0,5 milliard d'euros) et par la prise en compte d'une distribution de 0,3 milliard d'euros au titre des TSS.

Les **fonds propres « tier one »** intègrent également une prévision de distribution de dividendes de -0,3 milliard d'euros (soit 50% du résultat net comptable du semestre, déduction faite de la rémunération à verser sur les TSS). A l'exception de l'augmentation des déductions au titre des écarts d'acquisition (+0,2 milliard d'euros, effet dollar) et de la valeur des CCI (+0,2 milliard d'euros), les retraitements prudentiels ne varient pas significativement.

Les fonds propres complémentaires sont en légère réduction principalement sous l'effet de la réduction de l'écart entre les provisions et les pertes attendues bâloises.

Les **risques pondérés Bâle II**, à 139.1 milliards d'euros après effet de la garantie financière accordée par BPCE (soit -10,4 milliards d'euros, en diminution de 0,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2009) sont en hausse de 8,2 milliards d'euros. Deux catégories de risques contribuent à cette évolution :

<i>(En milliards d'euros)</i>	<i>30/06/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>Variation</i>
<i>Risques de crédit</i>	<i>113,0</i>	<i>106,9</i>	<i>6,2</i>
<i>Risques de marché</i>	<i>20,9</i>	<i>18,9</i>	<i>2,0</i>
<i>Risques opérationnels</i>	<i>5,2</i>	<i>5,2</i>	<i>0,0</i>
<i>TOTAL RISQUES PONDERES</i>	<i>139,1</i>	<i>131,0</i>	<i>8,2</i>

La hausse des risques de crédit de 6,2 milliards d'euros s'explique notamment par l'effet change (hausse de 18% du dollar, soit + 5 milliards d'euros).

Les risques de marché augmentent de 2,0 milliards d'euros, en raison de l'impact temporaire de la cession d'une partie des risques du book de corrélation (+3,8 milliards d'euros), contrebalancé notamment par une opération de rehaussement de la qualité de crédit de certaines expositions de GAPC (- 0,6 milliard d'euros) et la baisse de la Var (-0,8 milliard d'euros).

Les risques opérationnels, réactualisés uniquement en fin d'exercice, sont stables.

Le **ratio** des fonds propres de base **Tier one** résultant de ces évolutions s'élève à 9,2% au 30 juin 2010 contre 9,7% au 31 décembre 2009. Le ratio Core Tier one, hors titres hybrides, s'établit à 8,1% au 30 juin 2010.

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Exigences de fonds propres	11 130	10 478
Exigences de fonds propres au titre du risque de crédit, risque de dilution et règlement-livraison	9 041	8 552
Risque de crédit – approche standard	1 185	1 219
Administrations centrales et banques centrales	-	-
Etablissements	53	50
Entreprises	565	574
Clientèle de détail	194	201
Actions	136	136
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	31	29
(Dont valeur actuelle de la valeur résiduelle en risque des contrats de location financement)	31	-
Positions de titrisation	206	228
Risque de crédit – approche notations internes	7 856	7 333
Administrations centrales et banques centrales	22	9
Etablissements	884	817
Entreprises	5 595	5 216
Clientèle de détail	0	0
Actions	648	644
Positions de titrisation	132	163
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	575	486
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché	1 671	1 508
Exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel	416	416
Autres exigences de fonds propres et exigences transitoires	2	1

6.1.7 Refinancement

L'année 2010 a été marquée par une nouvelle crise que les banques européennes ont traversée, réduisant fortement la circulation de la liquidité.

Au premier trimestre les établissements bancaires français constatent une normalisation de leur refinancement sur les marchés. Au deuxième trimestre, la crise induite par le déficit public des pays périphériques de la zone euro a de nouveau plongé le marché dans une crise de liquidité comparable aux années 2008 et 2009.

Cette nouvelle défiance à l'égard des spreads de crédit et du refinancement des banques s'est aussi accompagnée de deux mesures restrictives. D'une part, les fonds monétaires américains ont été contraints de réduire leur duration et d'autre part, les banques françaises ont été soumises à un nouveau ratio de liquidité réglementaire plus contraignant.

Refinancement court terme

Le bilan refinancé à court terme de Natixis est resté globalement stable tout au long du premier semestre. La répartition entre les principales devises est maintenue au bilan. Les programmes de refinancement et les implantations de la Trésorerie (Paris, New-York, Hong-Kong et Singapour) donnent à Natixis une autonomie de couverture en adéquation avec ses besoins quelle que soit la zone géographique.

L'optimisation de son collatéral, mise en œuvre en 2009, a permis une gestion active de sa caisse titre et une optimisation de son coût de refinancement. Cette politique a pris toute son importance au moment de la crise de liquidité intervenue au second trimestre. Les interventions ponctuelles de la BCE et de la FED pour répondre à la situation de marché ont alors bénéficié à Natixis et ont permis de sécuriser son passif.

Des actions commerciales ont été menées auprès de nos principaux pourvoyeurs de liquidité tout au long du semestre. Enfin, des synergies ont été déployées avec les différentes entités du Groupe et notamment avec l'actionnaire de référence de Natixis. Tous ces éléments ont permis de sécuriser le refinancement à court terme de la banque dans ce contexte de stress de liquidité pour les banques européennes.

Refinancement moyen et long terme

Le premier semestre a vu la poursuite du programme de refinancement à moyen et long terme de Natixis résultant d'une part de l'élargissement de la base des actifs à refinancer à plus d'un an et de l'augmentation, d'autre part des ratios de couverture de ces actifs. Cela s'est traduit globalement par un rallongement des ressources levées au premier semestre 2010.

Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la structure du refinancement du premier semestre 2010 a été marquée aussi par le changement d'organisation intervenu à la création du groupe BPCE qui se traduit par une centralisation des émissions à moyen et long terme au niveau de BPCE. Pour l'ensemble des ressources levées qu'elles soient sous forme senior ou subordonnée, BPCE centralise sous sa propre signature la liquidité nécessaire au Groupe. Sur le premier semestre, 5.6 milliards d'euros de liquidité à moyen et long terme ont été empruntés sous forme senior par Natixis auprès de sa maison mère.

Seules les émissions structurées font encore l'objet d'émissions spécifiques sous la propre signature de Natixis. Ces ressources nettes des rachats et exercices de calls sur

les émissions passées, ainsi que les dépôts clientèle à plus d'un an s'élèvent à 2.5 milliards d'euros sur le premier semestre 2010.

Natixis a par ailleurs procédé au rachat à hauteur de 1 milliard d'euros de titres supersubordonnés que BPCE avait souscrit en juin 2009 pour faire bénéficier Natixis du dispositif de l'Etat de soutien en fonds propres des banques françaises (SPPE) dont elle avait elle même bénéficié. Ce rachat a été partiellement financé par la souscription par BPCE d'une nouvelle émission de titres subordonnés d'un montant de 750 millions d'euros.

6.2 Eléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes)

Bilan consolidé

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

Tableau des flux nets de trésorerie

Sommaire des notes annexes

Note 1	Principes comptables
Note 2	Périmètre de consolidation
Note 3	Notes relatives au bilan
Note 4	Notes relatives au compte de résultat
Note 5	Notes relatives a l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Note 6	Information sectorielle
Note 7	Autres informations
Note 8	Evénements postérieurs à la clôture

BILAN CONSOLIDE ACTIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Caisse, Banques Centrales		11 178	3 514
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	223 990	181 226
Instruments dérivés de couverture		2 789	2 341
Actifs financiers disponibles à la vente	3.2	33 472	31 496
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.4	85 762	68 677
<i>dont activité institutionnelle</i>			
Prêts et créances sur la clientèle	3.4	123 133	105 903
<i>dont activité institutionnelle</i>		638	512
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		5 219	5 485
Actifs d'impôts courant		524	396
Actifs d'impôts différés		3 390	3 073
Comptes de régularisation et actifs divers		35 481	31 922
Actifs non courants destinés à être cédés		1 425	472
Participations dans les entreprises mises en équivalence		10 205	9 893
Immeubles de placement		956	916
Immobilisations corporelles		543	551
Immobilisations incorporelles		748	718
Ecarts d'acquisition	3.6	2 825	2 635
TOTAL ACTIF		541 640	449 218

BILAN CONSOLIDE PASSIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Banques centrales		873	212
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	219 213	181 531
Instruments dérivés de couverture		949	629
Dettes envers les établissements de crédit		131 989	95 510
<i>dont activité institutionnelle</i>		55	55
Dettes envers la clientèle		55 598	42 545
<i>dont activité institutionnelle</i>		762	743
Dettes représentées par un titre	3.7	34 532	41 280
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		305	179
Passifs d'impôts courants		533	417
Passifs d'impôts différés		362	275
Comptes de régularisation et passifs divers		27 034	18 784
<i>dont activité institutionnelle</i>		1	3
Dettes sur actifs destinés à être cédés		417	357
Provisions techniques des contrats d'assurance		38 630	36 568
Provisions	3.8	1 353	1 382
Dettes subordonnées	3.9	7 765	8 140
Capitaux propres part du groupe		21 625	20 918
- Capital et réserves liées		10 035	12 081
- Réserves consolidées		11 437	12 176
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(833)	(1 631)
- Résultat de l'exercice		986	(1 707)
Intérêts minoritaires		462	490
TOTAL PASSIF		541 640	449 218

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Intérêts et produits assimilés	4.1	3 518	5 565
Intérêts et charges assimilées	4.1	(1 882)	(3 967)
Commissions (produits)	4.2	1 714	1 684
Commissions (charges)	4.2	(703)	(912)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	529	(1 281)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	11	(353)
Produits des autres activités	4.5	2 434	2 882
Charges des autres activités	4.5	(2 337)	(2 944)
Produit Net Bancaire		3 284	674
Charges générales d'exploitation	4.6	(2 165)	(2 291)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		(100)	(107)
Résultat Brut d'exploitation		1 019	(1 724)
Coût du risque	4.7	(157)	(2 214)
Résultat Net d'exploitation		862	(3 938)
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	4.8	248	270
Gains ou pertes sur autres actifs		(32)	20
Variation de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôt		1 078	(3 648)
Impôts sur les bénéfices	4.9	(76)	949
Résultat sur activité abandonnée			
Résultat net de la période		1 002	(2 699)
dont:			
- Part revenant au Groupe		986	(2 722)
- Part revenant aux intérêts minoritaires		16	23
Résultat par action			
<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>		0,23	(0,94)
Résultat dilué par action			
<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>		0,23	(0,94)

**ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Ecarts de conversion		771	65
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		4	126
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		22	(80)
Quote part de gains ou pertes directement comptabilisés en capitaux propres sur entités mises en équivalence		(18)	(57)
Impôts		22	(2)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		800	51
Résultat net		1 002	(2 699)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 802	(2 648)
	Dont part du Groupe	1 785	(2 675)
	Dont part des intérêts minoritaires	17	27

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros

	Capital et réserves liées		Réserves consolidées				Gains / pertes directement comptabilisés en capitaux propres			Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Avances d'actionnaires	Autres instruments de capitaux propres émis	Elimination des titres auto détenus	Autres réserves consolidées	Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 30 juin 2009	4 653	7 428	1 500		(112)	5 555	(207)	(1 175)	(539)	(2 722)	14 380	666	15 047
Augmentation de capital											0	11	11
Avances d'actionnaires			(1 000)								(1 000)		(1 000)
Rémunération des avances d'actionnaires						(25)					(25)		(25)
Elimination des titres auto-détenus					93	(29)					64		64
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions						12					12		12
Distribution 2009 au titre du résultat 2008											0	0	0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	(1 000)	0	93	(42)	0	0	0	0	(949)	11	(938)
Emissions de TSSDI et d'actions de préférence				6 221							6 221		6 221
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence											0		0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							(62)	312	40		290	17	307
Résultat du deuxième semestre 2009										1 016	1 016	32	1 047
Effet des acquisitions et des cessions											0	(235)	(235)
Autres						(38)					(38)	(1)	(39)
Capitaux propres au 31 décembre 2009	4 653	7 428	500	6 221	(19)	5 474	-269	-863	(500)	(1 707)	20 918	490	21 409
Affectation du résultat de l'exercice 2009		(2 046)					339			1 707	0		
Capitaux propres au 31 décembre 2009 après affectation du résultat	4 653	5 382	500	6 221	(19)	5 813	-269	-863	-500	0	20 918	490	21 409
Avances d'actionnaires			-500								-500		-500
Rémunération des avances d'actionnaires						-22					-22		-22
Elimination des titres auto-détenus					4	2					6		6
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions						6					6		6
Distribution 2010 au titre du résultat 2009											0	-14	-14
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	-500	0	4	-15	0	0	0	0	-511	-14	-525
Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence				-232		-18					-250		-250
Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence						-289					-289		-289
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							771	3	25		799	1	800
Résultat au 30 juin 2010										986	986	16	1 002
Effet des acquisitions et des cessions						-10					-10	-34	-44
Autres						-18					-18	3	-15
Capitaux propres au 30 juin 2010	4 653	5 382	0	5 989	(15)	5 463	502	(860)	(475)	986	21 625	462	22 088

(1) Primes d'émission, réserve légale, réserves statutaires, réserve des plus values à long terme et autres réserves de Natixis

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse et des banques centrales ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, à l'exception de ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et aux immeubles de placement.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions des participations consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles de placement, d'immeubles donnés en location simple et aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires ainsi que les flux liés aux dettes et titres subordonnés. Ces derniers incluent notamment les titres super subordonnés à durée indéterminée et les actions de préférence qui ont été reclassés au 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres (cf. note 7.2.3)

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2009	1 ^{er} semestre 2009
Résultat avant impôts	1 078	(2 940)	(3 648)
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	123	251	127
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	1	17	4
+/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	2 175	4 026	3 131
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE	(248)	(425)	(271)
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(243)	(454)	(104)
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	292	83	280
+/- Autres mouvements	1 991	(8 985)	665
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	4 091	(5 487)	3 832
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	19 014	(4 335)	14 936
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 609)	(4 827)	(10 216)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(14 177)	18 783	(1 569)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(1 938)	911	692
- Impôts versés	(162)	(15)	(151)
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	1 128	10 517	3 692
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	6 297	2 090	3 876
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations ⁽¹⁾	250	1 262	1 170
+/- Flux liés aux immeubles de placement	(28)	48	55
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(94)	(247)	(132)
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	128	1 063	1 093
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(9)	(28)	1 465
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement ⁽²⁾	(1 389)	1 131	1 670
Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 398)	1 103	3 135
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	712	(2)	104
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 739	4 254	8 208
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	6 297	2 090	3 876
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	128	1 063	1 093
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(1 398)	1 103	3 135
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	712	(2)	104
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(3 056)	(7 310)	(7 310)
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	3 308	928	928
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	(6 364)	(8 238)	(8 238)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ⁽³⁾	2 683	(3 056)	898
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	10 321	3 308	8 010
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	(7 638)	(6 364)	(7 112)
Variation de la trésorerie nette	5 739	4 254	8 208

- (1) dont rachat des minoritaires pour - 36 M€ : Natixis Assurance Partenaires - 26 M€, Natixis Coficiné - 4 M€, BP Développement - 4 M€ ;
dont augmentation des souscriptions chez les CCI BP et CEP pour - 274 M€ et encaissement des dividendes reçus des CCI BP et CEP pour + 149 M€ ;
dont flux liés aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance pour + 409 M€.
- (2) dont remboursement de l'avance d'actionnaire pour - 500 M€, remboursement des titres super subordonnés pour -1 000 M€ et émission de nouveaux titres super subordonnés pour + 750 M€ courant le 1er semestre 2010 (cf. note 7.2.3) ;
dont rémunération des intérêts relatifs aux titres super subordonnés pour - 289 M€ et rémunération de l'avance d'actionnaire pour - 22 M€ (cf. note 7.2.2) nets des intérêts à payer pour + 215 M€.
- (3) y compris trésorerie disponible pour +141 millions d'euros présentée en actifs non courants destinés à être cédés en application d'IFRS 5 chez les entités du Capital Investissement pour + 92 M€ et chez Natixis Algérie pour + 49 M€.

Note 1 Principes comptables

1.1 Normes applicables

Les comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2010 comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS34 « Information financière intermédiaire ». Ces états résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2009 publiés dans le document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés financiers (AMF) le 30 avril 2010.

Ils sont composés :

- du bilan ;
- du compte de résultat ;
- de l'état net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- du tableau de variation des capitaux propres ;
- du tableau des flux de trésorerie ;
- et d'une sélection de notes annexes.

Ils sont présentés avec un comparatif au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2009.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2010 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Normes comptables appliquées » des comptes consolidés et annexes de l'exercice 2009 (présentés au chapitre 6 « Eléments financiers » du document de référence 2009), à l'exception de ceux relatifs aux normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et nouvellement applicables au 1^{er} janvier 2010 :

- normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » adoptées par la Commission européenne le 3 juin 2009 et applicables de façon obligatoire et de manière prospective aux transactions dont la date est postérieure au début du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} juillet 2009. Ces normes révisées modifient le traitement comptable applicable aux opérations d'acquisition et de cession d'entreprises.
 - ✓ Suivant les nouvelles dispositions de la norme IAS 27 révisée, les variations de pourcentages d'intérêt dans une entité contrôlée de manière exclusive sont comptabilisées directement en réserves consolidées part du groupe :
 - . en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt, l'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est comptabilisé en réserves consolidées part du groupe ;
 - . en cas de diminution du pourcentage d'intérêt, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable des intérêts minoritaires est également comptabilisé en réserves consolidées part du groupe.
- Au cours du premier semestre 2010, les variations de pourcentages d'intérêt dans les entités contrôlées de manière exclusive par Natixis ont généré une variation des réserves consolidées part du groupe de -10 millions d'euros.
- ✓ Suivant les dispositions de la norme IFRS 3 révisée, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode consiste à comparer, à la date d'acquisition, la somme de :
 - . la contrepartie payée au titre du regroupement,
 - . la juste valeur de la participation anciennement détenue par Natixis,
 - . la valeur des intérêts minoritaires,à la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés de l'entité acquise. La différence constitue un écart d'acquisition. Cet écart est enregistré directement en résultat s'il est négatif et dans le poste « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan consolidé s'il est positif.

Les intérêts minoritaires sont valorisés au choix de l'entité sur la base soit (i) de leur quote-part dans l'actif net acquis, soit (ii) de leur juste valeur à la date d'acquisition. Le choix est effectué pour chaque transaction.

Au 30 juin 2010, cette nouvelle méthode n'a pas eu à s'appliquer, compte tenu de l'absence de prise de contrôle de nouvelles entités sur le premier semestre 2010.

- norme IFRS 1 révisée « Première adoption des normes internationales d'information financière » adoptée par la Commission européenne le 25 novembre 2009. Cette révision consiste en une réorganisation de la structure de la norme afin d'en faciliter son utilisation. Elle est sans incidence sur les états financiers de Natixis ;
- amendement à la norme IFRS 1 intitulé "Exemptions additionnelles pour les premiers adoptants" adopté par la Commission européenne le 23 juin 2010. Cet amendement concerne les entités qui appliqueraient les normes IFRS pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2010. Il est donc sans incidence sur les comptes consolidés de Natixis ;
- amendement à la norme IFRS 5 relevant de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS adopté par la Commission européenne le 23 janvier 2009. Cet amendement n'a pas eu d'impact sur les états financiers de Natixis ;
- amendement à la norme IAS 39 intitulé « Eléments éligibles à la couverture » adopté par la Commission européenne le 15 septembre 2009. Cet amendement apporte des précisions sur l'application de la comptabilité de couverture à la composante inflation des instruments financiers et sur les contrats d'option, lorsqu'ils sont utilisés comme instrument de couverture. Cet amendement n'a pas eu d'effet sur les comptes consolidés de Natixis ;
- amendements à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » adoptés par la Commission européenne le 23 mars 2010. Ces amendements visent les transactions intra-groupes. Ils précisent la manière dont une filiale comptabilise, dans ses propres états financiers, les transactions dont le paiement est fondé sur des actions, lorsque le règlement est réalisé par une autre entité du groupe. Ces amendements n'ont pas eu d'effet sur la comptabilisation des plans de paiement en action de Natixis ;
- amendement « Améliorations aux normes internationales d'information financière » adopté par la Commission européenne le 23 mars 2010. Cet amendement relève du processus annuel d'amélioration qui vise à simplifier et à clarifier les normes comptables internationales. La plupart des modifications sont des clarifications ou des corrections de normes ou des modifications rendues nécessaires par des changements antérieurs apportés aux normes IFRS. Les normes et interprétations suivantes sont modifiées : IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », IFRS 8 « Secteurs opérationnels », IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », IAS 17 « Contrats de location », IAS 36 « Dépréciation d'actifs », IAS 38 « Immobilisations incorporelles », IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés », IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ». Ces amendements n'ont pas eu d'effet sur les états financiers de Natixis ;
- interprétation IFRIC 12 « Accord de concession de services » adoptée par la Commission européenne le 25 mars 2009. Cette interprétation apporte des précisions sur la comptabilisation, par les concessionnaires, des accords de concession de services public-privé. Elle ne s'applique pas aux activités de Natixis et est donc sans incidence sur ses états financiers ;

- interprétation IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers » adoptée par la Commission européenne le 22 juillet 2009. Cette interprétation ne trouve pas à s'appliquer aux activités de Natixis et est donc sans incidence sur ses états financiers ;
- interprétation IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net à l'étranger » adoptée par la Commission européenne le 4 juin 2009. L'interprétation IFRIC 16 clarifie la manière dont doivent être appliquées les prescriptions des normes IAS 21 et IAS 39 lorsqu'une entité couvre le risque de change qui découle de ses investissements dans une activité à l'étranger. Cette interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes consolidés de Natixis ;
- interprétation IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires » adoptée par la Commission européenne le 26 novembre 2009. L'interprétation IFRIC 17 précise la façon de comptabiliser les distributions de dividendes réalisées sous la forme d'actifs autre que de la trésorerie. Cette interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes consolidés de Natixis ;
- interprétation IFRIC 18 « Transfert d'actifs provenant de clients » adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2009. L'interprétation IFRIC 18 permet de déterminer dans quelles situations et quelles conditions le chiffre d'affaires correspondant à un transfert d'actif par un client, dans le cadre d'un contrat commercial, doit être comptabilisé. Cette interprétation ne s'applique pas aux activités de Natixis et est donc sans incidence sur ses états financiers.

Natixis n'a pas opté pour une application anticipée des normes, interprétations et amendements suivants, adoptés par l'Union européenne, au 30 juin 2010 :

- amendement à la norme IAS 32 relatif au « Classement des émissions de droits de souscription » adopté par la Commission européenne le 23 décembre 2009 et applicable de façon obligatoire aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} février 2010. Cet amendement modifie la comptabilisation des droits de souscription émis libellés dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Dès lors que certaines conditions sont réunies, ces droits ne sont plus comptabilisés comme des dérivés mais comme des instruments de capitaux propres. Cet amendement devrait être sans incidence sur les comptes consolidés de Natixis ;
- amendement à la norme IFRS 1 « Exemption limitée à la présentation d'informations comparatives relatives à IFRS 7 par les premiers adoptants » adopté par la Commission européenne le 30 juin 2010 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010. Cet amendement libère les premiers adoptants des IFRS de l'obligation de fournir les informations complémentaires prescrites par les amendements publiés en mars 2009, intitulés "Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers" (amendements apportés à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir »). Cet amendement n'affectera pas les états financiers de Natixis.

En outre, Natixis a tenu compte pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2010 :

- pour la valorisation de ses instruments financiers, de la recommandation publiée le 15 octobre 2008 par l'AMF, le Conseil National de la Comptabilité, la Commission bancaire et l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles, ainsi que du guide intitulé « Evaluation et informations à fournir sur la juste valeur lorsque les marchés deviennent inactifs » publié par l'IASB le 31 octobre 2008. Ces deux documents soulignent l'importance du recours au jugement pour déterminer la juste valeur des instruments dans un contexte de marché illiquide. Cette recommandation

a conduit Natixis à ne pas systématiquement recourir à des modèles utilisant des données observables compte tenu de l'illiquidité des marchés affectant certaines classes d'actifs ;

- pour la comptabilisation des rémunérations variables servies aux professionnels des marchés financiers, des travaux de Place initiés à la suite de la publication de l'arrêté du 3 novembre 2009 et de la norme professionnelle émise par la Fédération Bancaire Française le 5 novembre 2009 et synthétisés dans un document du Conseil National de la Comptabilité (CNC) ;
- pour l'information relative aux expositions à risques, de la déclinaison française des recommandations du Forum de Stabilité Financière (FSF). Ces informations présentées suivant le format proposé par la Commission bancaire dans son document « Note de présentation relative à la déclinaison française des recommandations formulées par le FSF en matière de transparence financière », publié le 29 mai 2008, ont été intégrées au chapitre « Gestion des risques » du rapport de gestion.

1.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. La crise financière a accentué le recours à des estimations comptables. Dans ce contexte les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2010.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur ou vendeur de la position nette, des risques de modèles, des risques de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché.

Les modèles de valorisation qui ont été utilisés pour l'évaluation d'instruments financiers devenus non liquides du fait de la crise financière sont présentés en note 1.3.

- Dépréciations des prêts et créances

Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par groupe homogène de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles), ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif Bâle II sur lequel se fonde le montant des provisions sur base de portefeuilles.

- **Evaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente »**

Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés est obtenue principalement par application des méthodes de valorisation PER (Price Earning Ratio) ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à prendre des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

- **Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)**

Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Des tests de dépréciation durable sont réalisés à chaque fois qu'un indicateur objectif de dépréciation met en exergue un risque d'impairment, et en tout état de cause au minimum une fois par an. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur d'utilité. Cette dernière est calculée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini (hors UGT de capital investissement évaluée à la juste valeur). La mise en oeuvre de cette méthode conduit à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondée sur les prévisions des plans à moyen terme à 5 ans des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par UGT.

Compte tenu de l'absence d'indicateurs objectifs de dépréciation au 30 juin 2010, aucun test de dépréciation n'a été réalisé.

- **Passifs sociaux**

Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Les taux d'actualisation, les taux d'évolution des salaires et les taux de rendement des actifs du régime reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la date d'arrêt (ex : taux de l'OAT pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements long terme, ces taux induisent sur la valorisation un facteur d'incertitude.

- **Passifs relatifs aux contrats d'assurance**

Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

- . En prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;
- . En assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats).
- . En assurance crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours qui représentent les estimations des

récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

- **Impôts différés**

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé, notamment par l'imputation de ces différences et pertes reportables sur des bénéfices imposables futurs.

Les actifs d'impôt différé ne sont donc pris en compte que s'il existe une perspective de récupération à un horizon déterminé.

Chez Natixis, la comptabilisation d'actif d'impôt différé repose sur des business plans fiscaux établis sur 5 ans et dérivés des plans à moyen terme des métiers. Selon ces projections, les opérations futures généreront suffisamment de bénéfice taxable pour utiliser les actifs d'impôt différé comptabilisés.

- **Autres provisions**

Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut-être estimé fiable. Pour la détermination de ce montant, Natixis est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

1.3 Méthodologie utilisée pour la détermination de la juste valeur des instruments financiers

1.3.1 Principes généraux

La juste valeur d'un instrument financier (actif ou passif financier) est le montant pour lequel un actif peut être échangé ou un passif remboursé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales.

A l'initiation, la juste valeur correspond normalement au prix payé ou perçu. Lors des exercices ultérieurs, la juste valeur doit être estimée et correspond :

- au prix coté lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et, que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale ;
- à une valeur déterminée à partir de différentes techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Ces techniques de valorisation peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, de justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas de produits complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché. Les valorisations issues de ces modèles tiennent compte, en fonction des instruments concernés et des risques associés, des réserves nécessaires, notamment du cours acheteur ou vendeur de la position nette et des risques de modèles.

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- baisse significative du niveau d'activité du marché ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- disparition du marché primaire ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (bid/ask) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

1.3.2 Niveaux de juste valeur

Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS7 amendée requiert que la juste valeur des instruments financiers comptabilisée au bilan soit ventilée suivant trois niveaux :

a) Niveau 1 : instruments financiers cotés sur un marché actif

Il s'agit des titres cotés et des dérivés négociés sur des marchés organisés, comme les futures et les options, qui se situent dans des zones de liquidité pouvant être démontrées comme telles (marché actif). L'ensemble des transactions négociées par Natixis sur des marchés listés entre dans cette catégorie.

b) Niveau 2 : instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres observables autres que les prix de cotation

Instruments simples :

La plupart des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur un marché actif, c'est-à-dire sur un marché liquide sur lequel des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu des modèles et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables. Ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats ;
- les parts d'OPCVM non cotées valorisées par leurs sociétés de gestion sur la base de la valeur des actifs détenus par les fonds (valeur liquidative) ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option. La valorisation de la composante « risque de crédit émetteur » repose sur la méthode d'actualisation des « cash flows » futurs utilisant des paramètres directement observables (courbe des taux swap, « spreads » de réévaluation ...). Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notional restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le « spread » de réévaluation et le « spread » moyen d'émission.

Instruments complexes :

Certains instruments financiers complexes et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un

modèle interne reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable des paramètres a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (via un contributeur reconnu si possible) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant un proxy peut être utilisé, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte des risques de contrepartie, de modèle, et de paramètre.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

c) Niveau 3 : instruments valorisés à partir de modèles peu répandus et/ou utilisant des paramètres non observables

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres utilisés, la marge commerciale positive du jour de la négociation ne pourra pas être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement dans le résultat.

Certaines activités développées par Natixis comportent des opérations de caractéristiques identiques, conclues avec des contreparties externes différentes, mais de sens opposé appelées opérations en « back-to-back ». Dans ces opérations, les risques pris par Natixis sont limités au risque de contrepartie, et le résultat correspond à une marge issue de l'écart de prix entre les deux positions de sens opposé. Certains produits peuvent être valorisés avec des paramètres non observables : Natixis procède alors au traitement dérogatoire de reconnaissance immédiate en résultat des marges nettes initiales.

Sont qualifiables d'opérations en « back-to-back », les opérations répondant aux critères suivants :

- les opérations sont conclues selon la même forme d'instrument financier (même produit) ;
- les opérations sont composées d'au moins deux contrats conclus en sens opposé ;
- tous les contrats sont conclus avec des contreparties externes ;
- les opérations présentent les mêmes caractéristiques de risque de marché ;
- les opérations présentent la même maturité.

Au 30 juin 2010, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés multi-sous jacents (actions et indices) ;
- d'options sur fonds ;
- de produits hybrides de taux et de taux sur l'inflation ;
- des produits dérivés fermes de taux ;
- de swaps de titrisation ;
- des produits structurés de crédit (CDS, CDO, FTD) ;
- et de produits dérivés sur carbone.

Sont également présentés en niveau 3 :

- les actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- les instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché, et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS39 et IFRS7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous). Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est en effet mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007 relatives aux exigences du pilier III, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle ex post (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiqué dans le chapitre « Gestion des risques » du rapport de gestion.

1.3.3 Instruments affectés par la crise financière

a) CDO d'ABS à composante « subprime »

En l'absence de données de marché observables, les portefeuilles de CDO d'ABS détenus directement et comprenant une exposition subprime ont fait l'objet d'une valorisation sur la base d'une projection des pertes à terminaison, mise en œuvre par les équipes de GAPC (Gestion d'Actif des Portefeuilles Cantonnés) et contrôlées par la Direction des Risques, à l'instar de la démarche adoptée lors de l'arrêté précédent.

Taux de pertes cumulées (subprime)

	30-juin-10	31-déc.-09	30-juin-09
Vintage antérieurs à 2005	6,2%	4,8%	5,7%
Vintage 2005	15,5%	14,8%	14,0%
Vintage 2006	27,4%	27,5%	32,0%
Vintage 2007	49,2%	42,6%	38,0%

En outre les hypothèses suivantes appliquées lors des arrêts précédents ont été maintenues :

- Prise en compte du rating courant des actifs du collatéral notés CCC + (ou rating inférieur) par attribution d'une décote de 97 % à ces sous-jacents. Cette décote a été ramenée à 70% pour les actifs sous-jacents initialement notés AAA dans le cas de

titrisation simple (donc hors Commercial Real Estate CDO – CRE CDO, ABS CDO, ABS CDO Mezzanine pour lesquels la décote de 97% est conservée) ;

- Valorisation des actifs sous-jacents non subprime détenus (hors RMBS US) dans les structures à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et vintages des opérations ;
- Valorisation des RMBS US sous jacents suivant le modèle utilisé pour les positions de RMBS US détenues directement.

En complément, pour les structures dont Natixis détient les actifs sous-jacents, il a été appliqué, en continuité de l'approche retenue lors des précédents arrêtés, une démarche par transparence consistant à valoriser chaque tranche sous-jacente par le Mark to Model ou le Mark to Market correspondant.

b) CDS conclus avec des rehausseurs de crédit (monoline et CDPC)

Le modèle de valorisation des refactions des opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS consiste à appliquer aux moins-values latentes des actifs sous-jacents couverts un taux de recouvrement homogène de 10% (taux se justifiant par la faible capitalisation des monolines au regard de leurs expositions en risque) et une probabilité de défaut en adéquation avec le risque de crédit du rehausseur.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (Credit Derivatives Product Companies), l'approche en vigueur depuis le 1er trimestre 2009 concernant le calcul des provisions a été affinée grâce à la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents. L'affinement réalisé repose sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de « recovery » de 27%. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Ces provisions sont complétées d'une réserve générale tenant compte de la volatilité de la juste valeur des opérations.

c) Portefeuilles de RMBS US dont RMBS « Subprime »

Le modèle de détermination de la juste valeur RMBS US non Agencies appliqué sur les portefeuilles de RMBS US à composante subprime ou non, détenus par Natixis, retient un niveau de pertes finales propre à chaque RMBS, et issu d'un calcul prenant en compte les pertes cumulées à l'échéance et les défauts actualisés à la date d'arrêt. Les moins-values latentes sont déterminées en projetant les pertes finales à partir des pertes estimées à ce jour, qui elles mêmes résultent du « delinquency pipeline », de la sévérité des pertes en cas de défaut et des pertes réalisées en fonction des actifs et vintages des pools.

d) RMBS européens

Le modèle de valorisation de ces instruments consiste à calculer la juste valeur des instruments à partir des « spreads » résultant de données historiques de « benchmark » issues de la base de données Markit. Les « benchmarks » sont définis en fonction du type de titrisation, du rating et du pays, et se voient ainsi associer des courbes de « spreads ». Un coefficient de tendance leur est ensuite appliqué visant à ajuster le risque de liquidité.

e) Autres instruments non exposés au risque résidentiel US pour la valorisation desquels Natixis recourt à un modèle de valorisation

Les valorisations des actifs suivants, issus d'opérations de titrisation, pour lesquels aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants:

CDO d'ABS non résidentiels US :

Un modèle de scoring des structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants.

CRE CDO et CMBS (Commercial Mortgage Backed Securities):

Une approche en stress de crédit a été mise en place à partir d'un modèle de valorisation basé sur des projections de flux de trésorerie futurs, fonction des taux de pertes cumulées par structure. Ces taux de pertes cumulées par structure étant déterminés à partir, notamment, de ceux relatifs aux prêts sous-jacents, fixés à 10%. Un prix plancher, de 3% pour le CRE CDO et les CMBS notés AAA et de 5% pour les autres CMBS, est retenu en lien avec les estimations de flux de coupons compte tenu de la notation actuelle des structures.

CDO Trups (Trust Preferred Securities):

Une approche en stress, inchangée par rapport aux arrêtés précédents, basée sur des projections de cash flows futurs et de taux de pertes cumulées par structure a été appliquée. Les taux de pertes cumulées ont été déterminés à partir des 84 scénarii de répartition des défauts appliqués à cette classe d'actif publiés par S&P. L'ensemble des scénarii a été mis en œuvre pour chacune des structures et la moyenne des 42 plus mauvais scénarii a été prise en compte pour déterminer le prix de chaque transaction.

Pour les CLO :

Natixis a reconduit le modèle mis en place précédemment, reposant sur une connaissance détaillée des caractéristiques des opérations et une évaluation du risque de crédit tenant compte de plusieurs paramètres, dont le taux de défaut cumulé moyen benchmark fixé à 30%, le taux de recouvrement fixé à 65% pour les sous-jacents senior, et le paramètre de corrélation fixé à 43,6%, ce dernier remplaçant le paramètre de distribution utilisé lors des arrêtés précédents.

1.3.4 Instruments reclassés en « Prêts et créances »

La détermination de la valeur recouvrable des instruments reclassés en « Prêts et créances », dans les conditions prévues par l'amendement aux normes IAS39 et IFRS7 « Reclassements d'actifs financiers » publié le 13 octobre 2008, nécessaire pour déterminer les niveaux de provisions éventuels a été réalisée à partir de modèles de valorisation reposant sur l'actualisation de projection de « cash flows » titre par titre.

1.4 Dispositif de garantie des actifs de GAPC

Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de GAPC par BPCE avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

- une sous participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85% du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente » . Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de défaut et à hauteur de 85% du montant de défaut ;

- deux TRS, l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85% des résultats comptabilisés depuis le 1^{er} juillet 2009 (latents et réalisés) sur le portefeuille d'instruments à la juste valeur par résultat (cash et dérivés). S'agissant d'instruments dérivés, les TRS sont valorisés au bilan en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat. En parallèle, Natixis achète auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci est exercée, la performance nette positive de ce portefeuille moyennant le paiement d'une prime évaluée à 367 millions d'euros, comptabilisée également à la juste valeur.

Le montant de prime réglé par Natixis, en contrepartie de la mise en place de la garantie financière est de 1 183 millions d'euros.

Ce montant de prime n'a pas donné lieu à une comptabilisation immédiate en compte de résultat ni à un étalement linéaire, la garantie couvrant des actifs dont les moins-values latentes ou dépréciations ont déjà été prises en compte en résultat.

Comptabilisée à l'initiation en compte de régularisation, elle est étalée en compte de résultat au même rythme, dans les mêmes proportions et au même niveau d'agrégat que :

- les reprises de provisions pour dépréciations (en coût du risque),
- les étalements de décote (en PNB) générée le 1^{er} octobre 2008 sur les actifs reclassés en « Prêts et créances » au 1^{er} octobre 2008 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS39 et IFRS7 publié le 13 octobre 2008.

Au 30 juin 2010, la charge d'étalement de la prime est de -140 millions d'euros se décomposant en un montant de -55 millions d'euros en PNB et de -85 millions d'euros en coût du risque. Les compléments de dépréciation réalisés sur les actifs couverts par la garantie financière au titre du premier semestre 2010 s'élèvent à -5 millions d'euros après prise en compte de l'effet de la garantie financière, soit une neutralisation d'un montant de dépréciation de +37 millions d'euros.

Les variations de juste valeur des TRS et option au 30 juin 2010 sont respectivement de -42 millions d'euros et de 5 millions d'euros.

Note 2 Périmètre de consolidation

2.1 Filiales traitées pour la première fois sur le premier semestre 2010 en application de la norme IFRS 5

Natixis Private Equity

Natixis a conclu la cession de cinq entités consolidées du Capital Investissement (le fonds FCPR IXEN, le fonds FCPR IXEN II, la société de capital risque IXEN, la société Natixis Investissement et la société Initiative & finance Investissement) à Axa Private Equity. Cette cession est suspendue à l'obtention de l'autorisation de la Commission Européenne.

Dans l'attente de la levée des conditions suspensives, ces sociétés demeurent consolidées et sont traitées en application de la norme IFRS 5.

2.2 Evolution du périmètre de consolidation depuis le 1er janvier 2010

Les principales évolutions du périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2010 ont été les suivantes :

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT / GAPC

- Entrées de périmètre
 - Création de deux entités ad hoc Canvas Securization LLC et Lavender Trust.

- Variations de pourcentage d'intérêt
 - Acquisition de 6% de minoritaires de Natixis Coficiné par Natixis qui la détient dorénavant à 100% ; un écart d'acquisition de 3 M€ a été généré et comptabilisé en capitaux propres en application de la norme IAS 27 révisée

- Sorties de périmètre
 - Déconsolidation des entités suivantes dont les critères de significativité sont en dessous des seuils de consolidation :
 - Natixis Alternative Investment Ltd ;
 - Ixis Alternative Holding Ltd ;
 - Natixis Investment Management Corp ;
 - Natixis Municipal Products.

- Restructurations internes
 - Fusion de Natixis Capital Market Inc dans Natixis North America Inc ;
 - Fusion au 31 mai 2010 de Natixis Securities dans Natixis SA.

EPARGNE

Assurances

- Variations de pourcentage d'intérêt

- Acquisition de 40% de Natixis Assurances Partenaires ; un écart d'acquisition de 1,7 M€ a été généré et comptabilisé en capitaux propres en application de la norme IAS 27 révisée

Gestion privée

- Variations de pourcentage d'intérêt

- Acquisition de 48,9% des minoritaires de Antéis Epargne par Banque Privée 1818 qui la détient à 100% ; un écart d'acquisition de 1,0 M€ a été généré et comptabilisé en capitaux propres en application de la norme IAS 27 révisée

Gestion d'actifs

- Entrées de périmètre

- Créations de 5 entités :
 - Absolute Asia Dynamic Equities Fund- 40 Act Fund ;
 - HGI/VN Global Equities Fund ;
 - Loomis Sayles All Cap Growth Separate Account ;
 - Loomis Sayles All Large Cap Growth Separate Account ;
 - Reich Tang Deposit Solutions.

- Sorties de périmètre

Déconsolidation des entités ci-dessous suite à leur liquidation :

- AEW Global Real Estate Securities Fund ;
- Loomis Sayles Consumer Discretionary LLC.

Déconsolidation des entités ci-dessous pour lesquelles Natixis ne détient plus de participation dans le fonds ou est devenue minoritaire :

- Loomis Sayles Alpha LLC ;
- Loomis Sayles Multi - Strategy Alpha Master Fund Ltd ;
- Loomis Sayles Multi - Strategy Alpha Fund Ltd ;
- Loomis Sayles Multi - Strategy Alpha LP ;
- ASG Diversifying Strategies Fund.

- Restructurations internes

- Création de AEW Europe SGP et NAMI AEW Europe à la suite d'un double apport partiel d'actifs de NAMI, et TUP de NAMI vers AEW Europe SA pour le résiduel des actifs non apportés ;
- Apport partiel d'actifs de Natixis Axeltis Ltd à Axeltis SA (ex - Natixis Global Asset Management Participations 4).

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

- Pas de mouvement.

PARTICIPATIONS FINANCIERES

Groupe COFACE

- Entrées de périmètre
- Entrée de la filiale Séguradora Brasileira C.E (acquisition de 25% en 1997 et 50% en 2008) dégageant un goodwill de 1,2 millions d'euros.
- Variations de pourcentage d'intérêt
- Acquisition de 25% de Coface Finans A/S Danmark (ex-MidtFactoring) portant la détention de celle-ci à 100%. Un écart d'acquisition de 3,9 M€ a été dégagé et imputé en capitaux propres selon IAS 27 révisé.

Capital investissement

- Entrées de périmètre
- Acquisition de la filiale Financière 5-7 par Natixis Private Equity. Cette entité est consolidée au sein de Natixis Private Equity.
- Sorties de périmètre
- Déconsolidation des entités suivantes dont les critères de significativité sont en dessous des seuils de consolidation :
 - Natixis Cape ;
 - FNS3.

AUTRES ACTIVITES:

BANQUE DE DETAIL

CCI BP

- Entrées de périmètre
- Entrée de FCC Eridan, Aurora, IRR Invest, Bred IT, Banque Franco Lao.

Note 3 Notes relatives au bilan

3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur à la date d'arrêté avec variation de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat "gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Au 30 juin 2010, les actifs à la juste valeur comprennent essentiellement des titres et des instruments dérivés.

En millions d'euros	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Titres relevant des opérations de transaction		54 606	51 868
Titres à revenu fixe		39 264	38 455
Titres à revenu variable (1)		15 342	13 413
Prêts ou créances relevant des opérations de transaction		4 603	1 787
Sur les établissements de crédit		3 615	984
Sur la clientèle		988	803
Instruments dérivés hors couverture		137 824	99 695
Titres à la juste valeur sur option		25 277	26 334
Titres	3.1.3.1	13 250	15 371
Revenu fixe		3 257	4 697
Revenu variable (1)		9 993	10 674
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension		12 027	10 963
Prêts ou créances à la juste valeur sur option	3.1.3.1	1 680	1 542
Sur les établissements de crédit		182	186
Sur la clientèle		1 498	1 356
Total		223 990	181 226

(1) Y compris les parts d'OPCVM.

3.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Au 30 juin 2010, les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sont principalement constitués des dérivés non utilisés comme instruments de couverture.

Les titres classés dans les instruments relevant des opérations de transaction sont constitués essentiellement des ventes à découvert d'actifs financiers.

En millions d'euros	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Instruments relevant des opérations de transaction		168 627	131 758
Titres		26 654	26 355
Instruments dérivés hors couverture		140 438	103 946
Autres dettes		1 535	1 458
Instruments à la juste valeur sur option	3.1.3.2	50 586	49 773
Titres		43 128	41 336
Titres ou valeurs donnés en pension		7 215	6 272
Autres dettes		243	2 165
Total		219 213	181 531

3.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Conditions de classification des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Les actifs et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de délivrer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou de plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est supposée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif/passif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

3.1.3.1 Actifs financiers à la juste valeur sur option

Au 30 juin 2010

En millions d'euros	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	182	182		
Prêts ou créances sur la clientèle	1 498	623	875	
Titres à revenu fixe	3 257	1 504	915	838
Titres à revenu variable	9 993	7 983	2 010	
Autres actifs	12 027		12 027	
Total	26 957	10 292	15 827	838

Au 31 décembre 2009

En millions d'euros	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	186	186		
Prêts ou créances sur la clientèle	1 356	262	772	322
Titres à revenu fixe	4 697	1 593	2 368	736
Titres à revenu variable	10 674	8 384	2 290	
Autres actifs	10 963		10 963	
Total	27 876	10 425	16 393	1 058

3.1.3.2 Passifs financiers à la juste valeur sur option

Au 30 juin 2010

	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Dettes auprès d'établissements de crédit	62	62		
Dettes auprès de la clientèle	127		127	
Dettes représentées par un titre	43 045	41 601	1 444	
Dettes subordonnées	83			83
Autres dettes	7 269		7 269	
Total	50 586	41 663	8 840	83

Au 31 décembre 2009

	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Dettes auprès d'établissements de crédit	228	228		
Dettes auprès de la clientèle	1 880	1 759	121	
Dettes représentées par un titre	41 264	38 511	2 753	
Dettes subordonnées	72			72
Autres dettes	6 329		6 329	
Total	49 773	40 498	9 203	72

3.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments (encours de crédit, titres à revenu fixe, titres à revenu variable). Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciations, les dépréciations et la valeur nette après dépréciations.

Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté publiable (soit sur un rythme trimestriel). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Encours de crédit	2	
- Prêts ou créances	2	
- Créances rattachées		
Titres	34 907	32 859
- A revenu fixe	26 826	24 807
- A revenu variable (1)	7 609	7 603
- Créances rattachées	472	449
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciations	34 909	32 859
Dépréciation des actifs disponibles à la vente	(1 437)	(1 363)
- Prêts ou créances		
- Titres à revenus fixes	(160)	(207)
- Titres à revenus variables	(1 276)	(1 156)
Total	33 472	31 496

(1) Y compris les parts d'OPCVM.

3.3 Juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des actifs financiers comptabilisés en juste valeur au bilan.

La juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs, définie par l'amendement à la norme IFRS 7 de mars 2009 applicable depuis le 1^{er} janvier 2009.

- Niveau 1 : prix cotés pour un instrument financier identique sur un marché actif ;
- Niveau 2 : paramètres autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, observables soit directement (un prix), soit indirectement (dérivé de prix) ;
- Niveau 3 : paramètres basés sur des données de marché non observables.

Lorsque plusieurs paramètres sont utilisés, l'instrument est affecté au niveau correspondant au paramètre le plus significatif et au niveau le plus bas.

3.3.1 Juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Au 30 juin 2010

Actifs En millions d'euros	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	197 033	35 130	149 465	12 438
Titres détenus à des fins de transaction	54 606	34 717	11 487	8 402
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	137 824	298	133 490	4 036
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 603	115	4 488	
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	26 957	8 774	16 886	1 297
Titres à la juste valeur sur option	13 250	8 774	4 353	123
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	13 707		12 533	1 174
Instruments dérivés de couverture (actif)	2 789		2 789	
Actifs financiers disponibles à la vente	33 473	27 130	4 478	1 865
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	1 922	160	577	1 185
Autres titres disponibles à la vente	31 549	26 970	3 901	678
Autres actifs financiers disponibles à la vente	2			2
Total	260 252	71 034	173 618	15 600

Au 31 décembre 2009

Actifs En millions d'euros	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	153 350	33 167	108 190	11 992
Titres détenus à des fins de transaction	51 868	31 036	12 089	8 743
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	99 695	2 117	94 329	3 249
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 787	14	1 772	
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	27 876	9 481	16 645	1 751
Titres à la juste valeur sur option	15 371	9 148	5 231	993
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	12 505	333	11 414	758
Instruments dérivés de couverture (actif)	2 341		2 341	
Actifs financiers disponibles à la vente	31 496	26 202	3 416	1 878
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	1 850	208	554	1 088
Autres titres disponibles à la vente	29 646	25 994	2 862	790
Autres actifs financiers disponibles à la vente				
Total	215 062	68 850	130 591	15 621

La composition des différents niveaux de juste valeur est présentée en note 1.3 « Juste valeur des instruments financiers ».

Dans la colonne « Niveau 1 » figure la juste valeur des titres cotés et des dérivés traités sur les marchés organisés.

Dans la colonne « Niveaux 2 » utilisant des paramètres observables :

- la juste valeur des dérivés de gré à gré. Pour la plupart de ces instruments, le caractère répandu des modèles et le caractère observable des paramètres ont été documentés ;
- la juste valeur des instruments complexes et/ou d'échéance longue valorisés avec un modèle interne reconnu ou non et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables ;
- des parts de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix au 30 juin et donc pour lesquelles l'évaluation a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les caractéristiques sont précisées en note 1.3.

3.3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

	Ouverture niveau 3 01/01/2010	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2010	
		Au compte de résultat		Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements				
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période									En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
<i>en millions d'euros</i>												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	11 992	93	(299)		2	(464)	(30)	2	238		904	12 438
Titres détenus à des fins de transaction	8 743	(305)	(271)		2	(406)			(318)		957	8 402
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	3 249	398	(28)			(58)	(30)	2	556		(53)	4 036
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	1 751	(87)	(4)		71	(121)			(451)		138	1 297
Titres à la juste valeur sur option	993	(113)				(10)			(754)		7	123
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	758	26	(4)		71	(111)			303		131	1 174
Instruments dérivés de couverture												
Actifs financiers disponibles à la vente	1 878	50	66		17	(55)	(65)	77	(117)		14	1 865
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	1 088	10	53		13	(8)	(46)	23	47		5	1 185
Autres titres disponibles à la vente	790	40	13		2	(47)	(19)	54	(164)		9	678
Autres actifs financiers disponibles à la vente												
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	15 621	56	(303)	66	90	(640)	(95)	79	(329)		1 056	15 600

Le reclassement en dehors du niveau 3 des dérivés hors couverture de 30 millions d'euros fait suite au passage en observable des produits multi actions ayant une maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 3 - Actifs et Passifs

Une sensibilité sur les instruments évalués à la juste valeur à partir de paramètres non observables a été estimée au 30 juin 2010. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- d'une variation « normée ^[1] » des paramètres non observables pour les instruments de taux et actions. La sensibilité calculée est de + ou - 2,5 millions d'euros.
- d'une variation forfaitaire :
 - de 10% concernant les taux de perte estimés des sous-jacents pour modéliser la valorisation des tranches de CDO d'ABS;
 - ou de 1% pour les sous-jacents des CMBS, CLO,

soit un impact de sensibilité de + ou - 64 millions d'euros ^[2].

[1] Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres (TOTEM...)

[2] Impact calculé avant prise en compte de la garantie BPCE

3.3.2 Juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Au 30 juin 2010

Passifs En millions d'euros	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	168 627	33 321	134 848	458
Titres émis à des fins de transaction	26 654	25 811	842	1
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	140 438	7 493	132 488	457
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction	1 535	17	1 518	
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	50 587	34	50 553	
Titres émis à la juste valeur sur option	43 128		43 128	
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	7 459	34	7 425	
Instruments dérivés de couverture (passif)	949		949	
Total	220 163	33 355	186 350	458

Au 31 décembre 2009

Passifs En millions d'euros	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	131 759	29 348	101 081	1 329
Titres émis à des fins de transaction	26 355	24 688	996	671
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative)	103 946	4 658	98 630	658
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction	1 458	3	1 455	
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	49 773		49 773	
Titres émis à la juste valeur sur option	41 336		41 336	
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	8 437		8 437	
Instruments dérivés de couverture (passif)	629		629	
Total	182 161	29 348	151 483	1 329

3.3.2.1 Passifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2010
	Au compte de résultat		Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période								
<i>en millions d'euros</i>										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	1 329	(265)			(5)		(602)			458
Titres émis à des fins de transaction	671						(670)			1
Instruments dérivés hors couverture (Juste valeur négative)	658	(265)			(5)		68			457
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	1 329	(265)			(5)		(602)			458

3.4 Prêts et Créances

3.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Encours	86 080	68 936
Encours sains	85 729	68 653
Encours en défaut	351	283
Provisions	(318)	(259)
Total net	85 762	68 677

3.4.2 Prêts et créances sur la clientèle

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Encours	126 621	109 090
Encours sains	120 446	103 382
Encours en défaut	6 175	5 708
Provisions	(3 488)	(3 187)
Total net	123 133	105 903

3.5 Reclassement d'actifs financiers dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 Octobre 2008

3.5.1 Reclassements sur la période

Natixis n'a pas effectué de reclassement d'actifs au cours du premier semestre 2010 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers » publiés par l'IASB le 13 octobre 2008.

3.5.2 Informations sur les instruments reclassés au 1^{er} octobre 2008

Dans le cadre des possibilités ouvertes par l'amendement aux normes IAS39 et IFRS7 publié par l'IASB le 13 octobre 2008, Natixis a reclassé dans la catégorie des « Prêts et créances » en date du 1^{er} octobre 2008 :

- 8,8 milliards d'euros de juste valeur d'actif classés précédemment dans la catégorie des « Instruments à la juste valeur par résultat – Trading » ;
- 2,8 milliards d'euros de juste valeur d'actifs classés précédemment dans la catégorie des « Actifs disponibles à la vente ».

La valorisation des instruments reclassés, dans les conditions prévues par l'amendement du 13 octobre 2008, a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les principes sont décrits en note 1.3. Les variations de juste valeur des actifs reclassés, présentées dans le tableau ci-dessous, sont celles qui auraient dû affecter le résultat du premier semestre 2010 si ces instruments n'avaient pas été reclassés au 1^{er} octobre 2008.

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2010	Valeur comptable au 30/06/2010	Variations de JV qui auraient été comptabilisées en résultat sur des actifs antérieurement classés à la JV par résultat	Dépréciations qui auraient été reconnues en résultat sur des actifs antérieurement classés en AFS	Variations de JV qui auraient été comptabilisées en KP sur des actifs antérieurement classés en AFS
Instruments reclassés dans la catégorie					
- Prêts et Créances	8 670	8 948	20	-21	105
TOTAL	8 670	8 948	20	-21	105

3.6 Ecarts d'acquisition

En millions d'Euros	31/12/2009	30/06/2010				Valeur fin de période
	Valeur début de période	Acquisitions de la période	Cessions	Dépréciations	Ecarts de conversion	
Epargne	2 005				190	2 195
Natixis Global Asset Management (NGAM)	1 885				190	2 075
Natixis Assurance	96					96
Gestion privée	23					23
Services Financiers Spécialisés	61					61
Natixis Interépargne	31					31
Cautions et garanties	12					12
Natixis Consumer Finance	10					10
Natixis Intertitres	6					6
Slib	3					3
Participations Financières	542	3	(8)		5	542
Coface	529	3	(8)		5	529
Capital Investissement	13					13
Autres activités	27					27
Total	2 635	3	(8)		195	2 825

3.7 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « dettes subordonnées ».

Ces dettes sont évaluées à la juste valeur à l'initiation, c'est à dire à leur prix d'émission diminué des coûts de transaction puis évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du Taux d'intérêt effectif permettant un étalement des frais d'émission sur la durée de vie des titres.

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Titres de créances négociables	28 327	32 267
BMTN	3 024	3 266
CDN	25 303	29 001
Emprunts obligataires	6 114	8 965
Autres dettes représentées par un titre	58	
Dettes rattachées	33	48
Total	34 532	41 280

3.8 Provisions et dépréciations

3.8.1 Synthèse des provisions

en millions d'euros	31/12/2009	Augmentations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2010
Provisions déduites de l'actif	5 096	678	(317)	(263)	236	20	118	5 568
Provisions sur prêts et créances	3 431	407	(119)	(262)	221	(1)	119	3 796
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	1 363	144	(101)		6	21	3	1 436
Autres dépréciations	302	127	(97)	(1)	9		(4)	336
Provisions de passif	1 607	127	(68)	(59)	127		(118)	1 617
Provisions pour risques et charges	1 382	94	(68)	(59)	122		(118)	1 353
Provisions pour risques de contrepartie	850	19	(30)	(29)	117		(119)	808
Provisions pour risques de dépréciation	50	23	(3)				(4)	66
Provisions pour engagements sociaux	275	23	(3)		2		1	298
Provisions pour risques d'exploitation	207	29	(32)	(30)	3		4	181
Provisions pour impôt courant	225	33			5			263
Total	6 703	805	(385)	(322)	363	20		7 185

Incidences sur le compte de résultat	Dotations	Reprises	Effet net
Produit Net Bancaire	(235)	262	27
Charges générales d'exploitation	(49)	46	(3)
Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. incorp. et corp.	(5)	6	1
Résultat Brut d'exploitation	(289)	314	25
Coût du risque	(463)	393	(70)
Gains ou pertes sur autres actifs	(20)		
Résultat avant impôt	(772)	707	(65)
Impôt sur le résultat	(33)	0	
Résultat net	(805)	707	(98)

3.8.2 Provisions pour risques et charges

En millions d'euros	Notes	31/12/2009	Augmentations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2010
Risques de contrepartie		850	19	(30)	(29)	117		(119)	808
Engagements de financement et de garantie		240	13	(30)	(28)	18		(117)	96
Litiges clientèle		25	1		(1)			(1)	24
Autres provisions (1)		585	5			99		(1)	688
Risques de dépréciation		50	23	(3)				(4)	66
Immobilisations financières		5	1					(4)	2
Promotion immobilière		0							0
Autres provisions		45	22	(3)					63
Engagements sociaux		275	23	(3)		2		1	298
Risques d'exploitation		207	29	(32)	(30)	3		4	181
Restructurations (2)		48		(28)			(1)	(1)	19
Autres provisions		160	29	(4)	(30)	3	1	4	162
Total		1 382	94	(68)	(59)	122		(118)	1 353

(1) dont 542 millions d'euros de provisions au 30 juin 2010 au titre du risque Madoff contre une provision de 463 millions d'euros au 31 décembre 2009, la variation de 79 millions d'euros est constituée uniquement de l'évolution du dollar;

(2) dont 17 millions d'euros de provisions au titre des plans d'adaptation de l'emploi ouverts en 2008 et 2009.

3.9 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	7 544	7 714
Dettes subordonnées à durée indéterminée	124	124
Dettes rattachées	97	303
Total	7 765	8 140

(1) Les contrats d'émission de dettes subordonnées ne comprennent pas de clause prévoyant un remboursement anticipé en cas de non respect d'un ratio financier.

Evolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice

En millions d'euros	31/12/2009	Emissions	Remboursements	Ecart de conversion	Autres	30/06/2010
Autres dettes subordonnées à durée déterminée	7 714		(312)	49	93	7 544
Titres subordonnés	6 417		(310)	49	93	6 249
Emprunts subordonnés	1 297		(2)			1 295
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	124					124
Titres subordonnés	96					96
Emprunts subordonnés	28					28
Total	7 837		(312)	49	93	7 668

Note 4 Notes relatives au compte de résultat

4.1 Marge d'intérêt

Les postes "intérêts et produits assimilés et intérêts et charges assimilées" enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans la catégorie actifs disponibles à la vente, les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils enregistrent également les intérêts sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du Taux d'intérêt effectif.

En millions d'euros	1er semestre 2010			1er semestre 2009		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Banque Centrale	15	(1)	14	11	(3)	7
Intérêts sur titres	642	(126)	516	681	(352)	329
Prêts et créances	2 237	(1 032)	1 205	3 777	(2 296)	1 481
Sur les établissements de crédit	778	(823)	(45)	1 872	(2 042)	(170)
Sur la clientèle	1 276	(183)	1 093	1 713	(238)	1 475
Location financement	183	(26)	157	192	(16)	176
Dettes subordonnées		(111)	(111)		(351)	(351)
Autres	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Instruments de couverture	618	(610)	8	1 084	(963)	121
interruption de la relation de couverture			0			0
Intérêts courus ou échus sur instruments dérivés	618	(610)	8	1 084	(963)	121
Intérêts sur créances dépréciées yc créances restructurées	6		6	12		12
Total	3 518	(1 882)	1 636	5 565	(3 967)	1 598

4.2 Commissions nettes

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions de fiducie ou d'activité analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite, ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « commissions ».

En millions d'euros	1er semestre 2010			1er semestre 2009		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec les établissements de crédit	1	(11)	(10)	1	(24)	(23)
Opérations avec la clientèle	214	17	231	221	7	228
Opérations sur titres	69	(78)	(9)	93	(406)	(313)
Opérations sur moyens de paiement	108	(36)	72	114	(44)	70
Prestations de services financiers	207	(264)	(57)	188	(264)	(76)
Opérations de fiducie	887		887	871		871
Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés	101	(82)	19	80	(20)	60
Autres	127	(249)	(122)	116	(162)	(46)
Total	1 714	(703)	1 011	1 684	(912)	771

La prime versée à BPCE au titre de la garantie des actifs de la GAPC classés en « prêts et créances » et en « actifs disponibles à la vente » est comptabilisée en charges au prorata des reprises de provisions et des étalements de décotes de reclassement intervenus sur la période pour ces actifs. La charge d'étalement de la prime au 30 juin 2010 comptabilisée en commission sur engagement de garantie est de -55 millions d'euros.

4.3 Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture	502	(1 256)
Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (1)	212	(2 145)
<i>dont Dérivés hors couverture</i>	<i>(1 880)</i>	<i>(2 430)</i>
Gains et pertes nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option (2)	285	(6)
Autres	5	895
Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert	27	(25)
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	(10)	(57)
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	36	32
<i>Variation de la couverture de juste valeur</i>	<i>249</i>	<i>(293)</i>
<i>Variation de l'élément couvert</i>	<i>(213)</i>	<i>325</i>
Total	529	(1 281)

Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs/ passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou juste valeur sur option, y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « dérivés de couverture » comprend les variations de juste valeur des dérivés, intérêts inclus, classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part "inefficace" des couvertures de flux de trésorerie.

(1) La ligne "Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction" inclut :

- La valorisation des CDO d'ABS à composante subprime non couverts (Cf. note 1.3), qui a conduit à la constatation d'une charge sur le premier semestre 2010 de - 35 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) contre une charge de 300 millions d'euro au 30 juin 2009, se rapportant à une exposition nette de 726 millions d'euros ;

- Les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines (Cf. note 1.3) diminuent au cours de la période, soit un produit de 46 millions d'euros au 30 juin 2010, contre une charge de 536 millions d'euros au 30 juin 2009. Le stock de réfections constaté au bilan progresse de 181 millions d'euros au premier semestre et évolue de 1 741 millions d'euros au 31 décembre 2009 à 1 922 millions d'euros au 30 juin 2010 sous l'effet principal de l'évolution de parité euro / dollar, la majorité des opérations à laquelle il est afférent étant conclue en dollars.
Pour rappel, le stock de provisions collectives était de 500 millions d'euros au 30 juin 2009 et avait été complété sous l'effet d'une dotation de 200 millions d'euros à cette date. Il a été intégralement repris au 31 décembre 2009 ;
- Les réfections sur les dérivés de crédit conclus avec les CDPC (Crédit Derivatives Product Companies (Cf. note 1.3), reprises sur le premier semestre 2010 pour 135 millions d'euros contre une dotation de 192 millions d'euros au 30 juin 2009 (hors effet de la garantie BPCE et effet change), s'élèvent à 28 millions d'euros, se rapportant à une exposition économique de 189 millions d'euros au 30 juin 2010.
Corrélativement, la provision sur base de portefeuilles a été dotée de 44 millions d'euros sur le premier semestre contre une charge de 282 millions d'euros au 30 juin 2009 (hors effet de la garantie BPCE et effet change), portant le stock à 412 millions d'euros, celui-ci se rapportant à une exposition de 782 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 524 millions d'euros au 31 décembre 2009;

Au 30 juin 2010, Natixis s'est couvert contre le risque de contrepartie de certaines des CDPC. Cette opération a eu un impact en résultat de l'ordre de - 79 millions d'euros (hors impact de la reprise de provision des CPDC) correspondant au coût de cette protection.

- Au 30 juin 2010, un complément de décote de 7 millions d'euros a été constaté sur des parts de fonds portant le stock à 107 millions d'euros.
 - Au 30 juin 2010, Natixis a cédé à une contrepartie bancaire externe l'essentiel de ses risques de corrélation de crédit sur ses tranches Bespoke tout en maintenant une sensibilité crédit globalement équivalente sur ses portefeuilles. Cette opération a généré une perte nette de l'ordre de 86 millions d'euros correspondant au différentiel entre le prix de transaction et la juste valeur des dérivés nette des reprises de réfections.
- (2) Les gains et pertes nets comprennent notamment la valorisation du spread émetteur sur les émissions de Natixis classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option qui a eu une incidence positive sur le résultat du premier semestre de 24 millions d'euros.

4.4 Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement les résultats de cession des titres, et les pertes de valeur sur titres à revenu variable (dépréciation durable).

Les titres à revenu variable classés dans la catégorie "actifs disponibles à la vente" font l'objet de test de dépréciation lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

Les pertes de valeur des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque.

Les encours dont la date de syndication était dépassée au 30 juin 2010 ont fait l'objet sur la base individuelle d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les éventuelles décotes de marché observées à la date de clôture.

Ce poste enregistre également les dividendes sur titres à revenu variable.

En millions d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Dividendes	162	122
Résultats de cession	(46)	44
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(119)	(447)
Décotes sur crédits syndiqués (1)	14	(72)
Total	11	(353)

(1) Crédits syndiqués : Les encours dont la date de syndication théorique était dépassée au 30 juin 2010 s'élèvent à 200 millions d'euros. Ces encours ont fait l'objet, sur base individuelle, d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les décotes de marché observées à la date de clôture. Le stock de décote à cette date s'établit à 55 millions d'euros au 30 juin 2010 soit une variation positive de 14 millions d'euros sur la période.

4.5 Autres produits et charges

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location financement et les produits et charges sur les immeubles de placement.

Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance, et notamment, les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

En millions d'euros	1er semestre 2010			1er semestre 2009		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations de location financement	48	(42)	6	59	(57)	2
Immeubles de placement	39	(20)	19	46	(25)	21
Sous total activités immobilières	87	(62)	25	106	(82)	24
Dotations/reprises nettes de provisions techniques sur contrats d'assurance						
Autres charges et produits d'assurance	1 990	(1 712)	(401)	2 482	(2 432)	(236)
Sous total assurance	1 990	(2 113)	(123)	2 482	(2 668)	(185)
Opérations de location simple	19	(13)	6	14	(12)	2
Autres produits et charges accessoires	338	(149)	189	280	(182)	98
Total	2 434	(2 337)	97	2 882	(2 944)	(62)

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2.

Les rémunérations différées attribuées aux professionnels des marchés financiers au titre de l'exercice 2009 seront réglées pour partie sous la forme de trésorerie indexée à la valeur de l'action Natixis, et pour une autre partie, en actions Natixis. La charge relative à ces rémunérations, calculées conformément à la norme IFRS 2, est étalée sur la période d'acquisition à compter du 1^{er} janvier 2009, date à laquelle les salariés ont commencé à rendre les services correspondants.

L'étalement de la charge au premier semestre 2010 est de 9 millions d'euros pour les rémunérations différées réglées en cash indexé et de 3 millions d'euros pour les rémunérations différées réglées en actions.

Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

En millions d'euros		1er semestre 2010	1er semestre 2009
Frais de personnel			
	Salaires et traitements <i>dont paiements en actions</i>	(919) (4)	(985) (6)
	Avantages de retraite et autres	(70)	(74)
	Charges sociales	(234)	(232)
	Intéressement et participation	(44)	(26)
	Impôts et taxes liés aux rémunérations	(48)	(54)
	Autres (1)	11	20
Total Frais de personnel		(1 304)	(1 352)
Autres charges d'exploitation			
	Impôts et taxes	(5)	(70)
	Services extérieurs	(823)	(843)
	Autres	(33)	(26)
Total Autres charges d'exploitation		(861)	(939)
Total		(2 165)	(2 291)

(1) Concernant les plans d'adaptation de l'emploi une reprise de 26 millions d'euros a été comptabilisée au 30 juin 2010.

4.7 Coût du risque

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur les créances amorties.

La ligne "Dépréciations sur créances individuelles" comprend les dépréciations des titres classés en "Prêts et Créances" (y compris ceux reclassés dans les conditions de l'amendement du 13 octobre 2008) ainsi que celle des titres à revenu fixe classés en actifs financiers disponibles à la vente.

En millions d'euros	1er semestre 2010					1er semestre 2009				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions pour risques et charges	(19)	30			11	(268)	15			(253)
Engagement par signature	(13)	8			(5)	(76)	7			(69)
Autres	(6)	22			16	(192)	8			(184)
Provisions sur actifs financiers	(444)	272	(8)	12	(168)	(2 311)	356	(11)	5	(1 961)
Coût du risque	(463)	302	(8)	12	(157)	(2 579)	371	(11)	5	(2 214)

dont

Reprises de dépréciation sans objet	302	371
Reprises de dépréciations utilisées	91	551
Sous-total reprises	393	922
Pertes couvertes par provisions	(91)	(551)
Total reprises nettes	302	371

4.8 Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

En millions d'Euros	1er semestre 2010		1er semestre 2009	
	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat
Caisses d'Epargne	5 264	143	4 836	147
Banques Populaires	4 865	93	4 581	114
Autres	76	11	69	9
Total	10 205	248	9 487	270

4.9 Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

En millions d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2009
+ Résultat net- Part du groupe	986	(2 722)
+ Résultat net- Part des minoritaires	16	23
+ Impôt de l'exercice	76	(949)
+ Résultat des activités arrêtées		
+ Dépréciations des écarts d'acquisition	0	
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(248)	(271)
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	831	(3 918)
+/- Différences permanentes (1)	(201)	(166)
= Résultat fiscal consolidé	630	(4 084)
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	(210)	1 361
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	(4)	23
+ Impôt au taux réduit	(2)	0
+ Déficits de l'exercice limités par prudence	(8)	(545)
+ Effets de l'intégration fiscale	10	39
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	(3)	(8)
+ Crédits d'impôt		4
+ Impôt de distribution des CCI	(31)	(37)
+ Impôt sur exercices antérieurs (2)	135	165
+ Autres éléments	37	(53)
= Charge d'impôt de l'exercice	(76)	949
dont : impôt exigible	(138)	85
impôt différé	62	864

(1) Les principales déductions opérées au titre de différences permanentes sont les résultats exonérés des filiales étrangères situées au Luxembourg, en Belgique et aux Etats-Unis et l'amortissement fiscal du goodwill aux Etats-Unis.

(2) En 2010 le produit comprend pour 134 M€ d'activation de déficits antérieurs et en 2009 188 M€ de complément de carry-back réclamé sur le déficit 2008 de Paris.

Note 5 Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

5.1 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Ecart de conversion		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	-	(15)
<i>Autres mouvements</i>	771	80
	771	65
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	75	236
<i>Autres mouvements</i>	(71)	(110)
	4	126
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	53	164
<i>Autres mouvements</i>	(31)	(244)
	22	(80)
Quote part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	14	11
<i>Autres mouvements</i>	(32)	(68)
	(18)	(57)
Impôts	22	(2)
TOTAL	800	51

Note 6 Information sectorielle

Au cours de l'exercice 2009, Natixis a procédé à une revue approfondie de ses métiers. Après avoir étudié le potentiel de croissance de chaque métier et son adéquation stratégique avec les autres métiers de Natixis et avec BPCE, la Direction Générale a organisé Natixis autour de trois métiers cœurs :

- **La Banque de financement et d'investissement**, qui se positionne désormais comme la banque de la clientèle grandes entreprises et institutionnels de BPCE ;
- **Le pôle Epargne**, qui comprend la gestion d'actifs, l'assurance vie et la banque privée ;
- **Les services financiers spécialisés**, qui regroupent les métiers de l'Affacturage, du Crédit-bail, du Crédit à la consommation, des Cautions et garanties, de l'Ingénierie sociale, des Paiements et des Titres. Ces services s'inscrivent désormais au cœur du développement de la banque de détail de BPCE.

Coface et les activités de Capital investissement sont désormais gérées comme des participations financières en raison des moindres synergies qu'elles présentent avec les autres métiers de Natixis et avec BPCE.

C'est sur la base de cette nouvelle organisation que la Direction générale suit le résultat des différentes activités, établit ses « business plans » et effectue sa gestion opérationnelle. Conformément à la norme IFRS8 « Secteurs opérationnels », c'est donc à partir de ce découpage interne des activités que Natixis a défini ses secteurs opérationnels.

6.1 BFI

La Banque de Financement et d'Investissement propose à ses clients - entreprises, investisseurs institutionnels, assurances et banques - une gamme diversifiée de solutions de financement et de marchés de capitaux, intégrant tous ses savoir-faire : conseil, origination, structuration et placement.

L'expertise et la technicité de ses équipes, associées à une recherche reconnue et régulièrement primée, permettent à Natixis de concevoir des solutions adaptées aux besoins de ses clients et intégrant les dernières évolutions des marchés.

- Natixis entretient, par sa fonction coverage, une relation de proximité avec ses clients, en France et à l'international ; elle les accompagne dans la durée et dans un cadre de maîtrise des risques, en leur apportant sa connaissance pointue de nombreux secteurs d'activités.
- Dettes et financements : une plateforme dédiée fournit des solutions de financements et de conseil grâce à des compétences complémentaires dans le domaine de l'origination spécialisée, de la structuration de crédit et de la distribution.
- Marchés de capitaux : Natixis dispose d'une expertise reconnue sur les marchés de taux, change, matières premières, crédit et sur le marché des actions qui lui permet de proposer une offre de produits diversifiés standards et sur mesure.

6.2 Services Financiers Spécialisés

Ce pôle rassemble un ensemble d'activités de service dédiées principalement aux réseaux des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires ainsi qu'aux autres pôles métiers de Natixis :

- **Affacturation** : ce métier, n°3 de l'affacturation en France, apporte des solutions aux entreprises pour la gestion des factures (financement, assurance, recouvrement). Natixis Factor utilise les réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne qui assurent une part importante du flux d'affaires ;
- **Cautions et garanties financières** : cette ligne de métier est exercée par Natixis Garanties. Ces métiers regroupent principalement : des cautions sur les crédits immobiliers aux particuliers et professionnels octroyés par le réseau des Caisses d'Épargne et plus récemment par le réseau des Banques Populaires, des garanties légales, des cautions financières ;
- **Crédits à la consommation** : la ligne de métiers de crédits à la consommation regroupe au sein de Natixis, des activités larges sur la chaîne de valeur des prêts revolving (marketing, octroi, gestion administrative, recouvrement amiable...) et des activités de gestion administrative de prêts personnels. Ces activités sont exercées au travers de Natixis Financement, qui porte et gère les encours revolving des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne et assure la gestion des prêts personnels des Caisses d'Épargne;
- **Crédit Bail** : cette ligne de métier apporte des solutions de financement pour des actifs mobiliers ou immobiliers sous forme de crédit bail ou de location longue durée.
- **Ingénierie sociale** : (offre complète pour l'ingénierie sociale des entreprises), épargne salariale : tenue de comptes salariés, gestion administrative et comptable des fonds ; vie collective et titres de services ;
- **Titres** : back-offices de métiers titres retail : conservation (tenue de comptes, sous-traitance back-office titres, contrôle dépositaire), service bureau ;

- **Paielements** : mise à disposition d'outils et d'infrastructures : monétique, émission et recouvrement des transferts électroniques de masse, traitement des chèques ;
- **Financement du cinéma** : cette ligne de métier est opérée au travers de la filiale Coficiné, établissement spécialisé dans le crédit structuré aux activités cinématographiques et audiovisuelles en France et en Europe.

6.3 Épargne

- **Gestion d'actifs** : Les activités de gestion d'actifs sont rassemblées au sein de Natixis Global Asset Management. Elles couvrent l'ensemble des classes d'actifs et sont exercées principalement aux États-Unis et en France. Celles-ci sont assurées par une organisation fédérale d'entités autonomes (sociétés de gestion spécialisées et structures spécialisées pour la distribution) sous le contrôle d'une holding, qui assure la cohérence d'ensemble du modèle en prenant en charge les fonctions de pilotage. Ces sociétés peuvent se concentrer sur leur coeur de métier, la génération de performance, tout en gardant la possibilité de développer une clientèle institutionnelle propre et en bénéficiant des autres fonctions support du pôle avec des modèles économiques adaptés. Nombre de celles-ci bénéficient d'une forte notoriété, telles que Loomis Sayles, Harris Associates, AEW ou Natixis Asset Management. Ensemble, ces sociétés de gestion spécialisées permettent au groupe d'offrir une gamme complète d'expertises qui répond à la demande de toutes les catégories de clients. L'organisation de la distribution autour de la plate-forme Global Associates, ainsi que des fonds de commerce développés historiquement par les sociétés de gestion, notamment en direction des clientèles groupe, permet d'optimiser la couverture des différentes clientèles. La distribution auprès des réseaux-actionnaires reste toutefois assurée en France par les sociétés de gestion.
- **Assurances** : Natixis Assurances est un holding regroupant diverses filiales opérationnelles d'assurance. Il propose une gamme complète de produits en assurance vie individuelle et collective, en prévoyance et en assurance dommages aux biens. Son offre, diversifiée et modulable, s'adresse aux particuliers, aux professionnels, aux agriculteurs, aux entreprises et aux associations.
- **Banque Privée** : cette ligne de métier couvre les activités de gestion de fortune en France et au Luxembourg, la gestion patrimoniale et une offre de services à destination des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants. En 2009, la Banque Privée 1818, issue de la fusion entre Banque Privée Saint Dominique (BPSD) et La Compagnie 1818, prend une place notable sur le marché français. Elle développe sa clientèle essentiellement à partir de la clientèle des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires et complétées par celle de Natixis. Elle recouvre le conseil, l'expertise et la gestion de patrimoine, ainsi que la gestion financière d'OPCVM.

6.4 Capital investissement

Les activités de capital investissement sont développées à partir de plusieurs petites équipes d'investisseurs fédérées autour de Natixis Private Equity (NPE). L'expertise de ces équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général non cotées en France et à l'international via des prises de participations. NPE couvre tous les segments d'activité du private equity : opérations de capital développement (financements du haut de bilan de sociétés matures), de capital transmission (opérations de Leverage Buy Out), de capital risque (sociétés jeunes et innovantes), de capital investissement international et fonds de fonds.

6.5 Coface

Les principales activités exercées sont : l'assurance crédit, l'affacturage à l'étranger, l'information et notation d'entreprise (solvabilité et marketing), la gestion de créances (de

l'émission au recouvrement) et la gestion des procédures publiques pour le compte de l'État français.

Plus des deux tiers du chiffre d'affaires sont réalisés à l'international. Coface dispose de son propre réseau de distribution (dans 67 pays), élargi par le réseau CreditAlliance (à 44 pays supplémentaires), issu de Coface.

6.6 Banque de détail

Natixis intègre ces activités d'une part au travers de sa participation de 20% dans les réseaux de banque de détail des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, et d'autre part, par les lignes métiers distribuées par les réseaux. Les réseaux des deux groupes actionnaires occupent des positions de marché distinctes et complémentaires. Les Caisses d'Épargne sont très présentes auprès des particuliers et des professionnels avec une gamme complète de produits et services ; elles sont également ancrées dans leurs territoires, au service du développement des régions, en proposant aux collectivités locales, aux organismes de logement social et aux entreprises une offre complète. Les Banques Populaires interviennent sur le marché des professionnels, des PME, et des particuliers.

6.7 Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés

Fin 2008, il a été décidé de regrouper dans une structure de cantonnement au sein de la BFI les positions les plus illiquides et/ou les plus risquées et en particulier : les activités d'arbitrage de convertibles, les dérivés actions et taux complexes, les dérivés de trading de corrélation, les instruments structurés sur fonds, les activités pour compte propre de crédit, residential ABS...

Le référentiel d'activité de la GAPC, finalisé courant 2009, se décompose ainsi :

- GAPC 0 – Management
- GAPC 1 – Structured Credit Euro
- GAPC 2 – Structured Credit US
- GAPC 3 – Vanilla Credit
- GAPC 4 – Trading de corrélation
- GAPC 5 – Dérivés complexes de taux
- GAPC 6 – Arbitrage de convertibles
- GAPC 7 – Dérivés complexes actions
- GAPC 8 – Structurés sur fonds (ex Alternative Assets)

6.8 Analyse sectorielle du résultat

30/06/2010									
En millions d'euros									
	Banque de Financement et d'Investissement	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	[8]	[9]
Produit net bancaire	1 621	815	459	383	58	0	(64)	12	3 284
<i>évolution 2010/2009 (1)</i>	<i>12%</i>	<i>8%</i>	<i>-15%</i>	<i>197%</i>	<i>-224%</i>	<i>0%</i>	<i>-97%</i>	<i>-114%</i>	<i>279%</i>
Frais généraux et assimilés	(826)	(606)	(329)	(329)	(31)	0	(89)	(55)	(2 265)
<i>évolution 2010/2009 (1)</i>	<i>0%</i>	<i>9%</i>	<i>-14%</i>	<i>0%</i>	<i>7%</i>	<i>0%</i>	<i>10%</i>	<i>-71%</i>	<i>-6%</i>
Résultat brut d'exploitation	795	209	130	54	27	0	(153)	(44)	1 019
<i>évolution 2010/2009 (1)</i>	<i>29%</i>	<i>7%</i>	<i>-15%</i>	<i>-127%</i>	<i>-135%</i>	<i>0%</i>	<i>-92%</i>	<i>-84%</i>	<i>-167%</i>
Résultat courant avant impôt	640	199	96	51	21	166	(98)	3	1 078
<i>évolution 2010/2009 (1)</i>	<i>-218%</i>	<i>2%</i>	<i>-19%</i>	<i>-127%</i>	<i>-128%</i>	<i>-12%</i>	<i>-97%</i>	<i>-101%</i>	<i>-131%</i>

(1) Il s'agit de l'évolution entre le 30 juin 2010 et le 30 juin 2009 Proforma (le proforma tient compte de l'impact en résultat du reclassement des TSS en capitaux propres et de la modification de certaines conventions du retraitement analytique du PNB liée au refinancement des pôles).

30/06/2009 - PROFORMA									
En millions d'euros	Banque de Financement et d'Investissement [1]	Epargne [2]	Services Financiers spécialisés [3]	Coface [4]	Natixis Private Equity [5]	Banque de Détail [6]	GAPC [7]	Autres activités [8]	Total [9]
Produit net bancaire	1 445	754	537	129	(47)	-	(1 870)	(82)	866
Résultat brut d'exploitation	616	196	153	(201)	(76)	-	(1 950)	(270)	(1 532)
Résultat courant avant impôt	(542)	195	119	(191)	(75)	189	(2 956)	(196)	(3 455)

Pour rappel : Tableau publié au 30 juin 2009

30/06/2009 - PUBLIE								
En millions d'euros	Banque de détail [1]	Banque de Financement et d'Investisse- ment [2]	Gestion d'actifs [3]	Capital Investisse- ment & Gestion Privée [5]	Services [6]	Poste Client [7]	Autres activités [8]	Total [9]
Produit net bancaire		(505)	612	(5)	578	181	(188)	674
Résultat brut d'exploitation		(1 418)	153	(87)	170	(184)	(358)	(1 724)
Résultat courant avant impôt	189	(3 580)	150	(86)	141	(177)	(284)	(3 647)

Note 7 Autres informations

7.1 Plans de paiement en actions

7.1.1 Rémunérations différées

Rémunérations différées attribuées aux professionnels des marchés :

La part de la rémunération variable, attribuée aux professionnels des marchés financiers au titre de l'exercice de référence 2009 et qui est différée, représente plus de 50% en moyenne des rémunérations variables attribuées conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 novembre 2009 et des normes professionnelles adoptées par la Fédération bancaire française le 5 novembre 2009.

Ces rémunérations seront réglées suivant deux formes :

- une partie sera réglée en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis : un tiers des unités sera réglé en mars 2011, un autre tiers en mars 2012 et le dernier tiers en mars 2013 ;
- une autre partie sera réglée en actions Natixis : un tiers en mars 2011, un tiers en mars 2012 et un tiers en mars 2013.

Ces rémunérations ne seront payées qu'à la condition de remplir des critères de présence et de performance.

Le traitement comptable de ces rémunérations est le suivant :

- Part des rémunérations différées réglée en trésorerie et indexée sur la valeur de l'action Natixis :

Le traitement comptable des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie est défini par la norme IFRS2 relative aux « Paiements fondés sur des actions ».

Celle-ci prévoit d'évaluer les services acquis et le passif encouru à la juste valeur de ce passif. Jusqu'au règlement du passif, la dette est réévaluée en date de clôture ainsi qu'à la date de règlement en comptabilisant en résultat de la période la variation de juste valeur. La réévaluation de la dette en date d'arrêté tiendra compte non seulement de la réalisation de la condition de performance ou de présence mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Le versement de la rémunération étant soumis à une condition de présence, la charge de rémunération correspondante est étalée linéairement sur la période d'acquisition.

Le point de départ de l'étalement représente le début de l'exercice au cours duquel les employés ont commencé à rendre les services correspondants, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2009.

Le montant de la charge d'étalement comptabilisé dans les comptes du premier semestre 2010 est de 9 millions d'euros contre 16 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'unités attribuées	Périodes d'acquisition	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2009	24 février 2010	13 990 425	janvier 2009-mars 2011 mars 2011-mars 2012 mars 2012-mars 2013	3,44 3,16 2,81

- Part des rémunérations différées réglée en actions :

En application de la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions », l'attribution d'actions gratuites aux salariés donne lieu à la comptabilisation d'une charge représentative de la juste valeur des biens ou services reçus à la date d'attribution. Cette charge de personnel est enregistrée en contrepartie des capitaux propres. La juste valeur des services reçus est déterminée en se référant à la juste valeur des actions à la date d'attribution des droits, déduction faite du montant actualisé des dividendes non perçus par les salariés sur la période d'acquisition des droits, et en tenant compte des conditions de présence.

La charge est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Le point de départ de l'étalement représente le début de l'exercice au cours duquel les employés ont commencé à rendre les services correspondants, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2009.

La charge sera ajustée pour tenir compte des pertes de droits.

La charge estimée est étalée linéairement sur la période de présence fixée dans le plan à compter de la date de début de l'exercice au cours duquel l'employé a commencé à rendre les services correspondants soit le 1^{er} janvier 2010 pour les rémunérations attribuées au titre de l'exercice de référence 2010.

Le montant de la charge d'étalement comptabilisé dans les comptes du premier semestre 2010 est de 3 millions d'euros contre 7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Périodes d'acquisition	Cours de l'action gratuite à la date d'attribution (en euros)	Juste valeur de l'action gratuite à la date de valorisation (en euros)
Plan 2009	24 février 2010	6 858 237	janvier 2009-mars 2011 mars 2011-mars 2012 mars 2012-mars 2013	3,63	3,46 3,18 2,83

7.1.2 Plans de stocks option et autres plans de paiement en actions

Plans d'options de souscription Natixis

Natixis attribue à certains de ces salariés des options de souscription d'actions. Ces options sont exerçables sur une fenêtre de 3 ans à l'issue d'une période d'indisponibilité de 4 ans. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis à la date d'arrêté sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution aux salariés. Cette juste valeur est déterminée grâce au modèle de valorisation de Black and Scholes, et étalée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits par contrepartie des capitaux propres. Ce montant est révisé à chaque date d'arrêté et ajusté dès lors que des informations subséquentes sur le nombre de bénéficiaires viennent modifier les premières estimations de droits acquis. La charge est alors recalculée et les ajustements affectent les étalements de l'exercice en cours et les exercices suivants.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options attribuées - Périmètre Natixis	Exerçables à compter du	Date d'expiration d'exercice des options	Prix d'exercice	Options en circulation au 30/06/2010	Juste valeur	Cours de l'action à la date d'attribution
Plan 2007	29/01/2007	15 398 922	7 698 922	29/01/2011	28/01/2014	14,38	14 089 614	5,03	21,97
Plan 2008	21/01/2008	7 576 792		21/01/2012	20/01/2015	8,27	4 555 516	1,69	10,63

	Plan 2007	Plan 2008
Nombre d'options existantes au 31//12/2009		
- Attribuées au cours de l'exercice 2010	14 089 614	4 555 516
- Perdues au cours de l'exercice 2010		
- Expirées au cours de l'exercice 2010		
- Exercées au cours de l'exercice 2010		
Nombre d'options existantes au 30/06/2010	14 089 614	4 555 516

➤ Principales hypothèses utilisées pour la valorisation des plans d'options Natixis

	Plan 2007	Plan 2008
Méthode de valorisation	Black & Scholes	Black & Scholes
Taux d'intérêt sans risque (1)	4%	4%
Volatilité future de l'action (2)	33%	43%
Taux de distribution des dividendes (3)	4,75% par an	4,23% par an
Taux de perte des droits	2%	2%

- (1) Le taux sans risque est le taux des courbes standard de la banque, i.e. les courbes de taux de swaps interbancaires
- (2) La volatilité des options a été estimée à partir de la volatilité historique du cours de l'action Natixis et du critère d'écart entre les volatilités historiques et implicites des sociétés ayant un profil similaire.
- (3) Le taux de dividende correspond en général au dernier dividende versé sans progression dans le futur avec maintien du dernier niveau.

Montant de la charge enregistrée en résultat

En millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009
Charge nette provenant des plans d'options Natixis	3	4

7.2. Instruments de capitaux propres émis

7.2.1 Capital social

30 juin 2010			
Actions ordinaires	Nombre d'actions	Nominal	Capital en euros
Valeur à l'ouverture	2 908 137 693	1,60	4 653 020 309
Augmentation de capital	0		0
Valeur à la clôture	2 908 137 693	1,60	4 653 020 309

7.2.2 Calcul du résultat par action

	30/06/2010	30/06/2009
Résultat par action		
Résultat net - part du groupe en millions d'€	986	-2 722
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	674	-2 722
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	2 908 137 693	2 908 132 193
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	4 338 466	12 202 613
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat par action	2 903 799 227	2 895 929 580
Résultat par action en €	0,23	-0,94
Résultat dilué par action		
Résultat net part du groupe en millions d'€	986	-2 722
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	674	-2 722
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	2 908 137 693	2 908 132 193
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	4 338 466	12 202 613
Bonus versés sous forme d'actions gratuites	6 858 237	0
Nombre d'actions potentielles dilutives issues de l'exercice de plans d'options de souscriptions d'actions	0	5 760 088
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat dilué par action	2 910 657 464	2 901 689 668
Résultat dilué par action en €	0,23	-0,94

(1) L'écart correspond aux intérêts relatifs aux titres super subordonnés - action de préférence -289 M€ et ceux faisant suite au remboursement complémentaire de l'avance actionnaire -22 M€

7.2.3 Autres instruments de capitaux propres émis

7.2.3.1 Titres super subordonnés à durée indéterminée et actions de préférence

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur.

Jusqu'au 30 décembre 2009, les titres super-subordonnés et les actions de préférence constituaient des dettes au regard des critères IFRS en raison d'une clause présente dans une émission qui rendait non optionnel le versement d'un coupon en cas de résultat disponible consolidé positif et en raison du lien existant entre cette émission et les autres émissions de même rang contraignant également à verser un dividende. Le 31 décembre 2009, le contrat d'émission a été renégocié et la clause de paiement du dividende est devenue discrétionnaire.

Ainsi, les émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée et les émissions d'actions de préférence s'analysent depuis le 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres émis et figurent au poste « Capital et réserves liées » du bilan consolidé.

Les mouvements de la période pour ces émissions sont présentés ci-après :

En millions d'euros	01/01/2010	Emissions	Remboursements	Ecart de conversion	Autres	30/06/2010
Titres super subordonnés	6 018	750	(1 000)		18	5 786
Actions de préférence	203					203
Total	6 221	750	(1 000)		18	5 989

7.2.3.2 Avances d'actionnaires

Natixis a reçu de ses actionnaires de référence, Banque Fédérale des Banques Populaires et Caisse Nationale des Caisses d'Épargne, le 18 juin 2009, deux avances d'actionnaires d'un montant total de 1,5 milliards d'euros.

Natixis a remboursé l'intégralité des avances.

7.3 Parties liées

7.3.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

En millions d'euros	30/06/2010				30/06/2009				31/12/2009			
	BPCE	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Épargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	BPCE	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Épargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	BPCE	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Épargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle
ACTIF												
Actifs à la juste valeur par le résultat	2 173	3 692	6 284		777	5 799			2 502	906	4 394	
Actifs financiers disponibles à la vente	103	1 959	67	501	2 232	5 126	760		516	1 035	67	
Prêts et créances sur établissements de crédit	16 109	9 172	9 491		19 278	8 358			10 976	13 263	5 693	
Prêts et créances sur la clientèle		768	43		552	59				587		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	29	1			100				30	1		
PASSIF												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4 407	421	3 068	484	12 903	8 637	104		3 702	264	2 377	
Dettes envers les établissements de crédit	51 287	2 236	823		14 434	25 491			30 509	2 534	960	
Dettes envers la clientèle	96	8			87							
Dettes représentées par un titre		964		35			105			1 226		
Dettes subordonnées	1 350	2	29		2 751	3 499			824	4	29	
Capitaux propres (TSS et Avances actionnaires)	5 489								5 858			
RESULTAT												
Intérêts et produits assimilés	99	186	78		293	159			232	395	150	
Intérêts et charges assimilés	(305)	(35)	(63)		(266)	(265)	(1)		(757)	(83)	(43)	
Commissions nettes	(71)	(52)	27		(73)	(23)			(116)	(199)	(2)	
Gains/pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	(1 310)	257	848		246	881	(2)		(418)	334	851	
Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente					(56)	(11)						
Produits et Charges des autres activités	64	10	(28)		(3)	(13)			(5)	25	(20)	
Charges générales d'exploitation	(2)		(7)						(4)	(3)	(19)	
ENGAGEMENTS												
Engagements donnés	527	225	50 368		3 716	47 882			503	299	46 287	
Engagements reçus	13 925	4 450	1 043		4 757	1 272			10 830	4 748	1 133	

7.3.2 Information financière résumée des entreprises associées

En millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
BILAN - ACTIF	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Caisse, Banques Centrales	3 936	2 972	2 944	1 013	952	1 207
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 673	9 747	10 923	6 063	6 064	6 020
Instruments dérivés de couverture	411	271	257	659	489	557
Actifs financiers disponibles à la vente	22 528	19 174	15 871	33 743	31 619	32 025
Prêts et créances sur établissements de crédit	30 798	24 945	24 911	138 193	140 344	138 487
Prêts et créances sur la clientèle	146 133	139 532	142 298	145 307	131 334	138 818
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	135	49	52	377	170	194
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	994	414	607	1 863	1 908	1 705
Actifs d'impôts courants, actifs d'impôts différés	835	748	905	854	952	927
Comptes de régularisation et actifs divers	3 400	8 659	10 468	4 148	3 851	4 734
Actifs non courants destinés à être cédés			(3)			
Participations dans les entreprises mise en équivalence	153	142	150			
Immeubles de placement	189	196	196	91	108	95
Immobilisations corporelles	1 588	1 528	1 573	1 686	1 512	1 714
Immobilisations incorporelles	79	82	83	116	113	113
Ecart d'acquisition	721	721	721			
TOTAL ACTIF	218 573	209 180	211 956	334 113	319 416	326 596

En millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
BILAN - PASSIF	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Banques centrales		2	1		3	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 946	2 797	3 201	1 202	767	895
Instruments dérivés de couverture	1 107	790	745	2 696	1 517	1 781
Dettes envers les établissements de crédit	46 192	45 969	45 793	95 260	87 147	91 873
Dettes envers la clientèle	109 151	104 723	107 663	200 124	197 984	198 778
Dettes représentées par un titre	21 802	19 343	18 531	1 002	1 217	578
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	35	8	8	298	220	214
Passifs d'impôts courants, passifs d'impôts différés	277	301	316	152	160	98
Comptes de régularisation et passifs divers	5 154	3 453	4 895	4 945	4 266	4 761
Provisions techniques des contrats d'assurance	4 851	4 025	4 444			
Provisions pour risques et charges	1 303	1 257	1 296	1 516	1 425	1 555
Dettes subordonnées	1 926	2 290	2 178	1 894	1 826	1 881
Capitaux propres part du groupe	23 674	24 074	22 734	25 024	22 814	24 182
- Capital et réserves liées	6 591	6 198	6 841	14 002	11 687	13 335
- Réserves consolidées	14 041	12 500	12 318	10 992	10 645	10 645
- Gains ou pertes latents ou différés	2 524	4 843	2 605	590	(55)	(469)
- Résultat de l'exercice	518	533	970	(560)	537	671
Intérêts minoritaires	155	148	151			
TOTAL PASSIF	218 573	209 180	211 956	334 113	319 346	326 596

En millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
COMPTÉ DE RESULTAT	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Intérêts et produits assimilés	3 706	4 173	7 960	5 204	5 944	11 113
Intérêts et charges assimilés	(1 970)	(2 517)	(4 653)	(3 002)	(4 197)	(7 319)
Commissions (produits)	1 430	1 358	2 745	1 344	1 241	2 523
Commissions (charges)	(269)	(236)	(520)	(219)	(213)	(424)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	75	59	329	7	58	99
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	72	151	196	173	210	252
Produits des autres activités	806	633	1 189	83	91	195
Charges des autres activités	(742)	(595)	(1 151)	(60)	(52)	(116)
Produit Net Bancaire	3 108	3 026	6 095	3 530	3 082	6 323
Charges générales d'exploitation	(1 866)	(1 842)	(3 711)	(2 128)	(2 102)	(4 282)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	(113)	(111)	(235)	(112)	(109)	(230)
Résultat Brut d'exploitation	1 129	1 073	2 149	1 290	871	1 811
Coût du risque	(342)	(342)	(737)	(170)	(159)	(340)
Résultat Net d'exploitation	787	731	1 412	1 120	712	1 471
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	10	4	10			
Gains ou pertes sur autres actifs	(12)	8	(12)	(194)	(4)	(375)
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôt	785	743	1 410	926	708	1 096
Impôts sur les bénéfices	(263)	(198)	(424)	(336)	(171)	(425)
Résultat net	522	545	986	590	537	671
Intérêts minoritaires	(4)	(12)	(16)			
Résultat net part du Groupe	518	533	970	590	537	671
Résultat net part du groupe des CCI à 20%	104	107	194	118	107	134
Retraitements de consolidation :						
- Profit d'augmentation de la quote-part de résultat	7	16	27	27	40	60
- Autres retraitements	(18)	(9)	(9)	(2)	(1)	(2)
Quote-part de résultat dans les comptes de Natixis	93	114	212	143	146	192

7.4 Résultat des entreprises d'assurance

Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface et ses filiales (assurances crédit, information et gestion de créances), Natixis Assurances et ses filiales (Assurance-vie, Prévoyance, IARD), Natixis Assurances Partenaires (Assurance-vie).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurance et par nature selon le format bancaire.

Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque.

Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste "placements des entreprises d'assurance" à l'actif et "provisions techniques des entreprises d'assurance" au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régularisation dans le format assurance ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

LIBELLE	30/06/2010	30/06/2010					Résultat net
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire					
		PNB	Frais Généraux	RBE	Impôts	Autres éléments	
Primes émises	3 452	3 452		3 452			3 452
Variation des primes non acquises	(31)	(31)		(31)			(31)
Primes acquises	3 421	3 421		3 421			3 421
Produits d'exploitation bancaire	111	111		111			111
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	159	159		159			159
Autres produits d'exploitation	21	21		21			21
Produits des placements	695	695		695			695
Charges des placements	(64)	(62)	(2)	(64)			(64)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	26	26		26			26
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	51	51		51			51
Variation des dépréciations sur placements	(51)	(51)		(51)			(51)
Produits des placements nets de charges	657	659	(2)	657			657
Charges des prestations des contrats	(4 045)	(4 008)	(37)	(4 045)			(4 045)
Produits des cessions en réassurance	1 658	1 658		1 658			1 658
Charges des cessions en réassurance	(1 654)	(1 654)		(1 654)			(1 654)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	4	4		4			4
Coût du risque	(14)					(14)	(14)
Charges d'exploitation bancaire							
Frais d'acquisition des contrats	(225)	(154)	(71)	(225)			(225)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	(200)	(90)	(110)	(200)			(200)
Autres produits et charges opérationnels courants	244	439	(195)	244			244
Autres produits et charges opérationnels	2	2		2			2
RESULTAT OPERATIONNEL	135	564	(415)	149		(14)	135
Charge de financement	(17)	(17)		(17)			(17)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	6					6	6
Impôts sur les résultats	(43)				(43)		(43)
Résultat après impôt des activités discontinues							
Intérêts minoritaires	(1)					(1)	(1)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	80	547	(415)	132	(43)	(9)	80

7. 5 Engagements de garantie et de financement

7.5.1 Engagements de garantie

Une garantie financière est un contrat qui exige de l'émetteur d'indemniser l'entreprise garantie suite aux pertes qu'elle a effectivement subies en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné :

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Engagements de garantie donnés		
Aux établissements de crédit	3 614	1 999
- Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	1 059	967
- Autres garanties	2 555	1 032
A la clientèle	110 307	103 331
- Cautions immobilières	429	486
- Cautions administratives et fiscales	422	438
- Autres cautions et avals donnés	93 809	86 679
- Autres garanties	15 648	15 728
Total des engagements de garantie donnés	113 920	105 330
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	17 980	18 270

Le 12 novembre 2009, BPCE a apporté sa garantie à Natixis pour la couverture de 85% de la valeur nominale d'un portefeuille d'instruments de dette logé dans la GAPC classés en catégorie de "prêts et créances" et d' "Actifs disponibles à la vente", à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette garantie donne lieu à paiement d'une indemnité dès lors qu'un défaut de paiement (en capital, intérêt, commissions, frais, accessoires et toute autre somme due au titre de la documentation contractuelle relative à l'actif) sera intervenu sur l'un des actifs du portefeuille couvert. Natixis est indemnisée dès le premier euro et à hauteur de 85% du défaut. Cette garantie figure pour 85% du nominal des actifs couverts sur la ligne des "engagements de garantie reçus d'établissements de crédit".

7.5.2 Engagements de financement

Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « provisions, actifs et passifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39, dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37.

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle de l'entreprise ;
ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation
 - ou
 - le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

En millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Engagements de financement donnés		
<i>Aux établissements de crédit</i>	24 691	17 981
<i>A la clientèle</i>	49 894	46 721
- Ouverture de crédits documentaires	2 501	2 027
- Autres ouvertures de crédits confirmés	39 850	37 647
- Autres engagements	7 543	7 047
Total des engagements de financement donnés	74 585	64 702
Engagements de financement reçus		
- d'établissements de crédit	35 472	15 234
- de la clientèle	4 551	1 378
Engagements de financement reçus	40 023	16 612

Note 8 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu à l'exception du litige auquel il est fait référence dans la partie 6.1.5.5.2 du rapport de gestion.

6.3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles de
Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine
Cedex

MAZARS
61, rue Henri Régnault
92075 Paris-La-Défense
Cedex

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La-Défense
Cedex

Natixis

Société Anonyme
30, avenue Pierre Mendès-France
75013 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Natixis, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration, dans le contexte d'une forte volatilité des marchés financiers et dans un environnement économique qui reste dégradé. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 de l'annexe qui expose les nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 27 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

MAZARS

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

José-Luis GARCIA

Charles DE BOISRIOU

Fabrice ODENT

6.4 Facteurs de risques et d'incertitudes

Les facteurs de risques et d'incertitudes n'ont pas, concernant Natixis, subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le document de référence 2009 de Natixis (chapitre 6, pp. 132-142).

6.5 Parties liées

Les informations financières concernant les transactions entre parties liées figurent dans la note 7.3 des annexes aux comptes semestriels consolidés présentés au paragraphe 6.2 de la présente actualisation.

IV CHAPITRE 9 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

9.1. Responsable de l'actualisation du document de référence

M. Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

9.2 Attestation du responsable de la présente actualisation du document de référence 2009

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils m'indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation. »

Fait à Paris, le 31 août 2010

Le Directeur Général de Natixis

Laurent Mignon

9.3 Responsables du contrôle des comptes

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte & Associés (représenté par M.José-Luis Garcia) - 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
- KPMG Audit (représenté par M.Fabrice Odent), département de KPMG SA - 1, Cours Valmy- 92923 Paris la Défense cedex
- Mazars (représenté par M. Charles de Boisriou), 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex

Deloitte & Associés, KPMG Audit et Mazars sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du «Haut Conseil du Commissariat aux Comptes»

Commissaires aux comptes suppléants :

- BEAS, 7-9, Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine
- M.Malcolm Mc Larty, 1 cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex
- M.Patrick de Cambourg, 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex

9.4 Documents accessibles au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de Natixis, 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris. Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de Natixis (www.natixis.com).

TABLE DE CONCORDANCE

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par l'annexe 1 du règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004 pris en application de la Directive dite «Prospectus».

Rubriques	N° page du document de référence	Actualisation du 31 août 2010
1. Personnes responsables	495	158
2. Contrôleurs légaux des comptes	317	158-159
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	9 à 10	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	n/a	
4. Facteurs de risque	132 à 142	
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la société	4	
5.2. Investissements	n/a	
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	49 à 87	
6.2. Principaux marchés	164-167 ; 290 à 295	
6.3. Événements exceptionnels	n/a	
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	190	
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	49 à 87	
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du groupe	8	
7.2. Liste des filiales importantes	8	
8. Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	242 à 243	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	125 à 129	
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	199 à 202	97-102
9.2. Résultat d'exploitation	146 à 147	60-61
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	200 à 201 ; 210 à 211	99-100 ; 109
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	212	110-111

Rubriques	N° page du document de référence	Actualisation du 31 août 2010
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	202 à 204	103-104
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	n/a	
10.5. Information concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	199 à 200	97-102
11. Recherche et développement, brevets et licences	n/a	
12. Information sur les tendances	n/a	
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	n/a	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale		
14.1. Organes d'administration	17 à 19	56
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	47	
15. Rémunération et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	31 à 46	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	34 à 46 ; 313 à 394	
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		4-6 ; 56
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	17 à 19	
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	47	
16.3. Information sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	25 à 27	56
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme ou non au régime de gouvernement d'entreprise	16	
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	112 à 113	
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	30 à 31 ; 455 à 457	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	246 à 247	
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	460	

Rubriques	N° page du document de référence	Actualisation du 31 août 2010
18.2. Existence de droits de vote différents des actionnaires susvisés	460	
18.3. Contrôle de l'émetteur	461	
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	n/a	
19. Opérations avec des apparentés	310 à 313	
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	206 à 352 ; 355 à 403	105-155
20.2. Informations financières pro forma	n/a	
20.3. États financiers	206 à 352 ; 355 à 403	105-155
20.4. Vérification des informations financières historiques	353 à 354 ; 404 à 405	156-157
20.5. Date des dernières informations financières	206 à 352 ; 355 à 403	105-155
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	n/a	
20.7. Politique de distribution des dividendes	11 ; 451	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	188 à 190	90
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	205	
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	452 ; 460 à 461	99 ; 149
21.2. Acte constitutif et statuts	446 à 451	
22. Contrats importants	162 à 163	
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	99	
24. Documents accessibles au public	495	159
25. Informations sur les participations	319 à 352	